

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

ESTHER

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.** TAVOIR

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DU PRINCIPE ORIGINAIRE
DE
L'ORGANISATION RÉELLE DES FAMILLES RURALES

EN FRANCE : AUX PYRÉNÉES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le jeudi 17 juin 1897, à 8 h. 1/2 du matin

PAR

ANDRÉ RICAUME

Président : M. GÉRARDIN, professeur.
Suffragants { MM. CHÉNON, professeur.
JAY, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1897





Digitized by the Internet Archive
in 2026

Des recherches très savantes accomplies par des auteurs modernes, ont permis d'établir que dans toutes les races indo-européennes, la famille avait été primitivement constituée sur deux bases essentielles : l'indivision et la vie commune.

Le même fondement a existé, comme nous allons le voir, à l'origine de la nation française et s'est perpétué plus ou moins intégralement, dans les familles rurales, c'est-à-dire celles qui servent ou vilaines autrefois, paysannes aujourd'hui, tirent uniquement leurs moyens d'existence du travail de la terre.

En effet, par leur attache exclusive au sol, elles ne se sont dépouillées de leur formation première, qu'au fur et à mesure des changements qui se sont produits dans l'état du lieu, du travail et de la propriété. C'est cette organisation réelle des familles rurales de France que nous désirons étudier dans les limites que voici : « D'abord dans une introduction, nous esquisserons l'évolution générale de la communauté familiale dans les ménages rustiques de l'ancienne à la nouvelle France, puis nous ferons l'analyse approfondie d'une de ses manifestations particulières avec l'examen d'un type de famille spécial, encore saisissable de nos jours et que nous prendrons en raison de cela aux Pyrénées. »

PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS

- BAUDRIMONT A. *Histoire des Basques*.
BEAUNE H. *Droit coutumier français*, 3 vol.
BONNEMÈRE. *Histoire des paysans*, 3 vol.
BOURDOT DE RICHEBOURG : *Coutumier général*, IV, 2 :
Coutumes de Labourt et de Sole.
BUTEL F. *Une vallée pyrénéenne : la vallée d'Ossau*.
CORDIER E. *Le droit de famille aux Pyrénées*.
CORDIER E. *De l'organisation de la famille chez les Basques*.
DARESTE DE LA CHAVANNE. *Histoire des classes agricoles*.
DONIOL. *Histoire des classes rurales en France*.
GARSONNET. *Histoire des locations perpétuelles*.
GLASSON. *Histoire du droit et des institutions de la France*,
6 vol.
GLASSON. *Communaux et communautés*.
LA FERRIÈRE. *Histoire du droit français*, 6 vol.
LA FERRIÈRE. *Essai sur l'histoire du droit français*, 2 vol.
LAGRÈZE (B. de). *Histoire du droit dans les Pyrénées*.
LAVELEYE (E. de). *De la propriété et de ses formes pri-
mitives*.
LAVERGNE (L. de). *Economie rurale de la France*.
LE PLAY. *De l'organisation de la famille*.
LE PLAY. *Les ouvriers européens*, 6 vol.
Les ouvriers des Deux-Mondes (1^{re} et 2^e séries), 9 vol.
NOGUEZ. *La coutume de Barège conférée avec les usages ou
coutume non écrite du pays de Lavedan*.
*Procès-verbal des coutumes de la vallée de Barège et de la
vallée de Lavedan, etc.*
RIBBE (Ch. de). *Les familles et la société en France avant la
Révolution*.
SCIENCE SOCIALE (*Revue*). *Passim et Tome XI. Les Celtes,
par de Tourville et Demolins*.
*Tome XXII. La Géographie sociale de la France, par Demo-
lins*.
VIOLET. *Précis de l'histoire du droit français, etc...*

INTRODUCTION

Origine du principe communautaire en France. —

L'état actuel de la science juridique et sociale permet d'affirmer, en nous plaçant au seul point de vue des familles rurales, que le principe originaire de leur organisation sur le sol, a été en France, l'idée communautaire faite à la fois, d'une tendance à l'indivision des biens et au groupement des personnes. Nous en trouvons la preuve dans l'existence incontestée au moyen-âge, de communautés composées d'une ou de plusieurs familles cultivant les mêmes terres, exactement semblables à celles qu'on rencontre aujourd'hui chez les Slaves méridionaux. Les chroniques, les chartes, les cartulaires des abbayes, les coutumes nous en révèlent la présence dans toutes les provinces. De nombreux témoignages viennent en confirmer la généralité (1), à tel point, qu'on a pu dire que la France était sortie tout entière de ces petites associations familiales.

Quelques auteurs, il est vrai, ont voulu voir dans ce

1. Bonnemère, *Histoire des paysans*, T. 3, p. 434, E. de Laveleye. *De la propriété et de ses formes primitives*, p. 507. Y lire en ce sens des citations concluantes.

fait, le résultat exclusif des circonstances du moment. M. Perreciot, dans son ouvrage sur *l'état civil des personnes et la condition des terres dans les Gaules*, T. 1^{er}, attribue à ces communautés une origine féodale. M. Doniol précisant davantage, soutient dans son *Histoire des classes rurales en France*, qu'elles ont été créées à l'époque féodale pour former entre personnes de condition inférieure, un rapport de droit, semblable à celui que le fief créait entre les nobles. Enfin, M. Bonnemère, qui s'est beaucoup occupé de ces communautés dans son *Histoire des paysans*, pense qu'elles se sont développées sous l'influence des idées chrétiennes et sur le modèle des communautés religieuses. Mais ces interprétations diverses, qui reposent simplement sur l'autorité mal éclairée des commentateurs de coutume des xv^e et xvi^e siècles, ne concordent pas avec l'antiquité reculée, et l'organisation intime de ces institutions.

Plusieurs érudits modernes, dont M. Laveleye, dans son livre de la *propriété et de ses formes primitives* et M. Garsonnet, dans son *histoire* très documentée *des locations perpétuelles*, nous donnent au contraire, la véritable solution du problème, en nous montrant d'une façon lumineuse, par des exemples pris sur tous les points de l'Europe et de l'Asie, que le principe de cet ordre de choses est dans la formation même des races indo-européennes et non pas dans une particularité locale ou une création factice et accidentelle.

L'examen des peuples primitifs de la Gaule, prouve, en effet, que les communautés françaises du moyen-âge, s'expliquent moins par l'idée, qu'il y a là une sorte de génération spontanée, que par l'origine historique des populations.

César (de Bel. gal. lib. I § 4) divisait les habitants des Gaules en trois nations distinctes : au nord les Belges (Gaulois ou Galates), au centre les Celtes que les Romains appellent Gaulois, au sud les Aquitains (Ibères).

Malgré des controverses inévitables, on peut considérer comme définitivement établi que ces trois peuples étaient d'origine aryenne et qu'ils venaient en conséquence des grands plateaux de l'Asie Centrale. Or, ces plateaux, par suite de causes inhérentes au sol et au climat, ne peuvent produire que de l'herbe. Le seul travail s'y trouve être l'art pastoral et à raison de leur immensité, un art pastoral forcément nomade. Le sol n'est donc pas approprié. Les troupeaux qui constituent toute la richesse des familles, exigent un personnel nombreux, personnel qui doit augmenter à mesure que le troupeau s'accroît et que ne limite pas la nature du foyer, le nombre des tentes étant extensible, presque à volonté.

Encore aujourd'hui, cette nécessité du groupement jointe à la vie facile que procure le métier de pasteur, retient auprès des parents les enfants majeurs et mariés, qui restent unis en faisceau, sous l'autorité absolue du chef de famille, et continue à relier après la mort

de celui-ci, les familles collatérales soumises dans une indivision complète, excepté pour les vêtements et les armes, à la direction du plus ancien (fils aîné ou frère aîné). Quand l'accroissement de la corporation ne permet plus à tous les membres de rester unis, le chef provoque ordinairement une séparation à l'amiable et détermine la portion des troupeaux et des biens communs, qu'il y a lieu d'attribuer à la branche qui se sépare de la souche. Chaque adulte mâle, vivant au foyer, a un droit égal sur l'avoir commun de la famille. Ce droit se manifeste en cas de désaccord ou même de décès du chef par le partage égal des biens. Les femmes ne reçoivent jamais qu'une dot à leur mariage, car entrant dans la communauté de leurs époux, elles amèneraient en réclamant le partage à chaque génération, la destruction de la corporation familiale.

Ainsi, formation communautaire intense que les peuples primitifs en émigrant, ont emportée avec eux et qu'ils ont gardée, tant que l'ont permis les conditions naturelles et sociales des pays nouveaux.

Les Ibères, les Celtes et les Gaulois sont arrivés dans les Gaules par trois routes différentes, qui ont eu pour effet, de modifier diversement leur formation pastorale (1).

1. Les Ibères sont venus par cette route de steppes pauvres, la première connue, dit-on, qui s'étend à travers les déserts de l'Afrique Septentrionale et les

1. *Science sociale*, T. XI. Les Celtes.

plateaux herbus de l'Espagne jusqu'aux Pyrénées. Ils avaient pu conserver ainsi leurs habitudes pastorales et communautaires, mais marquées de l'empreinte particulière aux pasteurs des déserts. Les hommes s'en vont au loin garder les troupeaux, tandis que les femmes demeurent à l'oasis, où elles dirigent le travail intérieur et où la transmission successorale se fait par le fils aîné de la sœur aînée. Ce furent, d'après une opinion très vraisemblable, les premiers habitants de notre pays ; mais, plus tard, repoussés successivement par les Celtes, ils reculèrent jusqu'aux extrémités du bassin de la Garonne. A côté, les Ligures, dont ne parle pas César parce qu'ils étaient à son époque un peuple déjà soumis, occupaient le bassin du Rhône. On ne sait rien de leur origine que les uns croient celtique et les autres ibérienne. Ils furent, d'ailleurs, entièrement absorbés par les Celtes. Cette dernière région eut à subir, tout spécialement, la domination des Grecs et des Latins, également d'origine communautaire, mais, qui, groupés de préférence dans les villes pour faire le commerce, se répandirent peu dans les campagnes.

Or, les contrées au sud de la Loire, qui furent ainsi peuplées, formaient des régions de pâturage et de productions arborescentes, favorables par l'œuvre prépondérante de la nature, au maintien de la communauté. Aussi, quand par suite de l'insuffisance des pâturages pour l'accroissement des générations, l'état no-

made fit place à l'état sédentaire, toutes les terres restèrent cependant indivises entre les membres de tribus, plus ou moins importantes, chaque famille ne possédant en propre, sous le domaine éminent de l'association, qui en fait d'abord des répartitions périodiques, que l'espace nécessaire à son habitation, et un peu de terre arable, dans le fond des vallées. Plus tard, l'effet ordinaire du travail accumulé, qui est de conduire à l'appropriation exclusive du lieu, rend ces patrimoines privés, indivisibles et inaliénables, aux mains de familles qui s'y perpétuent.

Cette co-existence d'une propriété collective très étendue et d'un domaine restreint dans la vallée est demeurée jusqu'à nos jours le trait caractéristique des campagnes du Midi.

2. Les Celtes et les Gaulois qui ne devaient être à l'origine qu'une même race ont été pliés en dernier lieu aux habitudes de la communauté nomade dans les steppes, qui, à l'embouchure du Danube, couvrent la Russie méridionale. Or deux voies naturelles d'émigration partent de là pour aboutir aux régions de l'ancienne Gaule.

La première est formée par la ligne du Danube, qui, continuée par la vallée du Rhin, entre le lac de Constance et Bâle, la trouée de Belfort, la vallée de la Saône et la trouée d'Autun conduit dans le bassin de la Loire. Cette route, composée d'une suite de vallées herbues de plus en plus étroites, passait au travers de

territoires boisés. Ce changement dans la configuration du sol et dans la nature des productions végétales, ne permettant plus aux nomades qui s'y étaient engagés et que l'histoire appelle Celtes, l'élevage des troupeaux, comme unique moyen d'existence, les inclina ainsi par une nécessité impérieuse à la culture et à une vie plus sédentaire. Et à mesure qu'ils se sont dégagés de l'art pastoral, ils se sont dégagés davantage de la communauté de famille.

La culture pousse les Celtes au fractionnement, mais leurs habitudes patriarcales antérieures, le besoin de la défense les empêche de trop se fractionner. Alors naît le type du village, qui est le mode de groupement caractéristique des pasteurs nomades, passant à la culture et à la vie sédentaire.

Le territoire appartient en commun au village, mais de façon inégale, suivant la nature du sol : Les sols à productions spontanées, comme les prairies et les forêts, n'exigeant aucun travail spécial, demeurent entièrement propriété collective. Les sols cultivés, au contraire, demandant un travail préalable au produit, sont appropriés par famille, mais d'une appropriation mobile et limitée à l'usage. Les lots en sont répartis périodiquement entre les familles vivant en société commune, « *cognationes hominum qui una coierunt*, » ainsi que le constate César, (de Bel. gall. lib. VI, § 22) chez les Germains qui n'en étaient encore de son temps qu'à ce point de l'évolution communautaire.

La culture en effet demandant des bras nombreux, soit pour le travail pénible de la terre, soit pour les diverses fabrications ménagères, chaque famille plus réduite, continue cependant de s'organiser en association, sous le même toit et reçoit des terres en proportion du nombre de bras dont elle dispose.

Puis, le partage étant tombé en désuétude sous l'empire d'une intensité plus grande du travail, ces communautés se trouvèrent en possession du sol.

Le lieu principal d'occupation des Celtes fut le Centre de la France, mais ils se répandirent de là au Sud et au Nord.

3. La deuxième voie d'émigration qui n'aurait été suivie, affirme-t-on, que postérieurement à la route du Danube, est la longue plaine qui passant entre les Carpathes et les montagnes de la Bohême d'une part et la Baltique de l'autre, fait tout le nord de l'Allemagne, et aboutit à travers la Belgique aux bassins de la Seine et de la Marne. C'était un chemin de landes, de marais et de clairières herbues, où les nomades dits Gaulois ont pris les mêmes caractères que les Celtes, mais à un degré moindre. Plus guerriers et moins sédentaires, ils vinrent dans une série d'invasions s'établir au-dessus des populations déjà fixées au sol et formèrent la classe supérieure. C'est par cette superposition successive d'émigrants nouveaux venus de la Germanie qu'on explique la fondation du clan qui, au point de vue public remplace le groupement

familial des patriarchaux pour la protection des individus. Il comporte une hiérarchie indépendante de la parenté.

La communauté pastorale est désorganisée, mais nous voyons par les commentaires de César que la famille gauloise ou celtique présente encore au point de vue privé tous les caractères d'une association. D'ailleurs, si le partage des biens qui est l'aboutissement naturel de toute communauté était déjà devenu une loi de succession, il ne s'est très certainement pas appliqué sous cette forme de façon générale ainsi qu'en témoigneraient au besoin les très anciennes coutumes galloises. Les familles rurales ont gardé sans aucun doute pour la plupart, leurs mœurs traditionnelles d'indivision et de vie commune qui s'harmonisaient avec l'état ordinairement rudimentaire et très extensif de la culture.

Après la conquête des Gaules, le petit nombre des Romains qui s'établirent dans ces régions et l'orientation absolue de la société gallo-romaine vers la vie urbaine eurent pour résultat de laisser presque intacte l'organisation ancienne des campagnes. Plus tard les invasions successives, qui sont venues fondre sur notre pays, si elles ont fait prédominer des institutions nouvelles ou quelques éléments ethniques nouveaux, n'ont pas modifié dans leur ensemble les races primitives. L'occupation des Francs bien qu'essentiellement rurale n'eut elle-même, pour effet général, que de donner des seigneurs aux indigènes et de les enserrer dans les liens

du régime féodal. Elle les subjuga plutôt qu'elle ne les absorba.

Les communautés de village ainsi que les communautés de famille, ont pu survivre à cet asservissement de la propriété.

Les premières se sont perpétuées, tant bien que mal, parmi les serfs et les vilains et se sont même maintenues sur certains points à travers le système féodal jusqu'à nos jours. Des faits généraux, comme la vaine pâture, le droit de parcours qui est une vaine pâture de village à village et la propriété communale pour sa plus grande partie en sont la preuve, sans compter des particularités locales longtemps négligées, mais dont la portée est mieux connue aujourd'hui, que l'attention a été éveillée sur ces questions (1). Quant aux secondes, elles continuèrent aussi à subsister obscurément, résistant à tous les bouleversements et se perpétuant entre personnes plus ou moins déchues de la liberté et qui, les terres ayant passé par la conquête en d'autres mains, les cultivent en vertu d'un bail perpétuel et à long terme.

Dans l'ancien droit. — D'un bout à l'autre de la France, on retrouve, dans les familles rurales du moyen âge, la communauté qui, née ainsi dans les steppes de l'Asie, aurait survécu sous l'enveloppe tour à tour romaine ou franque de la nation.

Ce régime, en effet, se perpétue de lui-même dans

1. Garsonnet, *Histoire des locations perpétuelles*, p. 512.

les populations strictement attachées au sol, soit partout où le profit n'atteint qu'à peine le niveau des besoins et où l'absence de propriété personnelle empêche la naissance des rivalités d'intérêt, soit partout où le peu d'intensité du travail n'excite pas les individualités actives à chercher au dehors un gain personnel plus considérable. Les pays de servage, les contrées pauvres à culture rudimentaire, les régions d'herbe et de fruits, offrent ainsi un champ favorable à son maintien, tout en le transformant suivant les conditions spéciales de leur organisation naturelle, économique ou sociale. Au contraire, il s'est ébranlé davantage dans les pays de plaines, de plateaux et de vallées aptes à une culture intense dès que l'existence privée, le travail en propre, la possession personnelle vinrent à être suffisamment garantis dans le droit et dans la réalité et qu'une civilisation plus avancée eût augmenté les besoins de chacun. La communauté se soutient par la puissance d'économie et se détruit par la puissance de travail qui accumule la richesse.

En dehors des communautés de tribu ou de village, on peut classer à ce point de vue les familles rurales de l'ancienne France en trois catégories :

1° Les communautés souches, à base de famille, qui transmettent le foyer et l'atelier de travail à un héritier chargé de représenter toute la communauté et de veiller à l'établissement de ses membres. On les rencontre généralement dans les régions herbues ou fructifères du

Midi qu'on nomme en langage juridique les pays de droit écrit et où a dominé l'influence celtibéro-latine.

2° Les communautés taisibles à base de société qui caractérisées par l'agglomération des ménages et l'égalité de droit des comuniers ont leur fin naturelle dans le partage égal des biens. On les trouve ordinairement, dans les autres régions, plus aptes à la culture et qui, appelées pays de coutume, ont été soumises à l'influence celto-germanique. Mais à mesure que l'on approche de l'époque moderne, elle disparaissent des contrées plus agricoles, plus industrielles situées au Nord de la Loire et se retirent de plus en plus sur les parties moins fertiles et plus pastorales des régions du Centre et de l'Ouest.

3° Les familles en simple ménage que spécifient l'établissement successif des enfants en dehors du foyer, et, à la mort des parents, le partage de leur patrimoine forment le point extrême de l'évolution communautaire. Dégagées de toute idée collective et essentiellement instables, elles étaient à la veille de la Révolution le type prédominant, en plusieurs régions coutumières du Nord, de l'Est, de l'Ouest et du Centre de la France, et sont aujourd'hui le type général des familles rurales françaises.

Nous ne dirons qu'un mot des communautés de tribu ou de village qui dépassent le cadre de la communauté de famille.

Elles s'étaient maintenues intégralement sur certains

points de notre pays, tels que les bouchoyages de Pontarlier, les tenures colongères d'Alsace et les mazades universelles du Midi. Les hommes des campagnes, ainsi organisés, avaient entre eux, outre les biens communs cultivés séparément, de véritables communaux, c'est-à-dire des biens d'un usage commun à tous. Les biens cultivés par lots, pouvaient aussi, après la récolte, être mis en commun pour le parcours ou la vaine pâture.

D'ailleurs, nulle part, dans l'ancienne France, la communauté des terres entre les habitants d'un même village ou d'un même canton n'avait péri en entier. On peut relever au moyen âge des traces multiples de propriété communale et de vaine pâture.

Or, s'il est vrai que tous les communaux ne tirent pas directement leur origine de la propriété collective (Garsonnet, *op. cit.*, p. 512), il est néanmoins certain que la plupart ne peuvent pas s'expliquer différemment.

Jusqu'au XVI^e siècle surtout, il y a une immensité de communaux, mais déjà et principalement depuis cette époque, les seigneurs profitaient de la maxime « nulle terre sans seigneur », pour s'attribuer un domaine éminent sur toutes les terres vaines et autres. Ils n'en enlevaient pas cependant la jouissance aux usagers primitifs. Puis jusqu'à la Révolution (loi du 28 septembre 1791), la vaine pâture demeura de droit général, en France, sur toutes les terres privées après la récolte enlevée. Dans un grand nombre de coutumes, les propriétaires ne pouvaient pas s'y sous-

traire, dans d'autres, toutefois, ils pouvaient le faire, en mettant leurs propriétés en défense au moyen d'une clôture.

I. *Communautés souches*. — Leur organisation entière est dominée par le principe patriarcal de l'autorité du plus ancien comme chef de famille.

C'est l'idée qui prime tout. Elle détruit même au profit de l'ainé l'égalité communautaire entre les différents membres de la famille.

Un vieil auteur, Othon de Frisingen, écrivait au XII^e siècle: « *Mos in omnibus ferè Galliæ provinciæ obtinuit ut seniori fratri ejusque liberis paternæ hereditatis cedat auctoritas, cæterisque ad illum tanquam ad dominum respicientibus.* »

De nos jours on a cité une de ces anciennes communautés qui s'est dissoute en 1830 et où, jusqu'alors, il n'y avait jamais eu d'acte constatant ou établissant les droits des diverses familles sur les biens patrimoniaux. Or, il fut reconnu, à cette époque, qu'en vertu du testament paternel et, même *sans testament*, le fils aîné était investi de la totalité de la succession, que les puînés avaient vécu et continuaient à vivre en communauté avec lui, enfin que les filles se bornaient, presque toujours, à demander le trousseau constitué par contrat de mariage (1).

C'est dans les régions situées au Sud de la Loire

1. *Ouvriers des deux mondes*, 1^{re} S. T. 3, p. 129, 130.

que s'est accusée tout spécialement cette prédominance de l'ainé. Elle s'explique ici par les conditions du lieu qui se prête moins à la culture qu'à l'art pastoral et à la cueillette. Or, cette prépondérance des travaux de simple récolte qui n'imposent qu'un travail facile et une prévoyance légère a pour effet d'abord de maintenir la famille en communauté puis d'appeler à la diriger non le plus capable mais le premier prêt à seconder ou suppléer le chef de famille. Et ainsi l'ainesse arrive à s'affirmer définitivement.

La communauté patriarcale était encore intacte sur plus d'un point du Midi, au moment de la Révolution : « le chef de maison gouvernait sa parenté toute entière, il convoquait ses enfants dans les affaires importantes et tenait conseil avec eux. » (O. 2. M. *loc cit.*, p. 126). L'habitude de l'indivision est fréquente. Les enfants célibataires ou mariés demeurent groupés au foyer sous l'hégémonie du père, et après lui de l'ainé, en aussi grand nombre que le permet l'étendue limitée de la terre commune.

Mais le fait le plus général est une communauté réduite à deux ménages, ceux du père et du fils associé, autour desquels se groupent seulement les célibataires de l'une et l'autre génération.

Cet état forme le point extrême de la communauté familiale. Résultat naturel de deux causes qui agissent en sens inverse, l'une pour fortifier, l'autre pour détruire la communauté, il est le produit direct de la

petite vallée en sol à productions spontanées, dont les bassins de la Garonne et du Rhône nous offrent le type. La simple récolte maintient la communauté, que la vallée étroite, forcément adaptée à des exploitations réduites, a pour effet de fractionner et finalement de désorganiser. De plus, ces deux influences ont empêché, par leur combinaison, la création d'une propriété patronale puissante sous laquelle les familles rurales auraient pu vivre en larges communautés agraires.

D'une part, les tenures sont resserrées par la disposition des sols, d'autre part, l'art pastoral, la culture des arbres fruitiers, un travail agricole rudimentaire par suite de la stérilité naturelle du lieu, n'exigeant ni grands capitaux, ni main-d'œuvre considérable, ni connaissances supérieures, ont gardé la possession du sol aux mains de petites gens. La féodalité ne s'est implantée au Midi que superficiellement. Il n'y avait « nul seigneur sans titre ».

Le fond de la vallée est ordinairement divisé en une quantité de petits domaines, sur lesquels vivent groupés par famille les habitants qui jouissent en commun de pâturages et de terres vaines, considérables.

La petite propriété constitue ainsi la forme ordinaire de l'appropriation du sol.

Or, le fractionnement de la propriété entraîne un fractionnement correspondant dans la famille.

Mais la communauté, au lieu d'arriver à se dissoudre par le partage égal, qui est son aboutissement final,

est retenue dans l'une et l'autre par la prépondérance des productions spontanées et la pauvreté du sol.

Chaque famille tirant en même temps ses moyens d'existence d'un art pastoral ou d'une cueillette qui s'exercent sur une propriété collective en dehors d'elle et d'une petite culture très extensive qui se pratique sur un domaine privé, a intérêt, pour prospérer, à vivre de génération en génération concentrée sur le même point. Car le partage égal qui a sa raison d'être dans les provinces, où la valeur des parcelles peut être décuplée par l'intensité de la culture et dans celles où se rencontrent les ressources, soit principales, soit accessoires de la fabrication, aurait amené dans ces régions d'herbe et de fruits, presque sans culture et sans industrie, la misère et la ruine (1). Aussi, le foyer est-il regardé comme quelque chose de sacré et d'intangible. C'est, a-t-on dit, une ruche qui donne sans cesse naissance à de nouveaux essaims et qui, pour le bien de tous, ne doit pas périr.

L'organisation familiale est donc généralement ici le résultat très net de deux tendances opposées qui ont pour conséquence, d'obliger la communauté à se restreindre, mais de l'empêcher de se dissoudre.

1. *Ouv. Deux-Mondes*, 1^{re} série, t. 3 : M. de Gaufridi, baron de Trets, avocat-général au Parlement de Provence, écrivait en 1727 ces mots, qui caractérisent à peu près tout le midi : « L'on scait assés que la Provence est trop stérile et trop pauvre pour y introduire le reste du droit des coutumes. La médiocrité de ses habitants ne pourrait supporter l'égalité des partages. »

Chacun des membres fait effort pour maintenir dans son intégrité le bien de famille, suprême appui de la communauté. Or, le domaine ayant peu d'étendue est impuissant à nourrir plusieurs ménages ; alors, la communauté établit successivement au dehors, ceux de ses membres qui sont de trop, ne gardant que les célibataires, qui ont à s'employer dans la maison et un jeune ménage pour perpétuer la famille. De cette nécessité est venue l'habitude de la transmission intégrale à un héritier-associé, ordinairement l'aîné.

Plusieurs coutumes dans la région du sud-ouest, admettent un droit d'aînesse absolu et même sans distinction de sexe, qui nous reporte à une vieille tradition ibérique.

Mais généralement, la prédominance des institutions romaines, s'étant imposée dans tout le Midi, les ménages ruraux recoururent à la pratique du testament, pour arriver au même résultat, tandis qu'il leur aurait été plus facile de se soumettre à la succession *ab intestat* de la Novelle 118, et d'amener ainsi, par le partage égal de l'hérédité, la dissolution définitive de la communauté. L'institution contractuelle qui répondait au même esprit, y était également d'un usage très fréquent, beaucoup plus que chez les laboureurs du Nord, quoiqu'elle fût d'origine germanique. La plupart des paysans les employaient l'une et l'autre, pour concentrer la totalité de leurs biens immeubles, ou du moins l'exploitation agricole proprement dite, sur la tête d'un

de leurs fils, presque toujours l'aîné, parfois, un cadet plus laborieux, plus capable, ayant mieux le sentiment du devoir, et laisser seulement aux autres et aux filles, des terres non incorporées au domaine, ou de préférence, une légitime en argent. Il était même presque habituel et comme de style, de léguer à titre de légitime, la minime somme de cinq sols, ainsi qu'on le voit dans beaucoup d'anciens actes. Les puînés et les filles respectaient d'ordinaire les volontés paternelles, mais dès la fin du ^{xvii}e siècle, il devint moins rare de les voir répudier la légitime, assignée par les dispositions du père, pour demander leur légitime de droit qui était fixée, d'après la loi romaine, au tiers ou à la moitié des biens.

La pratique de l'héritier-associé, libre en droit, mais imposée par les conditions du lieu, était une habitude presque universelle, une loi de fait.

Ainsi, l'impossibilité matérielle pour les générations successives, de continuer l'indivision et la vie commune sur un sol qui ne prête pas, d'autre part, à la dispersion de la communauté en ménages isolés, produit infailliblement, quand un courant opposé ne se manifeste pas dans la législation, le régime de la transmission intégrale à l'un des enfants, regardé comme le mandataire de tous, pour la conservation du bien des ancêtres.

Les stipulations des contrats de mariage qui concernent ce fils héritier, nous font assister aux condi-

tions de son existence dans la maison paternelle : « Il promet de demeurer à pot, feu et ordinaire de ses parents et dans la maison. Et ensemble sera entretenue la famille, que plaira à Dieu leur mander. « Le père reçoit la dot de la femme de l'héritier et l'incorpore à l'avoir commun ».

L'héritier associé n'est, en somme, que le représentant de la communauté, le continuateur de l'autorité du père, le gardien du foyer, asile et refuge de toute la famille. A lui, incombent l'entretien des vieux parents, la charge d'établir les divers membres de la communauté, et les secours à donner aux proches, qui ne réussissent pas dans leurs entreprises.

Maître de la maison, il la doit à ses frères malheureux, infirmes ou découragés.

De leur côté les cadets ont une tendance générale à s'imposer les plus grands sacrifices pour la permanence du foyer paternel, un amour de la maison patrimoniale et de la vie fraternelle, qui les pousse, soit à rester célibataires pour vivre en commun sous l'autorité de l'héritier, soit quand la nécessité les oblige d'émigrer à garder des liens avec le foyer où ils placent leurs économies pour y revenir un jour.

Actuellement cette forme familiale quoique combattue par la législation moderne et par le mouvement contemporain qui inclinent les familles vers le simple ménage, s'observe encore dans ces mêmes contrées méridionales de la France que leurs conditions

naturelles et sociales n'avaient pas préparées au régime du partage égal.

M. Claudio Jannet constatait en 1871 que les paysans du midi luttaienent encore par tous les moyens légaux et illégaux contre le système successoral du Code civil. La force des anciennes mœurs est ainsi longtemps arrivée à y maintenir tant bien que mal la transmission presque intégrale de l'héritage paternel à l'un des fils, ordinairement l'ainé, grâce à la connivence des autres enfants qui se contentaient d'une soulte à recevoir et des officiers publics encore fidèles aux vieilles traditions. Le père pour conserver le domaine attribue à l'héritier par un partage testamentaire ou par une donation à titre de préciput et hors part la quotité disponible permise, fait une estimation du bien au-dessous de sa valeur vénale, ou même recourt parfois à des manœuvres compliquées et frauduleuses.

Plusieurs monographies nous ont fait saisir exactement de place en place, cette survivance de l'ancien état de la famille.

Ainsi Le Play nous l'a révélée le premier aux Pyrénées, dans une monographie intitulée : « Paysans en communauté du Lavedan. » C'est la célèbre famille-souche qu'il a donnée comme le modèle des familles.

« Le bien de famille conservé intégralement de génération en génération réunit dans une complète communauté d'existence, tous les membres qui n'ont pas voulu s'établir au dehors. Le bien est toujours

transmis à l'aîné des enfants (garçon ou fille). Le nom de famille est lui-même religieusement conservé ; il est donné par la coutume au gendre qui épouse l'héritière de la maison. L'aîné se marie le premier dans la maison paternelle et le jeune ménage qui doit un jour conformément à la coutume posséder le bien de famille, commence peu à peu à seconder les vieux parents dans la direction des affaires de la communauté. A une époque convenablement choisie, on fait l'estimation du bien ; on assure au jeune ménage la propriété du quart que la loi laisse à la disposition du père de famille et de la part qui lui doit revenir sur le surplus ; une part égale est attribuée successivement à chacun des autres enfants au fur et à mesure qu'ils quittent la maison paternelle (1). »

MM. de Saint-Léger et Delbet ont également retrouvé la même organisation familiale dans le Labourd (Basses-Pyrénées). C'est chez eux (les petits propriétaires) une habitude constante jusqu'ici d'assurer la perpétuité de leur maison en choisissant parmi leurs enfants un aîné qui reçoit la part de faveur dont le Code civil autorise la libre disposition et presque toujours aussi quelques autres avantages consentis à son profit par ses cohéritiers. En échange de ces avantages, il contracte toutes les obligations d'un chef de famille : comme tel, il loge et nourrit les vieux parents quand ils ne peuvent plus travailler ; il conserve aussi dans la maison ceux de

1. t. *Ouvriers des Deux-mondes* S. 1^{re}, t. 1^{er} p. 110, 124.

ses frères et sœurs qui, restant célibataires, ne pourraient vivre avec la part d'héritage qui leur revient. Les autres enfants pour ne pas morceler la propriété, abandonnent en général leur part à l'héritier, et celui-ci les dédommage au moyen d'une somme d'argent prise habituellement sur la dot de sa femme (1).

M. Lacombe, dans l'Aveyron (2) : « Souvent, dit-il, on reste dans l'indivision. Quand elle n'est pas possible, on transmet le bien à un des enfants qui est comme le représentant et le mandataire de la communauté. Le sentiment de la conservation du bien de famille est dominant même dans l'esprit des cadets. En conséquence, ceux-ci cèdent à bon compte leur part à l'ainé. De plus, ils acceptent que l'estimation du bien soit faite à une valeur inférieure, d'un cinquième à la valeur réelle, selon un usage qui est général. Cette estimation est dite valeur en partage. De plus les oncles et les tantes font donation de leur part à la femme ou aux enfants de l'héritier. Ordinairement les parents restent dans la maison et travaillent jusqu'au déclin de leurs forces. Enfin, si la famille est nombreuse relativement à l'étendue du bien on cherche à caser un ou plusieurs enfants sans diminuer l'avoir de la maison : on fait un prêtre, un frère ou une religieuse qui font donation de leur part à l'héritier. »

1. *Ouvriers des Deux-mondes* S. 1^{re}, t. 1^{er} p. 180.

2. *Science sociale*, 1896, t. 2. p. 16.

M. Delbet dans la Haute-Auvergne (1). « L'ancienne habitude d'avantager celui des enfants qui continue la famille survit dans la montagne. Il faut que la maison fume, dit-on partout, c'est-à-dire il faut que la maison se maintienne à un certain degré d'aisance relative, et, pour cela, on fait un aîné, un héritier auquel on laisse avec la maison, le mobilier qui la garnit, les bestiaux de culture et, comme apanage, les champs, les prés qui l'entourent ou lui tiennent de plus près. Le nouveau ménage apporte son contingent de travail et vit en commun avec les parents de tous âges et à tous degrés. Plusieurs générations se trouvent ainsi réunies sous le même toit, acceptant l'autorité du chef de famille aussi longtemps que ce dernier conserve l'aptitude du commandement. En outre des enfants, du père, de l'aïeul, il y a toujours dans la maison des oncles et des tantes célibataires, travaillant au profit de la maison, regardant comme leurs les enfants qui naissent, et cependant laissant presque toujours à l'héritier leur part de la succession des grands parents et les économies qu'ils ont pu faire... Pour augmenter l'éclat de la maison beaucoup de garçons renoncent à devenir chefs de famille. Beaucoup de filles ont le courage de se vouer au célibat et restent dans la maison avec la certitude de n'être jamais payées de leur travail, avec la certitude d'obéir plus tard à des enfants encore à naître ».

1. *Ouvriers des Deux-mondes*, 1^{re} série, tome II, p. 360.

M. Parinet dans le département de la Creuse (1) :

« La quotité disponible est presque toujours donnée par contrat de mariage à l'aîné des fils. Un avancement d'hoirie dont les frais sont supportés soit à l'aide des économies du père et du fils favorisé, soit à l'aide de la dot de la bru, soit à l'aide de l'emprunt est attribué à chacun des autres enfants qui quittent la famille, au moment du mariage. Pendant la vie du père et son travail commun avec le fils aîné, les achats de propriété, les placements de fonds provenant de l'épargne sont faits au nom de celui-ci. Au moment de la mort de son père, il se trouve ainsi dans la possibilité de payer à ses frères les droits qu'ils peuvent avoir sur les biens du défunt, biens qui sont le plus souvent estimés au dessous de leur valeur dans les arrangements de famille ».

Des pratiques semblables ont été observées par M. Laudet, dans l'Armagnac (2); M. le baron d'Artigues dans le pays d'Horte (3) (Landes) M. du Maroussem dans le Haut-Foréz (4) et M. d'Estienne de Saint-Jean dans la Basse-Provence (5).

Toutes ces investigations concordent à montrer la survivance de la communauté réduite à deux ménages dans les contrées montagneuses et dans les pays isolés, à

1. *Ouvriers des Deux-mondes*, 2^e série, t. II, p. 233.

2. *Science sociale* 1896, t. II, p. 286.

3. *Ouvriers des Deux-mondes*, 2^e série, t. I.

4. O. 2 M., 2^e série, IV.

5. O. 2. M., 2^e S. t. II.

l'abri des voies rapides de communication et des centres industriels. Là, en effet, la transmission intégrale a été rendue possible, d'un côté, par la solidarité des membres de la famille, que les conditions du lieu continuent d'appuyer sur la tradition pastorale et communautaire, et de l'autre, par l'émigration habituelle des enfants non avantagés qui descendent dans la plaine, vont dans les villes, ou même partent à l'étranger, au Nouveau-Monde, et par leur classement soit dans un métier, soit dans la vie religieuse, causes qui leur font considérer l'acceptation d'une soulté, non comme un acte de renonciation, mais comme un avantage, une condition évidente de meilleur avenir.

Partout ailleurs, et même ici, où il commence, l'esprit nouveau, que nous analyserons plus loin, a pénétré peu à peu, ébranlant de plus en plus profondément les traditions anciennes. Dans certaines régions, le développement de la culture, l'extension des échanges, le changement des circonstances économiques ont produit une augmentation continue de la valeur des terres, et poussé par suite les cadets à faire de plus en plus valoir leurs droits et à exiger leur part en nature. Dans d'autres, l'insuffisance manifeste de la quotité disponible du quart qui ne procure pas à l'héritier assez de ressources pour lui permettre de fournir en argent la légitime de ses frères, le conduit souvent à demander lui-même le partage. Ces conditions nouvelles rendent de plus en plus difficile la conservation

du domaine rural. Le morcellement de ce dernier appui de la communauté entraîne la dispersion de la famille et dans les pays pauvres, fait tomber ses divers membres au rang de propriétaires indigents ou même de salariés.

2° *Communautés taisibles à base de société.* — A côté des communautés souches influencées surtout par l'art pastoral et la cueillette on rencontre également au moyen-âge des associations agraires où domine la culture. L'indivision dans le travail agricole et le groupement des individus étaient, nous l'avons vu, encore demeurés, presque universellement à cette époque, la doctrine économique et sociale de la France. Mais si la culture ne s'oppose pas à l'agglomération des ménages unis par la co-demeurance et la confusion de travail et fruits, elle tend à ébranler, au contraire des travaux de simple récolte, la forme patriarcale de la communauté.

Ainsi comprises, les sociétés taisibles s'expliquent particulièrement en pays coutumier, par deux influences caractéristiques : 1° la configuration géographique du lieu qui présente un ensemble de larges plaines et de grands plateaux, soumis à une culture extensive; 2° le fait d'un régime très développé de propriété patronale : « nulle terre sans seigneur ».

L'agglomération des ménages était permise, d'un côté, par l'étendue de l'exploitation rurale qui n'est pas étroitement circonscrite par la conformation du lieu,

et favorisée de l'autre, par la nature tenancière du domaine qui est susceptible de s'augmenter en proportion des moyens de culture. Plus il y a de bras, plus le seigneur peut fournir de terre. Le grand nombre de gens étant ainsi une cause de force et de richesse, on se groupe le plus possible. D'autre part, les communiens auxquels les conditions de la liberté civile et de l'économie agricole ne permettent pas de s'établir isolément avec un avantage supérieur, ne cherchent pas à sortir de la communauté qui leur offre un abri et un secours certains. Un travail faiblement productif, semi-pastoral, semi-cultural, comme il le fut d'abord généralement, et le resta dans quelques provinces au sol pauvre, engage tous les membres de la famille à réunir leurs bras pour être forts, plutôt qu'à se disperser par le partage pour vivre misérablement chacun à son compte.

Enfin la succession n'existait pas pour les mainmortables qui formaient, au commencement du moyen âge la majeure partie du peuple des campagnes. A chaque décès, la propriété devait retourner au seigneur. Quand, au contraire, ils vivaient en commun, ils héritaient les uns des autres ou, plutôt, aucune succession ne s'ouvrait, la communauté continuait à posséder sans interruption, le seigneur ne reprenant la tenure qu'à sa dissolution par droit de déshérence. L'indivision et la vie commune étaient ainsi d'un intérêt majeur pour la famille serve qui de cette façon

conservait la propriété et trouvait le moyen d'améliorer sa condition en accumulant un certain capital.

D'autre part, les seigneurs furent favorables à ces communautés qui assuraient la culture de la terre, le paiement des redevances et l'exécution des corvées. La solidarité des membres associés obligeait les autres si l'un d'eux faisait défaut à s'acquitter des prestations auxquelles celui-ci était tenu. On voit au moyen âge les seigneurs aidant de tout leur pouvoir au développement des communautés et plus tard quand elles tendirent à se désagréger essayant de les maintenir au besoin par la contrainte.

Les juristes anciens nous font peu connaître ces communautés dans leur forme première. C'était vraisemblablement un pur état de fait, la continuation de la famille par l'indivision et la vie commune sur un même domaine.

La loi en est simplement : « Nulle succession hors de la descendance directe vivant en communauté.

Au contraire les commentateurs de coutume nous fournissent des détails abondants sur les communautés du XV^e et du XVI^e siècle, mais ils ne soupçonnaient pas l'antiquité reculée du principe communautaire qui se trouvait déjà ébranlé à cette époque. Voici l'aspect général que présentaient alors ces associations

Elles cultivent une même terre et occupent une même habitation. Leurs membres étaient appelés compains parce qu'ils vivaient au même pain, partçonniers

parce que chacun prenait sa part du produit, frares-cheux, parce qu'ils étaient comme frères et sœurs.

D'après les vieilles pratiques de ces temps elles se formaient tacitement, taisiblement, forcément même par le fait seul de la demeure commune d'an et jour avec mélange de meubles.

Le caractère patriarcal s'est atténué.

La cohabitation, la communauté de travail et de gain et la non division des intérêts en toute espèce de biens en forment la base essentielle. « Tous ceux qui usant de leurs droits avaient vécu au moins pendant un an à un commun pot, sel et dépense en mélange complet et communication de biens, profits et pertes formaient entre eux une communauté composée de tous leurs biens meubles et conquets immeubles. » Tous les coutumiers ont bien soin de dire que la communauté tacite exige le concours de deux conditions, d'abord la durée d'an et jour, puis la nécessité pour chacun de faire un apport. Cette dernière condition exclut de la communauté l'enfant qui vit à la charge de ses parents, les serviteurs ou autres personnes qui vivent avec la famille à raison d'un louage de services, les parents entretenus par charité. Mais des ménages étrangers pouvaient s'associer ainsi et former ces grandes compagnies enconvenanciées dont parle Beaumanoir. Quelques coutumes seulement exigeaient encore qu'il y eût parenté. Cependant les communautés taisibles ordinaires étaient des communautés de famille et spécialement

entre frères et sœurs. La coutume de Nivernais ne les admettait à l'exclusion des sœurs qu'entre frères majeurs et placés hors de puissance.

La communauté comprenait originairement par le fait de son existence les meubles, les immeubles et les acquits, mais elle se restreignit peu à peu par usage général ou par convention à l'une ou à l'autre et même à une quotité déterminée de chacune de ces diverses espèces de biens. Des distinctions se firent suivant la manière dont elle s'était formée. La communauté qui s'établit entre les enfants après la mort des parents comprend seulement les biens de cette succession, toute autre communauté comprend les biens que chacun des compagnons a au moment de la formation de la société, sauf exception pour les héritages propres et les conquêts immeubles acquis avant la formation de la société. Enfin la communauté, quelle que soit sa source, se compose des biens qu'on y a mis par convention expresse ; et les contrats particuliers peuvent modifier les droits de chacun

La communauté a cessé d'être simplement une continuation de la famille par l'indivision et la vie commune. Elle est sortie de plus en plus, sous l'influence des changements sociaux, du cadre patriarcal pour reposer sur un véritable contrat de société tacite ou même parfois formel.

Elle a subi une évolution analogue dans son gouvernement.

L'âge et la filiation qui imposent le chef dans les communautés pastorales où l'administration est simple et le travail peu difficile à régler n'en peuvent plus faire une désignation aveugle dans les communautés agricoles où les difficultés de la culture exigent du chef des qualités particulières d'intelligence, d'activité, d'énergie et de prévoyance. L'autorité du plus ancien fait généralement place à la gérance d'un chef élu. Elle subsiste encore au premier degré de l'association familiale. Les enfants célibataires ou mariés demeurent groupés au foyer sous l'hégémonie du père qui assume tous les risques, recueille tous les bénéfices de l'exploitation et se charge de l'entretien des ménages placés sous ses ordres. Mais le principe de l'élection commence à s'appliquer dès le second degré, dans les communautés entre frères et au troisième degré, dans les communautés entre collatéraux ou étrangers, quand l'accroissement du nombre des ménages et l'intensité du travail font sentir le besoin d'une direction ferme.

Souvent l'ainé était choisi comme étant le plus expérimenté, mais ce n'était pas un droit pour lui. On ne pouvait certainement plus appliquer aux communautés des pays coutumiers la parole d'Othon de Frisingen que nous avons citée. Le principe fondamental sur lequel repose le gouvernement de ces communautés, est l'idée d'élection, née de l'égalité des droits entre les communiers.

Mais il arrivait dans les communautés peu compli-

quées, peu laborieuses, où rien ne venait détruire l'harmonie des membres, que ceux-ci ne sentissent pas le besoin de se donner un maître et qu'ils vécussent sur le pied de l'égalité la plus parfaite. On trouve ainsi au moyen-âge, un grand nombre de communautés qui n'étaient pas dirigées par un administrateur. En réalité, chacun travaillait de son côté, tout en vivant en commun et en réunissant les bénéfices. Il fallait simplement, en principe, le consentement de tous les communistes, pour tous les actes qui engageaient la communauté.

La communauté taisible apparaît dans son organisation finale, comme une grande société renfermant un nombre de personnes capables de remplir tous les métiers usuels, n'achetant ou ne vendant que peu de chose et se suffisant à elle-même, absorbant d'autre part les ménages qui en font partie, recueillant seule la succession des membres qui la composent, profitant des biens ou du travail communs et supportant en retour les dépenses nécessitées par l'éducation, l'apprentissage, la dot ou les noces des enfants et par l'entretien des communiens, mais laissant à chacun la propriété personnelle des biens donnés ou reçus de succession extérieure et un pécule individuel, provenant d'économies ou de travaux particuliers, qu'autorise le maître de la communauté.

Les communiens se choisissent habituellement un maître qui distribue la besogne, achète, vend, admi-

nistre et gouverne, et une maîtresse pour s'occuper des soins domestiques et diriger le ménage. Cette dernière, par un sentiment de sage défiance, ne doit être, ni la femme, ni la sœur du maître. C'est le chef, qui, seul a le droit de représenter la communauté. « Il va, dit Guy Coquille, aux affaires qui se présentent, ès-villes ou ès-foires et ailleurs, à pouvoir obliger ses parsonniers en choses mobilières, qui concernent le fait de la communauté et lui seul est nommé aux rôles des tailles et autres subsides » ; — il doit fournir les sommes nécessaires aux dépenses, rendre compte à toute réquisition, mais un compte de bonne foi, où ses affirmations, seules, suffisent et qui est censé rendu pour le dernier mois écoulé, se fût-il passé des mois et des années sans réclamation.

La communauté, ainsi constituée, subit une phase capitale, qui a en principe pour effet de la dissoudre. C'est l'établissement de ses membres au dehors.

Il arrive, que des communiers soient obligés de « tenir leur feu et leur pot séparés », soit parce que la communauté est devenue trop nombreuse, soit pour cause de mariage ou de brouille. Ces départs entraînent de droit l'obligation du partage égal des biens, ordinairement entre tous les membres mâles ou femelles, qui ont atteint une certaine majorité variable avec les contrées. Anciennement la dissolution de la communauté s'opérait ainsi par la volonté d'un seul de ses membres : « Un parti, tout est parti. » Mais cette

règle fut repoussée dans certaines coutumes et tempérée dans d'autres : on exige, ou une prise réelle de part ou un partage par effet, c'est-à-dire ménage à part avec pain et sel séparés, par an et jour », comme l'explique Guy Coquille sur *Vivernais*. En plusieurs provinces, la communauté est même déclarée maintenue, dès qu'un des enfants de chaque ménage reste commun.

L'association dissoute, chacun prélève les immeubles propres qu'il pourrait avoir et au cas de communauté servile, la tenure fait retour au seigneur par droit de déshérence ; ensuite, on partage tout l'actif et les pertes se répartissent de la même manière. On les déduit purement et simplement de l'actif, si celui-ci est supérieur. En principe, toutes les parts des communiens sont rigoureusement égales. Le maître n'a pas sur les biens communs plus de droit que les autres.

Après le partage, la communauté se réforme entre les membres de la famille, qui continuent à vivre au même foyer et à manger le même pain. Chaque ménage séparé devient à son tour la source d'une communauté nouvelle. Mais les droits se perdent de part et d'autre. L'enfant même, ne succède à son père, que s'il demeure avec lui.

D'ailleurs, dans la pratique locale, il est certain qu'on remédiait à l'inconvénient du partage par la simple remise aux sortants, qui préfèrent ne pas faire valoir leur droit au partage, d'une somme d'argent ou

d'une portion des biens meubles, moyennant quoi, ils renonçaient à toute autre part dans la communauté. La dot était, en général, comme primitivement, le seul droit des filles, qui passaient par leur mariage dans une autre famille. Enfin, quand la communauté est devenue trop nombreuse, une partie des ménages essaime, avec une partie de l'avoir mobilier commun, fixée ordinairement à l'amiable. Et ainsi, l'association peut se perpétuer de génération en génération sur un même domaine, comme il appert de la communauté des Guitard-Pinon et de celles des Jault, des Pervy, etc., qui ont survécu pendant des siècles. Leur loi fondamentale était en effet que dans aucun cas les biens ne doivent être partagés : tout reste en masse, personne n'hérite, et ni par mariage ni autrement rien ne se divise.

La communauté taisible plus ou moins dégagée de la forme familiale primitive en comporte cependant le double avantage : Au point de vue économique, elle favorise le développement des exploitations rurales, permet la stabilité de la culture, occasionne un minimum de dépenses en n'imposant « qu'un feu et qu'une chandelle » pour plusieurs ménages et en épargnant l'emploi d'ouvriers auxiliaires ; — au point de vue social, elle garde au foyer les orphelins, les vieillards et les infirmes. Mais le grave inconvénient de toute communauté est d'abord d'affaiblir le ressort de l'activité personnelle par la subordination absolue de l'individu au groupement, puis de développer exclusive-

ment l'esprit de tradition ; la caractéristique des communautés c'est d'être fidèles aux vieilles habitudes, routinières et même rétives aux progrès ; satisfaites des bénéfices qu'elles réalisent, elles ne veulent rien exposer aux risques de l'expérimentation, et elles demeurent stationnaires dans leurs mœurs, leurs idées et leur mode de culture.

Nous verrons tout à l'heure les causes naturelles et sociales qui ont contribué à dégager la famille rurale du régime communautaire.

Examinons simplement ici la transformation qui a subie la communauté tacite dans le domaine du droit.

Dès que l'esprit de fraternité qui en faisait la base venait à s'affaiblir, ce système d'indivision et de vie communer reposant uniquement sur la coutume, donnait lieu à beaucoup de difficultés et de contestations. La situation des enfants, la nature des obligations que les maîtres contractaient avec leurs tenanciers vivant en commun, formaient un inextricable labyrinthe et multipliaient les chances de procès. Les juristes qui contractaient le goût de la clarté et de la précision dans l'étude du droit romain se montrèrent de plus en plus hostiles au taisible établissement des communautés et tendirent à en faire de simples sociétés civiles basées sur un acte écrit. Sous leur impulsion plusieurs coutumes rendent la communauté moins facile, la proscrivent ou la déclarent odieuse dans sa forme tacite

et exigent malgré l'esprit de l'institution une convention notariée ou sous signature privée soit dans tous les cas, soit au moins pour la mise en société des immeubles. Plus tard même il fut admis de droit commun qu'une communauté ne pouvait exister entre personnes autres que mari et femme qu'en vertu d'une convention expresse.

Les communautés taisibles étaient ainsi formellement interdites. Quelques coutumes firent exception mais elles les soumirent volontiers à certaines restrictions et notamment ne les permirent qu'entre parents majeurs. L'ordonnance de 1673 rendit encore plus difficile l'existence de ces communautés en exigeant expressément un acte écrit pour la fondation d'une société.

La communauté tacite a peu à peu changé de caractère. Elle finit par être présentée comme un peine et imposée sous le nom de communauté continuée à l'époux survivant commun en biens qui a négligé de faire inventaire et au profit des enfants mineurs nés du mariage. C'est le droit commun.

Mais on peut distinguer à ce point de vue dans les coutumes officielles deux autres états du droit qui représentent deux étapes sociologiques.

1^o La communauté se continue entre tous les communiens qui peuvent être des collatéraux aussi bien que des enfants. C'est le droit primitif.

2^o La communauté se continue entre le survivant

des époux et les enfants dans le cas même où ils seraient tous majeurs. Il n'est pas fait mention des collatéraux.

Quant à la communauté expresse les actes de constitution portaient généralement que l'indivision resterait pour la famille des contractants ; on stipulait que la communauté serait « ambulatoire du premier au dernier », c'est-à-dire passerait aux enfants des associés et de ceux-ci à leurs descendants, et en conséquence, ne serait point interrompue par la mort d'un des associés, sauf pour les enfants mariés hors de la maison ; à l'égard de ces derniers la communauté était dissoute par le seul fait du décès de leur auteur. La direction de la communauté appartient à un chef désigné dans l'acte. On détermine ordinairement la quotité des biens composant la communauté et le nombre des parts entre lesquelles sa liquidation devait se faire. A la dissolution on prélève d'abord chaque mise, puis on partage le résultat de l'industrie commune, car l'association a continué d'être par égalité tant de bénéfices que de pertes.

Jusque dans le XVII^e siècle les titres s'occupent des communautés rurales ; il est fait mention dans les terriers, les partages de cens d'un grand nombre « de consorts et communs en biens » ou de situations dans lesquelles il est facile de reconnaître les traces d'indivisions anciennes récemment rompues. On trouve, ayant abrité ces communautés, de vastes demeures compo-

sées parfois de plusieurs bâtiments annexés en face desquels s'élèvent les granges et les étables. Enfin la majeure partie des villages, mas, hameaux, ténements désignés sur les cartes ou dans les usages locaux par des noms précédés de l'article les, quand ces noms ne rappellent pas uniquement un accident particulier du sol, représentent dans nos campagnes ces associations disparues.

Dans le Centre et l'Ouest de la France plusieurs de ces établissements se sont même perpétués jusqu'à nos jours.

Mais actuellement la communauté n'est pas reconnue par la loi française, et par conséquent, ne peut être propriétaire comme autrefois. Elle comprend simplement la jouissance des biens à venir, par succession, donation ou legs (Code civil art. 1837). La propriété des immeubles, de l'argent et des animaux domestiques, du matériel des travaux et industries au lieu de reposer sur la collectivité, repose sur les individus.

Les quelques communautés qui ont survécu jusqu'ici en dépit de la législation sont à peu près toutes expirantes et vont se dissolvant de jour en jour devant les nécessités créées par le travail croissant de la culture qui exigeant plus d'effort, porte chacun à réclamer un salaire proportionné à son travail.

Doniol a vu plusieurs de ces communautés rurales en Auvergne (1). Chacun connaît d'ailleurs la famille

1. Doniol, *op. cit.*, p. 164, 2^e édition.

historique des Guittard Pinons qu'on fait remonter à l'année 780 et qui disparut vers le milieu de ce siècle. Emile Souvestre, dans son livre sur le Finistère, signale l'existence de semblables communautés agraires en Bretagne. On y trouve des fermes exploitées par plusieurs familles associées en consortise. — De Laveleye, rapporte qu'en 1860 dans le Jura presque toutes les fermes étaient dirigées par un groupe de ménages de mœurs patriarcales, vivant et travaillant en commun (1). — Il existe encore un grand nombre de communautés agricoles sur les confins sud du Morvan et dans le Nivernais (2) où M. Dupin découvrait, en 1840, la famille des Jault et où Le Play prit plus tard sa monographie de la communauté de Parry qui a subsisté jusqu'en 1887; et M. de Cheverry, celle des Pervy. — On rencontre çà et là en Limousin la famille sous le régime de la communauté. Mais le fait devient de plus en plus rare et ne sera bientôt qu'un souvenir. (3). — M. du Maroussem a tracé, il y a quelques années une monographie de métayers en communauté du Confolentais (4).

Ces vestiges du régime d'indivision et de vie commune, qui fut dans les pays coutumiers la règle générale

1. E. de Laveleye, *op. cit.*, p. 511.

2. De Cheverry, fermiers à communauté taissable du Nivernais, *Ouvriers des Deux mondes*, 1^{re} série, t. 5, p. 38.

3. *Science sociale*, 1896, t. 2, p. 141.

4. *Ouvriers des Deux mondes*, 2^e série, t. III.

rale au moyen âge, s'expliquent par la situation topographique. Les régions où ils se rencontrent, sont des régions abruptes, peu fertiles, semi-pastorales, semiculturales, ordinairement isolées au milieu des montagnes. Il y est demeuré, une grande propriété en terrain pauvre, qui recourt à l'exploitation par métayers ; ce sont ces familles tenancières qui vivent encore quelque peu aujourd'hui en communauté.

L'absence de propriété personnelle est favorable en effet au maintien des communautés. Les causes ordinaires de leur ruine dans une civilisation avancée, comme l'attrait de la possession individuelle, l'esprit d'indépendance, qui résulte pour les paysans de l'accès au sol, les rivalités qui naissent d'intérêts distincts, n'ont pas lieu de se manifester. Les familles rurales peuvent ainsi se perpétuer dans une union plus étroite sur la terre d'autrui que sur la leur propre.

Mais les conditions naturelles du lieu tendent à diminuer d'importance devant le mouvement économique actuel. La vie de la classe agricole est de moins en moins liée à la constitution du sol et aux conditions primordiales de la vie matérielle. Un avenir prochain doit nécessairement achever la complète destruction de ces communautés.

III. *Familles en simple ménage.* — Les classes rurales se sont dégagées de la communauté dans la famille et dans l'atelier agricole à mesure que par les profits successifs d'un travail intense et les progrès du

droit, l'individu éprouva davantage l'ambition de vivre et de travailler en propre.

a. *Profits d'un travail intense.* — On sait que l'art pastoral et la cueillette maintiennent la communauté par la vie facile qu'ils procurent et le peu d'efforts qu'ils exigent.

La culture, au contraire, bien que s'accommodant de toutes les formes de famille, est plus volontiers individualiste et tend à désagréger la communauté au fur et à mesure que les besoins d'une population croissante imposent dans les régions qui s'y prêtent, une culture plus intensive. Tant que la culture est très extensive, le travail restant faible et le champ d'exploitation devant être vaste, la communauté continue d'elle-même à subsister dans la propriété et dans la famille. Plus l'association est nombreuse, plus elle est riche. Chacun est intéressé à demeurer dans le groupement.

Mais il arrive avec les nécessités de la civilisation que le capital et le travail personnel contribuent à produire ce qu'on ne demandait originairement qu'à l'étendue, que le travail améliore la terre d'une façon permanente et que le capital s'incorpore au sol et en accroît la productivité. Alors les individus actifs et capables aiment mieux s'établir à leur compte que de continuer à partager les bénéfices qui proviennent surtout de leurs propres efforts quand, d'autre part, les conditions de la liberté civile et de l'économie agri-

cole, favorisant l'accès à la propriété du sol leur permettent de le faire avec fruit. Ils sortent de la communauté et la dissolvent par là même.

Cette désorganisation des communautés s'est manifestée particulièrement dans les vallées où l'art pastoral et la cueillette avait peu ou pas d'influence. En effet, la facilité de la culture, de la vente et du partage de terrains déjà morcelés par la configuration du sol, y amènent la rupture du groupement important en plus petits groupements qui, de dislocations en dislocations, arrivent à la famille simple, qui est seule à la fin pour pourvoir à tous les travaux ou à peu près. Elle s'est manifestée également de très bonne heure dans les régions agricoles et les banlieues des villes qui avaient une population industrielle et urbaine à nourrir. Comme il est possible avec ses seuls bras, avec un tout petit capital, sur un tout petit espace, de se créer une exploitation qui rapporte, chacun est poussé irrésistiblement à s'éloigner du foyer commun pour s'établir à son compte. Généralement toutes les cultures productives qui ne s'exercent que sur une faible étendue et demandent au lieu de grands aménagements les soins assidus de quelques personnes, comme la culture maraîchère, celles du chanvre et du lin, de la vigne, etc., entraînent peu à peu l'établissement en ménages isolés... Enfin elle s'est produite très tôt dans les contrées forestières où la forêt a été aménagée. Celle-ci procure, en effet, des ressources personnelles

accessoires, ou même principales, qui permettent de vivre plus facilement. L'homme peut se suffire sur un petit domaine, parce que le domaine rural n'est pas son unique moyen d'existence, qu'il n'est parfois, qu'un moyen secondaire ; de plus, ayant sous sa main les facilités de petite fabrication qu'offre la forêt, il se sent davantage capable de vivre par lui-même, il n'éprouve plus le besoin de s'appuyer sur la communauté et tend à s'établir à part.

Or, l'ancienne France nous a offert principalement ces conditions du lieu et du travail dans les pays coutumiers situés au Nord de la Loire, et c'est là que s'est produit le premier ébranlement de la communauté.

b. *Progrès du droit*. — A côté de l'action destructive, qui s'est exercée de cette façon sur la communauté, celle-ci s'est trouvée battue en brèche par un profond changement qui s'est opéré inégalement, mais progressivement dans l'organisation sociale des campagnes.

Après le XIII^e siècle, les lois, les coutumes, la jurisprudence s'efforcent de donner à la condition des cultivateurs plus de fixité, d'assurer ou même de réformer les usages traditionnels de chaque pays et de dissiper l'incertitude relative à l'état des choses et des hommes. On voit, à cette époque, les gens de mainmorte passer par grandes masses à l'état de vilains et recevoir par là, avec la liberté personnelle, la faculté, sauf certaines prestations, de disposer entièrement de leurs biens.

Il fut presque partout possible aux paysans d'acquérir le sol par l'arrentement et les autres tenures translatives du domaine utile, le seigneur ne gardant sous le nom de domaine direct, que le droit de réclamer la redevance fixée. Puis au xvi^e siècle, lors de la rédaction des coutumes, les classes rurales obtinrent dans la plupart des provinces, grâce aux officiers royaux, une reconnaissance sérieuse de leurs droits. Les convenances de la production devinrent généralement la loi régulatrice des modes du travail agricole.

En même temps, les progrès de l'industrie, l'amélioration des routes, l'extension des échanges amenèrent un développement parallèle dans l'intensité de la culture.

Or, ces conditions nouvelles de la liberté civile et de l'économie agricole, devaient être funestes à des institutions qui abritaient les cultivateurs sous les règles invariables des anciennes coutumes.

En effet, d'une part, la disparition successive du servage et de la mainmorte enlevant peu à peu aux communautés tenancières le privilège qu'elles avaient de garantir leurs membres contre les droits de reprise et de succession du seigneur, les priva par là, de leur principale raison de subsister. Jusqu'alors, les serfs et les mainmortables qui formèrent au commencement du moyen âge, la presque totalité de la population des campagnes, n'héritant que dans l'association fami-

•

liale, n'avaient pu sortir du régime de la propriété collective.

D'autre part, cet ordre rural nouveau, produisit dans la plupart des provinces, chez les paysans, un mouvement remarquable vers l'accès à la propriété foncière, qui fit naître dans les classes rurales un plus grand sentiment d'indépendance et surgir des personnalités juridiques, ayant des droits pécuniaires distincts. La passion bien connue des paysans pour la terre, qui, au grand étonnement d'Arthur Young, leur faisait rechercher à tout prix l'acquisition de petites parcelles de terrain, nous explique le mouvement qui eut lieu ici. Les communiens subissent l'irrésistible attrait de la possession individuelle et sont poussés à se rendre par le partage, propriétaires indépendants. Les communautés libres se détruisent ainsi lentement, par l'effet d'une tendance inévitable vers l'émancipation de la propriété. Des dispositions favorables à la circulation des biens activèrent le mouvement. Leur désorganisation s'accrut de beaucoup aux derniers siècles de l'Ancien Régime.

On la voit, en effet, marcher de pair avec le développement de la propriété paysanne. Nous savons qu'il resta longtemps, même de nos jours, une ombre de communauté dans les familles de fermiers ou métayers.

Or, la propriété paysanne trouva un aliment puissant dans l'état même de la noblesse moderne. La féo-

dalité territoriale avait fait successivement place à la féodalité militaire et à la noblesse urbaine. La plupart des gentilshommes, surtout dans les provinces qui avoisinaient Paris, au lieu de rester sur leurs terres, comme les anciens seigneurs portaient dans des expéditions lointaines, et plus tard ils prirent l'habitude de vivre à la Cour, où à la ville. Cet absentéisme les détache de leur domaine patrimonial, et pour faire face à leurs dépenses, ils trouvent aisé de l'aliéner morceaux par morceaux, au fur et à mesure de leurs besoins. « Le trône, disait Mirabeau, en 1789, n'est plus entouré que de nobles ruinés ».

Au XVIII^e siècle, le sol est offert aux cultivateurs de toutes les manières, sous les conventions les plus avantageuses au preneur, pour les sommes les plus minimales, pour le seul montant des tailles bien souvent, et sous tous les modes de la vente. Les paysans achètent par petites parcelles au fur et à mesure qu'ils ont réuni sou à sou l'argent nécessaire.

La constitution d'une propriété morcelée, très mobile, est ainsi venue, tant de cette acquisition parcelleuse du sol que de l'habitude des partages égaux, de plus en plus favorisés par les mœurs et la coutume. L'indivision cesse de grouper les familles rurales sous l'empire du double mouvement en fait et en droit, que nous avons analysé. Les anciennes communautés tacites, se dissolvent peu à peu et sont remplacées à chaque génération par les pratiques du droit successo-

ral avec égalité entre héritiers, émanation de la communauté familiale, dont il est sorti par une évolution facile à saisir à son origine.

L'indivision est d'abord perpétuelle. Rien ne peut rompre la co-propriété familiale. Les filles, qui, par leur mariage, sont obligées de sortir de la communauté, reçoivent une dot et sont privées de tout autre droit. Il en est de même des fils qui s'établissent hors de la famille. Puis l'égalité des droits entre les communiers, qui est, on se le rappelle, l'idée dominante de toute communauté, engendre naturellement le droit au partage pour tous. Mais la communauté se perpétue de génération en génération, tant qu'aucun communier n'en sort et n'exige le partage. L'exception des filles dotées persiste généralement. Elle ne disparaît qu'à mesure d'un ébranlement plus profond du régime primitif. Succession et partage de communauté se confondent. Plus tard, quand la communauté familiale se désagrège et que les enfants abandonnent successivement la vie commune, le droit au partage, au lieu de s'exercer à chaque départ des enfants se recule par la force des choses à la mort des parents, pour éviter des bouleversements continuels dans la famille et des inégalités entre aînés et plus jeunes. On signale encore chez les Burgondes, le droit au partage forcé du vivant du père. Après l'introduction du droit successoral, l'exclusion primitive des filles dotées ou même des fils gratifiés, qui avait pour but, le main-

tien de la communauté, à moins de raison d'être. Généralement, tous les enfants sont appelés indistinctement au partage de la succession. Et pour ne pas rompre l'égalité, dernière idée qui surnage de la communauté, les donations ne sont plus comprises qu'à titre d'avancement d'hoirie.

C'est ainsi qu'on retrouve au moyen âge, dans l'ensemble des familles roturières en pays coutumier la double tradition communautaire, qui remonte certainement à l'époque celtique : 1° la communauté taissable et 2° l'égalité du partage dans les successions.

Mais les classes rurales s'étant dégagées peu à peu de la première, pour les causes que nous savons, offrirent de plus en plus dans la propriété et la famille le caractère de la seconde qui a atteint de nos jours son maximum d'intensité, en produisant dans la propriété le morcellement et dans la famille l'instabilité.

Tandis que dans les types précédents la famille se perpétue au même foyer et se multiplie en essaimant, soit que le domaine des ancêtres reste entre les mains d'un seul pour être le centre et l'asile commun de tous, soit que les ménages demeurent groupés d'âge en âge dans une même habitation, ici, la famille à chaque génération se dissout en s'éparpillant pour se reconstituer autour de nouveaux foyers d'une durée aussi courte.

Les enfants sortis successivement de la maison paternelle, se divisent en parts égales le patrimoine

laissé par les parents, qu'il s'agisse de la terre, des meubles et des acquêts. On lit dans les Etablissements de Saint-Louis, art. 132 : « Quand homs coutumier a enfans autant a li uns comme a li autres en la terre au père et à la mère par droit, soit fils ou fille et tout 'autant es meubles et achats et es conquêts, car loi a vilain si est patrimoine. » Pour le vilain tout est patrimoine et la loi du patrimoine est l'égalité. Cette égalité ne pouvait pas être altérée par la volonté du défunt. Le roturier ne peut avantager même dans les meubles et acquêts un de ses enfants plus que l'autre. « L'enfant qui a, dit Beaumanoir, emporté aucune coze du père ou de la mère doit rapporter tout entièrement, » — ou au moins la valeur du don estimé au moment où il a été fait.

La plupart des coutumes rédigées avaient continué d'admettre exclusivement le partage égal pour les successions roturières. Mais l'ancienne égalité parfaite ne s'était maintenue intégralement que dans certaines coutumes qui n'étaient plus que cinq au temps de Pothier. Généralement elle avait, laissant une empreinte un peu moins profonde, légué au droit coutumier cette règle bien connue : « on ne peut être en ligne directe héritier, donataire ou légataire d'une même personne ». L'enfant a le choix entre les deux qualités.

Cependant l'obligation du partage égal n'était pas demeurée dans les coutumes la loi inflexible des successions roturières. Les pactes sur succession future.

l'institution contractuelle, les renonciations formelles des filles dotées à l'hérédité paternelle, l'extension de la quotité disponible variable suivant les provinces, mais généralement fixée à la moitié des biens quelque fût le nombre des descendants, permettaient habituellement d'en atténuer la rigueur. Mais en fait les ménages ruraux n'usaient guère de ces privilèges. Au contraire dans les régions qui se prêtaient pour les motifs que nous avons exposés à l'émancipation des familles hors de la communauté, l'égalité dans les partages, cette dernière passion communautaire, avait multiplié la subdivision des héritages vilains, chaque enfant voulant avoir son lot dans chaque pièce de terre laissée par les parents.

La famille rurale, au lieu d'être une institution stable qui s'augmente par l'indivision et la vie commune des ménages ou se continue par le choix d'un héritier, n'est plus ici qu'une institution passagère qui, formée uniquement par l'union de deux époux, s'accroît d'abord par la naissance des enfants, s'amointrit ensuite à mesure que ces enfants se dégageant de toute obligation envers leurs parents et leurs proches, s'établissent au dehors en gardant le célibat ou en fondant une famille nouvelle. Elle finit à la mort des vieux parents ou, en cas de mort prématurée, à la dispersion des orphelins mineurs.

Les faibles, les incapables n'ayant pas l'appui du bien de famille ou le secours de la communauté, se

trouvent sans refuge et sans soutien. Les vieillards sont laissés dans l'abandon dans leur propre demeure ou reçoivent dans la maison de leurs enfants qui n'est plus la leur une hospitalité pénible. La jeunesse ne se pénètre pas de la tradition des ancêtres, ni même des sentiments ou des habitudes de la parenté. La déchéance de l'autorité paternelle y est fréquente. Lors des élections de 1789 plusieurs villages du Vermandois demandèrent une loi qui obligeât les jeunes gens à porter à leurs parents et aux vieillards le respect qui leur était dû.

Dans la famille ainsi dégagée de la communauté, l'individualisme a remplacé la solidarité ancienne. Chacun pousse séparément sa fortune. L'individu obligé de ne compter que sur lui-même et stimulé par la nécessité, travaille davantage que dans la communauté où chaque membre s'appuie sur les autres. D'autre part, n'ayant pas à pourvoir aux besoins de ses proches moins habiles ou moins prévoyants, il peut acquérir une situation plus prospère que celle qu'il aurait eue différemment. Enfin la subdivision continuelle des biens facilite le mouvement ascensionnel du paysan. Et c'est là que le vilainage agricole puise cette remarquable force de croissance que signale l'histoire. A chaque génération les individus également pourvus et également intéressés au travail, emploient toute leur activité à augmenter leur part de l'héritage paternel de parcelles arrachées au domaine seigneurial qui se

transmet presque intégralement, par la loi de succession noble, d'ainé en aîné.

La condition générale que nous venons de tracer des familles rurales, rencontrait certaines exceptions. Signalons simplement, à cause de son importance, la situation spéciale des paysans ou rôturiers de la Normandie et de quelques régions circonvoisines.

Ces contrées ont été influencées, en effet, par la formation scandinave, qu'y a introduite la conquête normande. Sans doute, la population indigène demeura, tout au moins refoulée dans les classes inférieures. Les anciens chroniqueurs l'affirment ; des traces nombreuses de communauté tacite le prouvent. Mais le contact des deux peuples, rendu plus intime par le fait nécessaire d'unions multiples, amena l'assimilation réciproque des races. Il y eut dans les pays voisins de la mer une prédominance absolue de mœurs nouvelles.

Ainsi la coutume scandinave d'un droit d'ainesse mâle, fut observée exactement pendant tout l'ancien droit par les familles rôturières du pays de Caux. L'ainé des fils obtenait pour lui seul tous les immeubles composant la fortune paternelle. Il était l'unique représentant de son père décédé. Les puînés et les filles pouvaient seulement demander une légitime.

Dans l'intérieur des terres il y eut lutte, au contraire, entre les deux influences. Et cette lutte produisit un système particulier de transmission du patri-

moine où les traditions celtiques se reconnaissent aisément. Les filles sont exclues de la succession et ne peuvent recevoir qu'une dot qu'on nomme leur mariage avenant. Mais tous les fils indistinctement ont droit au partage égal de l'héritage paternel sauf une aînesse roturière plus honorifique que réelle. L'aîné est seul saisi de la succession, et seul tenu de répondre au seigneur pour les services dus par la totalité de l'héritage même après partage. C'est à lui de se faire rembourser par ceux qui détiennent les portions démembrées. Il profite des fruits tant que les puînés ne réclament pas le partage et il a le droit de prendre dans son lot la maison paternelle avec cour, clos et jardin, mais sans que cela puisse préjudicier aux autres (1).

IV. *Au XIX^e siècle.* — Le mouvement d'individualisme et d'émancipation qui avait ainsi commencé sous l'ancien régime à dégager en pays coutumier les familles rurales de la communauté, s'est achevé au cours de ce siècle dans la ruine plus en plus complète de tout vestige communautaire.

Jusqu'à la Révolution l'organisation communautaire protégée par la diversité des usages provinciaux, avait pu se maintenir même sous la centralisation administrative de Richelieu et de Louis XIV, et après la formation d'un droit commun des coutumes, tout au moins dans les régions éloignées de Paris, et isolés

1. Cauvet. De l'organisation de la famille d'après la coutume de Normandie.

de tout centre industriel, et situées loin des fleuves et des canaux. Ces contrées, par suite de la difficulté des communications et du mauvais état des routes, continuaient à vivre de leur vie propre, dans l'observation exacte des anciennes coutumes. L'incommodité des échanges, les entraves que de véritables douanes provinciales apportaient à la circulation des produits agricoles, entraînant la nécessité de consommer sur place les récoltes de chaque endroit, empêchaient au sein de la population paysanne le développement de l'aptitude intense au travail. Et ainsi cette rareté des débouchés jointe au défaut de liberté dans l'agriculture, et à l'état social des campagnes, qui comportait encore des traces de mainmorte, l'asservissement de la petite propriété, et l'existence multiple de grands domaines cultivés par tenanciers, contribuait à maintenir les ménages ruraux fixement attachés au sol, sous une ombre plus ou moins forte de communauté.

Après 1789, la condition générale des classes agricoles, s'est transformée sous l'influence de l'œuvre révolutionnaire. Deux réformes législatives eurent surtout une importance extrême sur l'organisation des familles rurales. L'affranchissement absolu du sol dont l'intérêt se fit sentir spécialement en pays coutumier, et l'unification du partage égal, qui eut, au contraire, son effet particulier en pays de droit écrit. Puis un essor prodigieux du mouvement économique vint achever d'établir dans la plupart des campagnes, le nouvel ordre de choses.

1° Les paysans libres viennent à la propriété libre du sol.

Les derniers vestiges de mainmorte disparaissent. La petite propriété est affranchie des lourdes charges qui pesaient sur elle. Les droits féodaux et censuels, les dîmes, les banalités, les rentes foncières perpétuelles et tous les privilèges de personnes, de terres et de lieux sont supprimés. La directe est abolie et les concessionnaires sont reconnus purement et simplement propriétaires des biens dont ils n'avaient obtenu jusqu'alors que le domaine utile. Les droits qui gênaient la culture, ou entravaient la liberté pour chacun de disposer de ses produits tombent également. La libre circulation des grains dans le royaume est proclamée dès le 17 juin 1789, l'impôt des gabelles si odieux au peuple et si préjudiciable à l'agriculture, disparaît ainsi que les douanes intérieures. Enfin la loi du 28 septembre 1791, sur les biens et usages ruraux porte que : « Le territoire de la France dans toute son étendue est libre comme les personnes qui l'habitent ; ainsi toute propriété territoriale ne peut être sujette envers les particuliers, qu'aux redevances et aux charges dont la convention n'est pas défendue par la loi, et envers la nation qu'aux contributions publiques établies par le Corps législatif, et au sacrifice que peut exiger le bien général sous la condition d'une juste et préalable indemnité. Les propriétaires sont libres de varier à leur gré la culture et l'exploitation de leurs terres, de

conserver à leur gré leurs récoltes et de disposer de toutes les productions de leurs propriétés, dans l'intérieur du royaume et au dehors, sans préjudice du droit d'autrui et en se conformant aux lois. »

L'accès des classes rurales à la propriété foncière, que nous avons vu se développer aux derniers temps des l'ancien régime, reçut une vive impulsion de cet affranchissement du sol et de cette liberté dans l'agriculture. Toute une classe d'intermédiaires, les marchands de biens, la bande noire, comme l'on disait dans la première moitié du siècle, se précipita au dépècement des grands domaines. Et c'est à ces ventes au détail, d'initiative privée, qui commencèrent surtout après 1815, qu'il faut attribuer principalement l'immense développement que prit la propriété paysanne. Des auteurs superficiels ont voulu y voir la conséquence presque exclusive de la vente des biens, dits nationaux, — du clergé, domaines de l'État, propriétés des émigrés. Mais M. Léonce de Lavergne, démontre très nettement leur erreur dans la remarquable introduction de son *Économie rurale*.

En ce sens, toutefois, un résultat plus effectif, vint d'un morcellement en petites propriétés privées du domaine communal, que la Révolution, suivant l'exemple déjà donné par la royauté, avait reconstitué sur les terres usurpées par la noblesse féodale. Par la loi du 10 juin 1893, la Convention décréta le partage par tête des biens communaux, entre les habitants de

chaque commune. Vers la fin de l'Empire, la loi du 20 mars 1813 livra les biens communaux à la caisse d'amortissement. Celle-ci en vendit pour 58 millions de francs et particulièrement les parties les plus productives. La Restauration restitua aux communes ce qui restait de leur patrimoine et depuis lors, les aliénations n'ont pas été très étendues. Les biens communaux comprennent à l'heure actuelle, environ quatre millions d'hectares, situés surtout au Midi et composés généralement de forêts et de terres incultes ordinairement livrées au pâturage. Les terres cultivables disparurent peu à peu du domaine communal et formèrent des propriétés individuelles.

Toutes ces facilités de devenir propriétaire, accordées par la législation nouvelle, eurent pour effet d'encourager les paysans à s'établir chacun pour son compte et de les éloigner ainsi définitivement de la communauté. D'autre part, nous avons vu que le Code civil jeta un élément de désorganisation dans les vieilles sociétés rurales, qui subsistaient encore, en prohibant leur personnalité civile. Enfin, les continuations de communauté conjugale ne sont plus permises.

2° *Unification du partage égal.* — Les lois révolutionnaires établirent le régime du partage égal des successions, dont nous avons noté l'élaboration dans les pays coutumiers, tout d'un coup, sans se préoccuper de l'organisation intime et diverse du pays entier, sans tenir compte de la progression et de l'état des faits et

sans se soucier des pratiques communautaires antérieures ou des distinctions entre aîné et puînés que les nécessités de l'existence avaient imposées en certaines régions aux ménages des champs.

On prescrivit d'abord l'égalité absolue des héritiers *ab intestat*, placés au même degré par ordre de naissance (décret, 8 avril 1791). Plus tard, la faculté, de tester en ligne directe, fut supprimée (décret, 7 mars 1793); on ne permit qu'une quotité disponible très restreinte et seulement en faveur de personnes étrangères à la famille. Le Code civil, à son tour, admit de la même façon générale, le partage avec égalité à peu près forcée, non seulement en valeur, mais en nature, partage qui atteint tous les biens, quels qu'ils soient, s'étend à tous les enfants avec la nullité absolue qui entache l'attribution des immeubles à l'un d'eux sous la charge de payer des soultes à ses frères et sœurs. Cette rigueur est tempérée, il est vrai, par une quotité disponible à l'égard des enfants, quotité, qui, dans une certaine mesure, rend possible, on se le rappelle, la conservation du bien familial. Mais son insuffisance manifeste ne permet plus le maintien intégral de l'exploitation agricole et la stabilité du foyer, que là, où la force persistante des anciennes mœurs et les conditions du travail agricole, établissent sur ce point, l'entente commune des enfants.

A l'heure actuelle, dans presque toute la France, les héritages disputés avec âpreté, divisés avec l'égalité la

plus rigoureuse, garanties par les formes judiciaires les plus coûteuses, tiennent une large place dans la vie du paysan.

Mais on se rappelle que l'ordre de choses, qui reposait autrefois sur la permanence de la maison et sur une vie commune, plus ou moins large, au même foyer, quoi que battu en brèche par les principes révolutionnaires et la loi des successions, n'a pas cependant disparu subitement des campagnes, où il était observé, parce qu'il avait surgi contre lui, un obstacle social ou un texte de loi. En effet, la formation originale est singulièrement tenace. Elle ne se modifie que très lentement sous l'influence des nécessités pratiques ou des barrières légales. Cette considération nous explique comment le régime du partage égal, indiscuté dans les provinces du Nord et de l'Est, qui lui offraient dans les milieux populaires, un champ tout préparé, a subi, au contraire, des résistances désespérées dans les provinces du Centre, de l'Ouest et surtout du Midi, de la part des petits paysans, qui suivaient des traditions et des usages différents. Cependant, même ici, la famille rurale sort de plus en plus du cadre immuable, qui, tout en la protégeant la comprimait, mais moins sous l'influence du système législatif, que sous l'empire d'un mouvement économique et d'un progrès constant des communications et des échanges, qui ont changé de fond en comble les conditions du travail.

3° *Mouvement économique.* — Pendant la première

moitié de ce siècle, la prospérité publique s'est considérablement accrue. La grande époque, pour l'agriculture nationale, a été comprise entre 1815 et 1847. De là date un accroissement prodigieux de la richesse foncière qui a excité chez le paysan la passion de la terre et lui a permis de se suffire à lui-même et de s'élever seul. Cette augmentation continue de la valeur des terres, le poussa à devenir propriétaire indépendant, soit par le partage rigoureux de l'héritage paternel, soit par l'achat de petites portions de terrain, qui devaient, espérait-il, décupler de valeur. Chacun a moins senti, alors, le besoin de s'appuyer sur la communauté. Et, sauf dans quelques pays de montagnes, où l'isolement de la région a sauvegardé davantage les mœurs traditionnelles et où les conditions du travail agricole ont mieux permis la perpétuité du foyer et la vie commune, la famille rurale, rompue et dispersée à chaque génération, forme actuellement une institution essentiellement viagère, qui se concentre en quelque sorte, sur l'individu.

La tendance à l'individualisme, s'est accentuée de plus en plus, surtout après 1830, où d'immenses travaux publics ont été exécutés sur tous les points du territoire. Des milliers de kilomètres de routes nouvelles ont été ouverts, de nombreux canaux ont été creusés, des rivières améliorées, des ports créés ou perfectionnés, enfin, une énorme quantité de chemins de fer a été tracée. Cette multiplication des voies de communication,

ouvrant des débouchés nouveaux et facilitant les rapports lointains et les déplacements, jointe à une puissante centralisation administrative, avance chaque jour la ruine de l'ancienne organisation sociale des campagnes. Le foyer stable a cessé d'être l'élément productif de la richesse avec la concurrence universelle, établie par les moyens de transport à vapeur.

La permanence de l'atelier familial, l'attachement au sol sont de moins en moins possibles. La petite propriété foncière qui, bien que morcelée et partagée à chaque succession, formait encore pour la famille rurale un certain élément de fixité est elle-même menacée par les méthodes nouvelles de l'agriculture, l'emploi plus abondant des capitaux, la nécessité de connaissances plus étendues, la mobilité des productions suivant les exigences du marché, la répartition différente des débouchés. Le travail cesse d'être traditionnel pour devenir innovateur.

La propriété foncière a subi et continue de subir une évolution remarquable : Les institutions qui s'opposaient à sa libre circulation, sont tombées devant les nécessités de la production contemporaine. Elle devient aliénable et saisissable comme la propriété mobilière ; et sa mobilisation elle-même apparaît comme le but extrême de l'évolution. Dans ces conditions, le travail agricole sera de moins en moins exécuté suivant les cadres anciens et le nombre des paysans qui continueront à cultiver le champ de leurs

pères diminuera de jour en jour. On a déjà observé que la classe des salariés ruraux avait augmenté depuis une trentaine d'années dans des proportions formidables.

De son côté, le paysan perd de plus en plus son attachement instinctif pour le métier agricole. En plus d'un endroit la terre est abandonnée ; les placements en effet mobiliers sont recherchés. Les familles rurales dirigent leurs économies principalement sur les caisses d'Épargne ou les rentes sur l'État. Ce dégoût de la terre, accentué par la récente crise agricole, tient à des causes très complexes qui proviennent des conditions mêmes de l'état social moderne, comme l'extension des centres industriels, le développement des grandes administrations et des services publics, la facilité des communications et le service militaire obligatoire. Nous sommes en réalité à une époque de transition universelle. La famille rurale, elle aussi, cherche sa voie entre un passé qui ne reviendra plus et un avenir qui s'approche visiblement.

Le changement complet des conditions de l'existence qui s'est opéré au cours de ce siècle ne permet plus d'orienter l'organisation sociale des campagnes vers un idéal de fixité. C'est vainement qu'on rêve pour les petits cultivateurs l'attachement au sol par des institutions artificielles ou un communisme agraire qui nous ramènerait aux âges primitifs, il n'est au pouvoir de personne de remonter le courant. Dans la famille individualisée qu'impose la société actuelle, les pares-

seux ne peuvent plus vivre aux dépens des laborieux, les faibles aux dépens des forts comme dans la communauté ancienne. Les ménages ruraux souples et mobiles doivent se mettre en mesure de faire face aux nécessités nouvelles du mouvement économique moderne, par l'activité et l'esprit d'initiative de chacun. Le vrai but à atteindre, qui forme l'unique intérêt social, c'est la transformation des incapables en capables par l'instruction et l'éducation.

CHAPITRE PREMIER

DES CAUSES GÉNÉRALES DE L'ORGANISATION RÉELLE
DES FAMILLES RURALES AUX PYRÉNÉES D'APRÈS LES
COUTUMES DE BARÈGE, DU LAVEDAN, DE SOLE (1) ET
DE LABOURT.

L'idée de communauté dont nous venons de suivre l'évolution diverse dans l'organisation des familles rurales sur le sol français a résisté, comme nous l'avons vu, dans les Pyrénées, au grand courant législatif et économique qui a entraîné généralement en France les populations agricoles vers un état d'instabilité absolue.

On se rappelle que la communauté pyrénéenne appartient au type des communautés souches que nous avons spécifié plus haut. Nous l'avons choisie parce qu'il existe pour cette région des coutumes dégagées de tout droit étranger à la race, qui semblent être l'œuvre pure du peuple et comme une production spontanée du sol. Ce sont les coutumes de Labourt (1514) de Sole (1520) de Barège (1670) et l'attestation du séné-

1. On dit : pays de Sole ou la Soule.

chal de Bigorre sur la coutume non écrite des pays de Lavedan, etc...

On y trouve en effet, dans les deux dernières surtout, quoiqu'elles aient été rédigées très tard, l'expression exacte des usages séculaires suivis par les habitants de ces régions, par les paysans, les pasteurs. Et ainsi il nous sera possible de saisir nettement l'influence du lieu sur l'organisation réelle de la famille rurale, chose très délicate à déterminer dans la plupart des autres coutumes où les juristes ont mis leur empreinte. Il est vrai que les coutumes de Sole et de Labourt n'ont pas été entièrement à l'abri de leur travail, mais il nous sera facile de signaler les innovations.

En réalité, ces quatre coutumes offrent un régime familial qui dérive uniquement de la formation antérieure de la race et des conditions naturelles du pays. Il est donc nécessaire, pour bien le saisir, de rechercher, avant d'entrer dans l'examen du texte, l'origine historique de la population et d'esquisser la configuration géographique du lieu.

1. *Origine historique.* — L'origine basque ne saurait en être méconnue. Les pays de Sole et de Labourt sont encore par excellence des pays basques. Les pratiques qui se trouvent consignées dans la coutume de Barèges et dans celle du pays de Lavedan viennent manifestement de la même source. MM. Cordier et de Lagrèze auxquels nous renvoyons en ont fait la preuve (1).

1. Cordier, *Organisation de la famille chez les Basques*, p. 82 et suiv. De Lagrèze. *Histoire du droit dans les Pyrénées*, p. 450 et suiv.

L'histoire ne nous donne aucun renseignement positif sur l'établissement de ce peuple dans les Pyrénées. On est réduit aux conjectures des savants. Les uns prétendent le faire remonter aux Phéniciens venus dans les Pyrénées 3000 ans avant l'ère chrétienne pour y exploiter les mines ; d'autres en ont fait un rameau du tronc finnois et, par conséquent, le rattachent à la grande famille du Nord ; eux-mêmes poussent leur origine jusqu'au déluge et reconnaissent pour premier auteur, Aïtor échappé miraculeusement à la catastrophe générale. Enfin, une dernière solution du problème s'appuie, au contraire des autres, sur des données très-sérieuses. Cette explication est la seule plausible.

Les Basques seraient venus par cette route de steppes pauvres, qui conduit des steppes asiatiques à travers les déserts de l'Afrique septentrionale et les plateaux herbus de l'Espagne jusqu'aux Pyrénées. Ils ne formeraient en somme qu'une branche des Ibères qui serait arrivée la première. L'antiquité de leur installation s'accorde justement avec le fait historique que cette route a été connue et suivie par les pasteurs des plateaux asiatiques avant toutes les autres. De plus, la similitude de mœurs, d'habitudes, de formation sociale entre les peuples africains et les Basques l'indique assez nettement. Nous n'en citerons qu'un trait caractéristique, mais qui, à notre avis, forme une preuve convaincante de la vérité de cette hypothèse. C'est la condition exceptionnelle dans l'ensemble des peuples, dont jouit la femme de part et d'autre.

Chez les pasteurs des déserts (1) :

« La division en très petits douars ou groupes très peu nombreux et l'absence continuelle du chef de famille occupé aux caravanes à long parcours amènent pour la femme une situation tout-à-fait en dehors des usages patriarçaux : seule chargée de la direction de l'atelier adonné à l'art principal le pâturage, elle a une responsabilité, un commandement dont on ne peut pas la dépouiller. La fille tient un rang au moins égal à celui des enfants mâles. La richesse mobilière fruit du commerce fait naître dans cette société la propriété particulière, le pécule individuel. La fille a le sien comme ses frères. Apportant au ménage sa fortune propre dont elle dispose, on ne la cède point à un époux moyennant des cadeaux faits au père : elle se marie elle-même, comme elle l'entend.

Elevés non par le père absent, mais par la mère et dans le douar auquel celle-ci appartient, c'est avec leurs oncles maternels que les enfants se livreront à l'apprentissage, puis à l'exercice du commerce. Le mari de son côté qui a été élevé de même continue à s'adjoindre pour les expéditions au groupe de ses frères et de ses oncles maternels, au douar de sa mère. « *C'est par la mère que s'accomplit l'accession au douar.* » A la mort du chef de chaque ménage, il y a lieu à liquidation puisque chacun des époux possède une fortune en propre. La fortune maternelle fruit de la gestion du trou-

1. De Préville, *L'Egypte ancienne, Science sociale*, t. IX p. 229.

peau et de l'art pastoral reviendra à ses enfants par partage égal entre eux suivant la coutume des communautés où le pécule est établi. Ce sont les biens dits de justice, au contraire, les biens d'injustice, ceux acquis par le père dans ses expéditions de commerce en commun avec ses frères et avec ses oncles maternels demeureront la propriété de son douar maternel à lui. Considéré au point de vue commercial, ce douar a besoin d'un chef mâle. C'est le fils aîné de la sœur aînée qui, à la génération suivante, sera le chef nécessaire. C'est entre ses mains que s'accumuleront les biens d'injustice conquis par le travail des oncles; lui-même passera le trésor commun suivant la même loi, à l'aîné de ses neveux en ligne féminine.

M. Duvergier rapporte également que chez les Touareg, c'est le rang de la mère et non celui du père qui assigne aux enfants leur position dans la société (1).

Chez les Basques, même rôle prédominant de la femme.

Strabon cite comme un fait singulier que « chez les Cantabres c'est l'homme qui apporte une dot à la femme. C'est la fille qui est héritière, c'est elle enfin qui marie ses frères. Il ajoute que c'est une sorte de suprématie féminine, de gynécration fort peu conforme aux principes d'un état bien organisé. Les Cantabres sont devenus les Basques, et nous retrouverons dans les coutumes d'origine escuarienne que nous étudierons un

1. Victor Tissot, *L'Afrique pittoresque*, p. 113.

droit de primogéniture sans distinction de sexe, la fille héritière considérée comme le chef de la famille et mariant ses frères. On observe que ce sont les fors les plus anciens qui étendent davantage les droits des femmes, et que le champ de leurs prérogatives alla sans cesse en se restreignant.

Nous nous permettrons de citer à l'appui de cette dernière remarque un article du fors réformé de Béarn (1552) l'art. 3 *in fine* : « Le même ordre, c'est-à-dire, privilège d'ainesse et de masculinité, le premier fils mâle du mariage ou la première femelle, si mâle n'y a excluant ses autres frères et sœurs, soit dudit mariage, soit des suivants et succédant universellement, sera observé et gardé dans les biens ruraux, généralement par tout le Béarn, sans pourtant comprendre dans le présent article les filles aînées qui sont déjà mariées dans les maisons de leurs pères et mères, celles-là seulement, et quand aux petits-fils, ils succèdent, le mâle excluant la femelle, comme dessus est dit ».

Cet article par sa dernière disposition, exceptant les filles qui se trouvent déjà mariées dans leurs maisons natales et ne commençant à porter que sur la génération suivante, fait assez entendre que jusqu'alors, dans le Béarn, les mâles et les femelles jouissaient indifféremment du droit d'ainesse. D'autre part, la législation ancienne a cédé sur ce point aux idées féodales dans des pays plus proprement basques ; les coutumes des pays de Sole et de Labourt, admettent le privilège de

masculinité pour tous autres biens que les biens ruraux. La réforme de celles de Barège et du Lavedan en 1768 permettra au chef de maison, sans changer l'ordre des successions *ab intestat*, de se choisir un héritier parmi ses enfants. On est fondé à conclure de cette évolution décroissante de la suprématie féminine, qu'il y avait là un trait de la formation originaire de la race et par suite, à en chercher l'explication dans l'arrivée de ces populations par le Nord de l'Afrique.

II. — *État du lieu et du travail*. Au point de vue de la configuration du lieu, il faut distinguer nos coutumes en deux groupes :

1° Coutumes de Barège et du Lavedan ;

2° Coutumes des pays de Sole et de Labourt.

Le premier groupe régit des contrées de vallées hautes et escarpées.

On sait que les Pyrénées sont des montagnes à arêtes vives flanquées de contreforts, qui vont en s'abaissant à mesure qu'ils s'éloignent de l'arête faitière. Entre ces contreforts se trouvent des vallées hautes, dont celles de Barège et du Lavedan, qui sont couvertes de neige pendant six mois de l'année.

Par suite de l'altitude, ces vallées produisent surtout de l'herbe, car la culture est rendue difficile par la rigueur du climat et la nature rocheuse du sol. En dehors du fonds étroit des vallées, le lieu n'offre que des terrains intransformables, situés sur des pentes abruptes et ne fournissant que des pâturages, c'est-à-

dire les 19/20 de la propriété. D'autre part, l'industrie ne peut se développer à cause de la difficulté des transports sur un sol aussi montagneux ; le commerce était également entravé par suite de l'isolement du pays. Les habitants ne pouvaient donc tirer leurs ressources, du moins avant la découverte et l'exploitation des eaux thermales, que de l'art pastoral. Cet art pastoral, quoique gêné par l'inaccessibilité aux troupeaux, des pâturages élevés pendant toute la saison froide, était rendu possible par l'habitude de la transhumance. Les moutons des Pyrénées vont passer l'hiver dans les plaines du Béarn, de la Gascogne, des Landes.

Nous pouvons tirer de cet aperçu les conclusions suivantes : 1^o Le sol essentiellement pauvre, se partageant entre de maigres pâturages et d'insuffisantes cultures, est impropre à la grande propriété. L'histoire nous montre, en effet, que les vallées de Barège et du Lavedan, pour ne parler que de celles-là, ont été à l'abri des entreprises des grands seigneurs féodaux. Les montagnards de Barège et du Lavedan, dit Cordier, ne furent jamais asservis à la glèbe comme le fut le malheureux reste des habitants de la Bigorre. La charte de Bigorre, en date de 1097, les excepte du servage. De plus, les franchises des Barégeois sont reconnues au XI^e et XII^e siècles, sous le nom de privilèges accordés par Centot ; elles le sont solennellement plus tard, en 1319 (Cordier, droit. de fam. aux Pyr. *Revue de droit histor. fr. et étr.*, T. 5, p. 267 et suiv.).

Également, avant 1789, les paysans du Lavedan; n'étaient pas soumis aux corvées, ils payaient de faibles redevances seigneuriales. Le principal impôt était la dime attribuée au clergé. En somme, point de nobles ou de nobles sans droit. Ceux qui s'y rencontraient, étaient plutôt des bourgeois des petites villes de Luz ou de Lourdes, que des propriétaires. En tout cas, ils ne jouissaient sur les autres habitants, d'aucun pouvoir effectif. La souche de la population comprenait des familles de paysans, qui possédaient les terres et les prairies. Noguez, commentateur de la coutume de Barège, nous apprend qu'encore de son temps, si l'on exceptait environ douze bourgeois, la vallée de Barège n'était composée que de pauvres laboureurs. En résumé, chaque famille est propriétaire et tient ses moyens d'existence de ses droits sur le sol.

2° Le travail consistant en un art pastoral prédominant et en une culture accessoire et limitée, il s'en suit, ses conditions et ses besoins variant du tout au tout, dans chaque cas que la propriété doit revêtir une forme différente, suivant qu'elle s'applique à l'un ou à l'autre.

Pour le travail pastoral, travail dispersé, en partie nomade, on ne le comprendrait pas, se subordonnant à des territoires privés. Nous constatons encore, de nos jours, dans ces régions, un usage très étendu de la propriété collective, sous la forme de biens communaux et même de biens intercommunaux, c'est-à-dire

appartenant à des syndicats de communes ; une grande partie de ces montagnes est ouverte au libre parcours.

La culture, au contraire, s'exerçant sur un espace resserré, est forcément individuelle. Tout chef de famille est propriétaire d'un côté de pâturages communs, qui sont l'élément important et de l'autre, d'un peu de terre arable, d'un peu de prairies à faucher, qui sont l'élément complémentaire, possédé en propre par chacun. Les propriétés privées, comprennent ordinairement deux parties distinctes : 1° Le domaine comprenant la maison d'habitation, les granges ou étables d'hiver, la terre arable et les prairies basses. 2° Le germ situé de 400 à 500 mètres au-dessus du domaine et comprenant le reste des prairies, la grange ou étable d'été, avec une chambre pour l'habitation temporaire des bergers. C'est l'installation dans la montagne qui permet de jouir des pâturages communs.

Cette division du travail, cette dispersion des ateliers, condamne une partie du personnel à la vie nomade, pendant plus de la moitié de l'année. Il en résulte, que les mêmes gens ne peuvent à la fois, s'occuper de l'art pastoral et de la culture. L'exploitation du troupeau (travail principal), se fait par les hommes. Les femmes cultivent le jardin, font la majeure partie des travaux ordinaires de la culture. L'homme n'intervient guère que pour la récolte du foin et les labours.

Nous verrons tout à l'heure comment, sous l'influence de ces conditions diverses, la coutume a résolu le problème de l'organisation familiale : la prédominance de l'art pastoral empêche la communauté de tomber au type du simple ménage ; mais l'exiguité des ressources, la difficulté que créent à chaque foyer les labeurs de la culture réduisent la communauté à sa plus simple expression. Le domaine suffisant pour faire vivre une famille restreinte, insuffisant pour une famille nombreuse, doit être attribué à un seul. Ensuite la division des ateliers, favorise l'égalité des droits de l'homme et de la femme, chacun pouvant dans sa sphère agir en maître. Les coutumes de Barège et du Lavedan consacrent en conséquence une communauté de famille caractérisée essentiellement par un droit d'aînesse, sans distinction de sexe.

Il y avait ainsi dans ces vallées un nombre immuable de maisons héréditaires, qui se transmettaient invariablement d'aîné en aîné, fils ou fille, et où vivaient groupés les célibataires. Le surplus de la population se composait de bûcherons et de charbonniers, de manœuvres et de domestiques, fournissant aux paysans un supplément de main-d'œuvre. Ils étaient fort peu nombreux, car ils devaient se recruter dans les mariages entre cadets, que la coutume n'encourageait pas ; et d'autre part, les communautés ayant l'habitude de se prêter mutuellement en cas de besoin leurs célibataires, ces services réciproques réduisaient encore le nombre des employés auxiliaires.

2° Le deuxième groupe, les coutumes de Sole et de Labourt s'appliquent, au contraire de celles de Barège et du Lavedan, à des régions de montagnes moins élevées, de côteaux et de vallées basses.

L'ancien pays de la Soule est représenté actuellement dans le département des Basses-Pyrénées par la majeure partie de l'arrondissement de Mauléon, et comprend les cantons de Mauléon et de Tardets et huit communes du canton de Saint-Palais.

L'ancien pays du Labourt forme aujourd'hui la partie occidentale du même département des Basses-Pyrénées. Il est borné au nord par l'Adour, à l'Est par la Bidouze et par la Joyeuse, au Sud par les Pyrénées, à l'Ouest par le golfe de Gascogne. Il avait pour capitale Bayonne qui était régie par des coutumes spéciales. Les nécessités d'une grande ville, étrangères à la race et à la constitution du sol s'étaient ainsi fait moins sentir sur la coutume de Labourt.

De ces deux régions, la Soule se trouve plus influencée par la haute montagne que le Labourt. Au Sud, une partie assez importante de son territoire est comprise comme Barège et le Lavedan dans la région des sommets élevés et des vallées hautes qui composent l'axe de la chaîne pyrénéenne. Mais la portion la plus considérable s'étend cependant sur les ramifications qui, sorties de cet axe, se terminent en collines et en côteaux. Quant au Labourt, il présente une situation géographique beaucoup moins élevée. Les derniers con-

treforts des Pyrénées viennent y mourir. C'est essentiellement la région des côteaux pyrénéens et des vallées basses.

Cet abaissement successif du sol qui entraîne un adoucissement du climat et une transformation possible dans les conditions du travail est soigneusement à noter, car il nous expliquera l'ébranlement qui s'est accusé dans l'ancien état de la famille suivant une gradation descendante qui va des hautes vallées de Barège et du Lavedan aux régions basses du Labourt en passant par la Soule où se rencontre une situation intermédiaire.

Mais si l'organisation primitive de la famille ne se présente plus ici avec la même netteté qu'à Barège et dans le Lavedan, elle a été cependant maintenue dans ses grandes lignes par la persistance d'un concours longtemps presque identique entre l'art pastoral et la culture: D'un côté art pastoral très-développé, propriété collective immense et de l'autre culture accessoire et petit domaine individuel dans la vallée.

Le sol n'a jamais été exploité comme il aurait pu l'être. Les Basques qui ont la répugnance traditionnelle des pasteurs pour le travail agricole se dérobent à la culture. Encore aujourd'hui une grande partie des travaux de la culture retombe sur les femmes. Ils attachent, au contraire, une importance exceptionnelle aux pâturages. Nous pouvons mettre nettement ce trait en lumière à l'aide d'un exemple typique pris dans un pays

voisin : On trouve dans les conditions imposées par le pays d'Alava au roi de Navarre la suivante : Il sera défendu d'ouvrir des mines afin de conserver les pâturages (1). » Ader constate également dans son histoire du Béarn et des Basques que « les Basques se livrent avec une prédilection marquée au soin des troupeaux ; ils laissent, ajoute-t-il, une grande partie de leurs terres en friche pour la pâture du bétail ; ce qu'ils ensemencent suffit à peine aux besoins des habitants » (2).

La base sociale dans toutes les vallées était la communauté des forêts, des pâturages et des eaux ; le fondement de l'alimentation publique le bétail. La vaine pâture formait pour chaque famille l'élément véritable de sa richesse. Le même fait se retrouve encore de nos jours. M. Louis Etcheverin (*Réforme sociale*, 1^{er} mars 1885), dit en parlant des villages de Saint-Jean-Pied-de-Port en Labourt : « Ce qui permet aux cultivateurs de vivre, c'est la jouissance de communaux considérables. Moyennant une taxe minime, on peut y entretenir son bétail à cornes pendant quatre mois, et ses bêtes à laine pendant huit mois. Ces communaux situés à une altitude de 600 à 1.200 mètres, ne sont pas la propriété d'une seule commune, ils appartiennent en indivis à 20 communes réunies en syndicat. Leur étendue est de 17.000 hectares dont 6.000 en bois (presque toujours livrés au pâturage) et le reste en pâturages (proprement dits).

1. 2. Palassou, *Vallée d'Aspe* p. 133.

Au commencement du moyen-âge, les terres communes forment la préoccupation principale de toutes les chartes et de tous les fueros. Les dispositions qui les concernent sont placées dans la coutume de Labourt en tête des autres titres et dans la coutume de Sole au rang des plus essentielles.

« En la terre de Labourt chaque paroisse a et possède ses terres, communes et voisines entre tous les habitants par indivis. Chaque paroissien ès-terres communes peut, indifféremment, tenir et pasturer son bétail gros et menu, de quelque nombre et qualité qu'il soit, et en tout temps de jour et de nuit. Et peut aussi faire cabanes, loges et clostures pour retirer le bétail, pasteurs et gardes ». Les coutumes du pays de Sole en exprimant les mêmes droits sur les mêmes biens, sur les « héremps communs », constatent qu'ils sont communs et franx de antique coutume à cascun manant et habitant dudit pays.

A côté de ces immenses surfaces communales presque toujours montueuses où la population faisait paître ses troupeaux, coupait du bois, ramassait de la feuille et des glands, le fond de la vallée livré à la culture et divisé en petites propriétés ne formait pas la trentième partie du sol montagneux commun. Cependant les domaines privés y avaient pris plus d'extension que dans les vallées de Barège et du Lavedan par suite de la nature plus fertile du sol et de la moindre étroitesse des vallées. La population ne se composait pas uniquement

de pauvres pasteurs. La féodalité avait pu marquer son empreinte dans ces régions moins abritées par de hautes montagnes et moins protégées par la pauvreté du sol. On y comptait un certain nombre de maisons nobles privilégiées qui s'étaient élevées ainsi d'un degré dans la hiérarchie des biens. Au dessous d'elles, se trouvaient les maisons franches soumises seulement à l'impôt comme de nos jours, et plus bas les maisons purement rurales qui acquittaient en outre des droits particuliers. Mais le servage proprement dit qui sévit dans toute sa rigueur sur plusieurs points des Pyrénées, n'a guère été connu chez les Basques. Ils jouirent généralement au moyen-âge d'exemptions, de franchises et de privilèges remarquables pour l'époque et dans les circonstances qui pesaient sur l'Europe. Les Basques de la Soule déclarent sous François 1^{er} que par la coutume de tout temps observée et gardée, les natifs et habitants de cette terre sont francs et de franche condition, sans tache de servitude ». Et dans le Labourt, selon M. Chaho, les gentilshommes du premier ordre, ainsi que les prêtres étaient exclus du « bilzar » ou sénat basque. Le troisième ordre était ainsi assez puissant pour faire la loi aux deux autres. A vrai dire, la distinction des ordres existait à peine dans ces contrées. Enfin, le Parlement de Pau, constatait en 1788 que « dans les campagnes tout le monde est propriétaire » (1).

1. Remontrance du Parlement de Pau contre l'établissement de la Cour plénière.

Ces recherches explicatives sur la race et sur le lieu, nous permettent d'aborder maintenant avec fruit l'étude des coutumes. Le maintien, plus ou moins complet, des conditions primitives de l'existence, que nous avons signalé dans ces régions, nous amène à distinguer nos coutumes en deux groupes, d'après leurs affinités particulières. D'abord les coutumes de Barège et du Lavedan, par une reproduction fidèle des usages conservés de siècle en siècle dans ces vallées, présentent, grâce à leur isolement dans la haute montagne et à la persistance d'un art pastoral, tout prédominant contre une culture très accessoire, un type achevé et net de l'antique état de la famille, qui fut commun à toute cette partie occidentale des Pyrénées. « Le 2 juin 1670, MM. les consuls de la vallée de Barège, réunis en assemblée générale, au son de cloche et en la manière accoutumée dans la maison de la ville de Luz, procédèrent à la lecture définitive et à la publication des « articles de coutume, de tout temps observés et pratiqués en la vallée de Barège, sans mémoire du contraire ». Très semblable à la coutume de Barège, celle du pays de Lavedan ne fut écrite que trente-quatre ans plus tard, le 15 juillet 1704 ; mais de façon entièrement conforme à la coutume non écrite, qui, atteste son rédacteur, le sénéchal de Bigorre, « a été si connue et inviolablement observée depuis plusieurs siècles, comme il paraît, et se collige, de grand nombre d'anciens actes, procédures et jugements, qu'il

n'est aucune mémoire du contraire » (1). Ces coutumes ne font aucune mention des nobles, dont nous savons d'ailleurs le peu d'importance. La seconde seulement, en parle incidemment en son article 7. Quant à eux, ils prétendaient généralement n'y être pas soumis. En somme, nous avons bien là, un droit pur de paysans, de pasteurs.

Les coutumes des pays de Sole et de Labourt, où nous connaissons la place que tenait la noblesse, avaient subi, au contraire, dans leur texte les tendances féodales. Les maisons nobles et même dans la coutume de Sole, un certain nombre de maisons franches suivaient un droit spécial. Mais les vieux usages étaient demeurés de règle dans les maisons rurales, les familles de pasteurs. Cependant, même ici, ces contrées, plus ouvertes que les précédentes, aux influences juridiques, comportaient dans l'organisation familiale, un commencement d'ébranlement de l'état ancien.

C'est pourquoi, un souci de netteté nous a poussé, au risque d'une légère monotonie, à analyser tour à tour, sans jamais les mêler, les décisions de nos deux groupes, sur chacun des points que nous aurons à traiter.

Nous commencerons toujours par les coutumes de Barège et de Lavedan, qui nous fournissent les solutions les plus primitives en même temps que les plus complètes, grâce à un commentaire, fort bien fait, de

1. Cordier, *op. cit.*, p. 25.

Noguez, et nous donnerons ensuite, comme exception ou comme appui, les dispositions des coutumes de Sole et de Labourt.

Nous procéderons, pour plus d'exactitude et de précision, par citations de texte, sans même reculer devant la coutume de Sole, écrite en langue romane, dans les cas où la coutume de Labourt, qui en forme habituellement une traduction française presque littérale, ne la reproduit plus mot pour mot.

Notre but, est exclusivement de dégager le principe originaire de l'organisation réelle des familles rurales aux Pyrénées. Or, ce principe se trouve ici, dans une communauté de famille condensée en un droit d'aînesse absolu, autour duquel gravitent tous ses membres. Connaître ce droit d'aînesse, c'est tout connaître. Nous l'analyserons donc d'abord en lui-même, ensuite nous verrons les droits de l'aîné et ceux des cadets sur le bien de famille, puis nous étudierons l'influence de l'aînesse sur les droits de mariage, enfin nous exposerons, sous forme de conclusion, la situation que le Code civil et le mouvement économique moderne font aux familles rurales de ces régions. Tel est l'ordre qui nous a paru, en sa simplicité, le plus logique et le plus méthodique.

CHAPITRE II

DU PRINCIPE DE L'AINESSE

Deux idées dominent l'organisation familiale que présentent nos quatre coutumes.

C'est 1^o l'idée de la conservation du bien familial, appui suprême de la communauté réduite par la force des choses à sa plus simple expression et 2^o l'égalité des droits dans les deux sexes, qui concourent à remplir cet objet.

De là un droit d'aînesse, sans distinction de sexe absolu en ligne directe comme en ligne collatérale.

Section I. — En ligne directe.

§ 1^{er}. — *Coutumes de Barège et du Lavedan.* — I.
— L'article 1^{er} de la coutume de Barège, pose ainsi le principe : « Le premier né du mariage, soit mâle ou femelle, est héritier de toute sorte de biens, de quelque nature qu'ils soient, de souche et avitins, c'est-à-dire, sans aucune différence, possédés par les pères et mères, aïeuls et aïeules, ou autre en ligne supérieure et ascendante. »

Egalement, l'article 1^{er} de la coutume du Lavedan porte : « Que les aînés, soit mâles ou femelles indiffé-

remment, sont, par un fidéicommiss perpétuel, les héritiers des maisons dont ils descendent, et des biens de souche ou avitins, à l'exclusion de tous leurs autres frères et sœurs cadets... »

C'est donc bien là un droit d'aînesse absolu, sans préférence de sexe et sans distinction de biens, qui tantôt met un homme et tantôt une femme à la tête de la maison tout entière et qui s'en va de génération en génération chercher l'aîné pour en faire le chef de la famille.

Il est, comme nous le savons, une institution populaire, née des nécessités économiques. M. Cordier dit : « Le droit d'aînesse s'explique dans des pays de culture bornée, de montagnes arides, ou pour lutter contre une ingrate nature, les hommes ne connaissent qu'une seule association, la famille. Groupée autour d'un chef, propriétaire unique, qui concentre sur sa tête toutes les ressources de la maison, la parenté entière peut espérer de vivre, tandis qu'en divisant les forces, en séparant les intérêts, on eût diminué du même coup, les chances que l'on avait d'éviter la disette, car, ni le commerce, ni l'industrie ne venaient au secours de ces peuplades perdues dans les monts (1). » Il fait à ce propos cette réflexion, qui, même généralisée à toutes les conditions du lieu, est profondément vraie : « La considération de l'insuffisance du sol est au fond de bien des lois », et il cite à l'appui un usage tradition-

1. Cordier, *Le droit de famille aux Pyrénées*, p. 76 et suiv.

nel, qui, à Bourg, près Luchon, interdisait les mariages entre cadets et cadettes, pour ne pas multiplier les bouches dans le village, maintenir en même nombre, les familles et les patrimoines.

Nous avons, en effet, constaté dans l'examen du lieu, que la communauté devait être restreinte ici, par suite de deux influences : l'exiguité des ressources et la difficulté que créent à chaque foyer les labeurs de la culture. La famille se proportionne rigoureusement à la propriété, comme celle-ci se proportionne au travail, pour mieux dire, elle se confond avec le foyer. Nous verrons que c'est uniquement la maison qui compte dans les relations sociales. D'autre part, la formation pastorale s'est poursuivie, grâce à l'immensité des pâturages communaux. Cet art pastoral prédominant et la nécessité de maintenir le foyer pour vivre, ont empêché ces communautés de tomber au type du simple ménage que nous connaissons. Un des enfants vit à la maison avec son ménage, qui est le seul, parce que le domaine serait impuissant à en nourrir davantage. Il est considéré comme le représentant de toute la communauté. La coutume a désigné expressément, par le droit d'aînesse, quel serait, dans tous les cas, l'héritier-associé, et n'a pas laissé ce soin au père de famille, comme cela se pratique en pays de droit écrit.

Le droit d'aînesse s'explique très naturellement par trois motifs :

1° C'est l'aîné qui est le plus tôt prêt à donner à son

père, un concours impatientement attendu de tous, à continuer l'œuvre de celui-ci et à soutenir la maison.

2° Il a acquis dès l'enfance, sur ses frères et sœurs, l'influence que la supériorité d'âge donne ordinairement dans la famille.

3° L'ainé, préparé ainsi à remplir de bonne heure ce rôle, est plus apte à subir l'obligation que lui impose la coutume.

Ce droit d'aînesse ne se bornait pas au premier degré de génération. Il ressort de l'esprit général de nos deux coutumes que la représentation était admise à l'infini. Leur article 1^{er}, en effet, ne distingue pas entre les générations et désigne clairement, sans ambigüologie possible, l'ainé de quelque génération qu'il soit, comme l'héritier de la maison à laquelle il appartient; de plus, il n'existe aucun autre texte qui transporte le droit à l'héritage de la branche aînée sur la tête du premier puiné, au cas où l'héritier, ayant des enfants, meurt sans être encore en possession effective du patrimoine.

II. — Le droit d'aînesse s'appliquait ici, sans aucun privilège de masculinité; il était complètement étranger à l'esprit féodal qui assurait la suprématie du mâle.

Nous avons vu que cette égalité de l'homme et de la femme dans les successions, se retrouvait dans toute la partie occidentale des Pyrénées, et que, dans les temps les plus reculés, le droit de la femme avait dû l'emporter sur celui de l'homme. Or, nous n'avons

trouvé à cette prédominance de la femme, prédominance anormale, si l'on considère le reste du droit de la France, qu'une seule explication plausible, l'origine africaine des populations ; et d'autre part, cet état primitif s'est maintenu par suite des conditions particulièrement favorables que le lieu et le travail offraient dans les Pyrénées à la division des ateliers : la nécessité, ou du moins la possibilité pour la femme, de diriger spécialement au foyer les travaux accessoires de la culture, tandis que l'homme va se livrer loin de la maison à l'art pastoral, est sans aucun doute, la cause de cette survivance. Ce partage est naturel, mais il n'est pas indispensable. Quand la maison, au lieu d'être représentée par une héritière, l'est par un héritier, c'est le premier cadet qui veille aux troupeaux.

Le fait, que ce dualisme des ateliers n'impose plus forcément, comme chez les pasteurs des déserts, la division du travail entre les deux sexes, l'obligation pour la femme de rester dans l'établissement fixe et la nécessité pour l'homme de gagner au loin de quoi vivre, explique la décroissance successive que l'influence de la femme a subie aux Pyrénées, sous la pression des idées environnantes. Car si elle est logique, la prédominance de la femme qui se trouve toujours au foyer, qui forme par conséquent l'élément stable du ménage, autour duquel se concentre toute la vie de la famille, la souveraineté de l'homme reparait, dès que, pour une cause où l'autre, il reprend sa place dans la maison.

M. Cordier (1) constate bien que « l'idée que la femme a la même aptitude que l'homme à représenter, conduire et perpétuer la famille est l'idée-mère qui se trouve au fond de la coutume de Barège, du Lavedan et des coutumes basques de France, mais il lui attribue une origine instinctive, — « idée profonde enracinée, antique, dit-il, qu'aucune invasion de peuples historiquement connue, n'a pu jamais porter dans ces régions, qui est propre à ceux qui les habitent, les Basques surtout, les plus anciens, — fruit spontané de leur nature, voix primitive de leur conscience, dont l'échorépété par tant de siècles est venu jusqu'à nous ».

Nos explications ont, il nous semble, clairement montré qu'il y avait moins là une affaire de conscience qu'une affaire de race et de lieu.

L'institution des héritières, qui forme ainsi un des traits distinctifs de la région, peut se comprendre également par d'autres motifs : « Notre coutume, dit Noguez (2), le commentateur de la coutume de Barège, paraît bizarre sur le point de succession, quand on n'en considère que la lettre et le premier mouvement qu'elle excite, est un mouvement d'indignation contre elle.... Mais il faut convenir qu'il n'en est pas ainsi, quand on réfléchit qu'elle atteint mieux qu'une autre coutume ce but : conserver les biens dans les familles Il y a des articles dans notre coutume qui justifient

1. *Revue historique de droit français et étranger*, T. 5, p. 284.

2. Noguez, *Coutume de Barège*, p. 37 et suiv.

que c'était leur but principal ; mais ils (nos ancêtres) ont cru, que d'admettre à l'hérédité les filles comme les mâles, ce n'était pas moins tendre à conserver les biens dans les familles, pourvu que l'on se conformât à l'usage introduit en même temps, pour le moins que la coutume et qui s'observe communément encore d'établir les filles héritières avec des cadets, qui, n'ayant pour apanage qu'une simple légitime, consistant en argent ou en biens-fonds, passent dans les familles de leurs femmes héritières ; et par le moyen, bien loin que les familles se détruisent, on les voit se soutenir et conserver leurs biens et même leurs noms, car il y a encore ceci de remarquable dans notre pays, que dans cette vue, les puînés gendres prennent le nom des familles de leurs épouses et que les enfants qui en descendent, le portent aussi par préférence, à celui de leur père. Cela se pratique d'ordinaire, quoique ce ne soit pas là une obligation indispensable. »

Le même usage s'observe dans le Lavedan. « Loin que la femme quitte sa famille et perde son nom, c'est l'héritière qui fait entrer son mari sous le nom de gendre dans la maison natale dont il prend le nom et à laquelle il apporte une dot, dite sa légitimité (1). »

« Ainsi, ajoute Noguez, il devient non pas indifférent mais même avantageux pour la conservation des familles que le premier né, sans distinction de sexe, soit héritier, car les premiers nés, qu'ils soient mâles ou

1. Le Play. *Organisation de la famille*, p. 267.

filles, ne sortant pas de la maison par le mariage, attirant, au contraire, à soi les personnes qu'ils épousent, il est aisé de voir qu'il importe pour le bien et avantage de leurs maisons de les établir aussitôt qu'ils sont nubiles. Il y a plus, c'est que notre coutume jointe à cet usage, est plus propre à conserver les biens dans les familles que les autres coutumes qui lui sont opposées. » Et il cite (p. 41) « le cas d'une fille unique qui peut continuer la famille en lui donnant un gendre, tandis que la famille s'éteindrait si la coutume était autre ».

Le Play trouve que « trois motifs principaux rattachaient l'opinion publique à l'institution des héritières :

1° Quand les filles aînées de deux générations successives se mariaient vers l'âge de 18 à 20 ans, la famille s'accroissait sans aucune interruption. 2° Cette organisation était une garantie contre les déceptions naissant de l'adultère. 3° L'autorité propre à l'héritière était également une garantie d'ordre domestique chez une race où les hommes se livraient avec ardeur aux entreprises lointaines (1).

Nous avons tenu à signaler ces diverses raisons comme indication. Elles ont été, en effet, données pour expliquer le privilège conféré à la femme pyrénéenne. Or, s'il est vrai qu'elles peuvent avoir une certaine valeur intrinsèque, la cause véritable du phénomène

1. Le Play *op. cit.* p. 42.

lui-même est sans nul doute, celle que nous avons déterminée.

Ce droit d'ainesse sans préférence de sexe ne souffrait aucune exception dans le texte de la coutume de Barège ; et dans celle du pays de Lavedan le pécule castrense ou quasi-castrense, seul, suivait les règles du droit écrit ; or, c'étaient, d'après l'article 7 de la dite coutume, « les acquêts faits à la guerre ou autrement par les fils de famille ou gendres, nobles, docteurs, avocats, médecins, prêtres ou autres personnes sacrées. » Les familles rurales ne le connaissaient donc pas. Il formait exclusivement un privilège noble et bourgeois. On se rappelle d'ailleurs que la noblesse dont nous savons le peu d'importance dans les vallées proprement dites de Barèges et du Lavedan prétendait n'être pas soumise à ces coutumes ? Il résulterait cependant d'un arrêt au parlement de Toulouse de 1753, d'un jugement au sénéchal de Bigorre suivi d'une transaction en appel de 1757 que l'art. 7 de la coutume du Lavedan parlant expressément des nobles et les exceptant de la coutume générale pour le pécule, les y supposerait compris pour le surplus. Toutefois les prétentions contraires des nobles qui soutenaient pouvoir, selon l'esprit de leur ordre, favoriser les mâles à l'exclusion des femelles, avaient déjà donné lieu à une enquête en 1494. M. Cordier a vu à la mairie de Luz une copie de cette enquête. Elle établit qu'à cette époque le privilège féodal de la masculinité était appliqué dans l'ordre

de la noblesse (1). Mais ce ne fut qu'en 1768, lors de la réforme simultanée des coutumes de Barège, du Lavedan, etc., que ce droit fut formellement reconnu. L'article unique du titre deuxième, règle que « conformément à la délibération des gens des trois états du pays et comté de Bigorre, en date du 13 septembre 1767 les nobles soit ecclésiastiques, soit laïques disposeront librement de leurs biens suivant le droit écrit »... Mais ce changement ne pouvait tirer à conséquence pour les procès déjà pendants, ni préjudicier aucunement aux droits des parties. A la même époque, une réforme semblable qui nous intéresse davantage fut faite pour les familles rurales : l'ordre des successions n'est pas changé *ab intestat* quand il y a des enfants ou descendants des frères, sœurs, neveux, nièces, mais il peut l'être par la volonté du testateur (2). Les père et mère non nobles, soit aînés, soit cadets de maison (3) acquièrent la faculté de se choisir un héritier parmi leurs enfants. Le droit des femmes cessa d'être assuré puisqu'il dépendit de la volonté des parents de dépouiller les filles aînées de la qualité d'héritière. Ce dut être pour elles une véritable déchéance, car dit une chanson de l'époque :

Tout est en pleurs
Dans les bonnes maisons
Surtout les héritières

1. Cordier. *Organisation de la famille chez les Basques*, p. 85.

2. *Coutumes réformées*, titre 3, art. 1^{er}.

3. *Coutumes réformées*, titre 7 art. 3.

Qui se voient retirer
Le droit de commander (1).

Les vieilles familles de paysans continuèrent cependant, au moins en partie, à s'administrer comme par le passé. On rencontre encore de nos jours des héritières.

Telle était la célèbre famille Mèlouga dont Le Play a tracé la monographie.

III. Enfin le droit d'aînesse était dans les coutumes de Barège et du Lavedan sans distinction de biens.

Ces coutumes classent les biens en deux catégories :

1° Les biens avitins ou linatgers. Ce sont ceux que l'on tenait des ancêtres ou du moins de l'aïeul « *avitia patrimonia seu quæ a majoribus obvenerunt.* » La coutume révisée de Barège définit les avitins « des propres anciens que le père ou la mère avaient reçus de leurs ascendants ou collatéraux. »

2° Les biens de souche ou paternels. Ce sont proprement, dit Noguez (p.46), ceux qui ne sont dans la maison que depuis nos père et mère et qu'ils avaient acquis par leur industrie, ou bien par légat ou par donation étrangère, lesquels ont commencé de faire souche sur la tête des enfants qui les ont recueillis de leurs pères par succession ou même par donation.

1. Cordier. *Droit de famille aux Pyrénées*, p. 113.

Chanson des héritières :

Tout qu'ay en plous
En nas bounes mayssous
Sustout las ayrétères
Dé s'béyé retira
Lous drets dé mestreya.

Or, aux termes de l'article 1^{er} de nos deux coutumes, non seulement les biens avitins, mais aussi les acquisitions faites par celui de la succession dont il s'agit, entrent dans le fidéicomis coutumier. Le premier né du mariage doit hériter généralement de tous les biens possédés par les père et mère en quoi qu'ils puissent consister et de quelque nature qu'ils soient, sauf comme nous le verrons, leur droit de disposition.

L'article de la coutume du Lavedan ne donne pas lieu à doute. Il déclare, en effet, d'une manière précise que « les aînés soit mâles ou femelles indifféremment sont héritiers des biens des maisons dont ils descendent ».

Le principe paraît également suffisamment établi par l'art. 1^{er} de la coutume de Barèges.

Cependant Noguez rapporte sous cet article (p. 47), « qu'il est des personnes qui, sous prétexte qu'il n'est pas taxativement parlé de biens acquêts dans cet article, mais seulement de biens de souche et avitins prétendent que le fidéicomis ne peut pas tomber sur les acquisitions faites par les père et mère ou autre de la succession duquel il s'agit, de manière qu'en défaut de disposition de leur part, les biens par eux acquis doivent être partagés par égales portions à leurs enfants, ou en défaut à leurs plus proches parents suivant les règles du droit commun, c'est-à-dire droit écrit.

Cette opinion qui veut chercher ce qui n'est pas dans un texte très-clair est facile à réfuter.

Noguez le fait avec une grande habileté par l'analyse de la lettre et de l'esprit de la coutume. D'abord il établit (p. 49) que « la propre disposition de notre article prouve nettement que sont compris généralement sous la dénomination de biens de souche et avitins, tous les biens qui composent le patrimoine du décédé à l'exception des biens libres dont il pourrait avoir disposé en faveur d'un étranger. En effet, après avoir déclaré le premier né héritier de toute sorte de biens, le texte explique les mots biens de souche et avitins par ces autres qu'il ajoute, c'est-à-dire sans aucune différence possédés par les père et mère ».

Puis il montre (p. 51) que « la coutume ne reconnaît pour véritable héritier que l'héritier coutumier. Or, il s'en suit que celui-ci doit hériter non seulement des biens qui avaient déjà fait souche en la personne du décédé ; mais encore des acquisitions par lui faites, supposé qu'il n'en ait pas disposé.

Enfin il prouve (p. 52) que l'usage se réunit à la lettre et à l'esprit de la coutume pour faire tomber dans le fidéicommis coutumier, les acquêts faits par les père et mère ou autre de la succession dont il s'agit. Nous n'avons pas voulu entrer dans le fonds d'un débat qui, en somme, ne repose sur rien. Et nous pensons que ce rapide aperçu doit suffire amplement à établir qu'il n'y avait dans nos coutumes qu'un ordre de succession et qu'à défaut de disposition les acquêts tombaient comme les propres dans le fidéicommis coutumier et se transmettaient comme eux.

§ 2. — *Coutumes de Sole et de Labourt.* — Le second ordre de nos coutumes, celles des pays de Sole et de Labourt nous offre le même droit d'ainesse, imposé par la nécessité de restreindre la communauté de famille. La disposition du lieu, — vallées étroites et collines ou montagnes, — n'y permet pas non plus l'établissement de vastes domaines, et la constitution d'une puissante classe de grands propriétaires sous laquelle les populations rurales pourraient s'organiser en larges communautés. Les tenures sont resserrées, et les générations qui s'y perpétuent ne peuvent pas le faire par l'agglomération des ménages, mais bien par la désignation d'un seul ménage. A côté d'elles se trouve comme fait général la propriété paysanne. Elle se compose pour la même raison et aussi par le fait que c'est une propriété de petites gens, d'unités territoriales très-réduites qui ne souffrent pas la grande communauté et que, d'autre part, l'art pastoral soutient et empêche de tomber au morcellement.

Mais les vieux usages du pays que nous retrouvons si fidèlement reproduits dans les coutumes de Barège et du Lavedan, ont subi ici plusieurs atteintes. D'abord au point de vue de l'égalité des sexes nous ne rencontrons plus dans le texte la même homogénéité que précédemment. Une distinction est faite entre les diverses maisons. Nous savons, en effet, que le régime féodal avait pénétré davantage dans ces populations moins isolées dans les montagnes et plus inégales en richesse.

Les maisons nobles, les maisons féodales, et dans le pays de Sole, les maisons franches ou allodiales anciennes, observent dans les successions le privilège de masculinité.

Cela s'expliquerait assez bien, même en dehors de toute idée particulièrement féodale. La séparation des ateliers se fait moins sentir ici. L'homme plus riche ne conduit pas lui-même ses troupeaux. Il reste au foyer, et d'après la loi que nous avons vue, son influence doit l'emporter logiquement sur celle de la femme. Mais des habitudes traditionnelles ne s'effacent pas tout-à-coup devant un changement social ou législatif. Cette évolution s'opère lentement et nous constatons dans le texte coutumier lui-même, la lutte qui a dû se produire entre le droit ancien et le droit nouveau.

Le privilège de masculinité même dans ces maisons, n'est pas absolu : « S'il y a enfants de divers mariages et du premier n'y a que filles, la fille aînée du premier mariage succède et exclut tous les enfants des autres mariages, posé qu'il en y ait de masles, » (1). De plus, la coutume de Sole admet dans une foule de maisons des catégories ci-dessus, le droit d'ainesse sans distinction de sexe, à titre d'exceptions expresses (XXVII, 3 à 18). La coutume de Labourt ne mentionne aucune exception. Mais l'une et l'autre coutumes maintiennent le droit d'ainesse sans distinction de sexe, de

1. Sole, XXVII, 2, Labourt, XII, 2. J'emprunte les termes de cette dernière coutume.

règle dans les maisons rurales ou roturières, comme on voudra les appeler, influencées davantage par le régime du travail.

« En las maisons et heretadges, dit la coutume de Sole (XXVII, 19), que hom appera, que son *ruraux* ou pasteres, lo primier enfant de leyau maridadge succedis à son pay et may, sie filh ou filhe (1). »

La coutume de Labourt contient la même décision (XII, 3) :

« En *biens ruraux avitins*, le premier enfant de loyal mariage succède à ses père et mère soit fils ou fille.

Les maisons rurales ou pasteres, sont, dit l'avocat Béla dont M. Cordier a découvert un commentaire manuscrit écrit vers 1660 sur la coutume de Sole, celles qui de toute autre espèce et qualité que les maisons nobles les feudales ou les franchises sont roturières, c'est-à-dire tenues en vilenage à cause des vils et bas courages qu'avaient ceux qui les prenant les soumirent au paiement ordinaire et extraordinaire de plusieurs et divers droits et devoirs que ne paient les maîtres des autres maisons de ce pays comme sont « pommade » (cidre ?) péage, avoine, brebis, agneaux, poulains, et autres choses plus à plein spécifiquement déclarées dans le livre terrier du roi (1) ». « Il est incontestable, ajoute-t-il, que ces maisons de pasteres sont celles qui ont le moins subi l'influence féodale dans leur organisa-

1. Cordier. *Organisation de la famille chez les Basques* p. 50 note 3.

tion intime, qui ont conservé le mieux la tradition du droit de famille indigène auquel il est visible juridiquement parlant, que les Romains n'ont pas touché ».

En résumé, nous trouvons ici le même droit d'aînesse sans distinction de sexe que nous avons analysé avec les coutumes de Barège et du Lavedan. Aussi n'avons-nous pas à revenir sur les causes réelles de cette égalité des sexes ; il nous sera permis cependant de citer pour mémoire, un des motifs analogues à ceux de Noguez, qu'allègue Bèla de faire des héritières : si on attendait que le puîné mâle fût nubile pour établir un nouveau ménage dans la maison, pendant ce temps, la maison courrait grand risque de déchoir. Les gendres soutiennent les familles : « Lesdits maris adventices, dit-il, se rencontrent d'ordinaire des hommes recuits et habilités aux affaires » et il mentionne aussi « des femmes vaillantes, provides et ménagères qui n'en font pas moins de leur part que les hommes de leur côté. »

Enfin, la représentation qui ressortait de l'esprit des coutumes de Barège et du Lavedan était ici mentionnée expressément, Sole XXVII. 20 — Labourt XII-4 : « Celui qui est dit que le premier succède a lieu aussi au descendant du premier habile à succéder, si iceluy premier habile est décédé avant la mort de ses père et mère, soit le descendant du premier habile, fils ou fille.

Habituellement aux Pyrénées, la famille et la maison se confondaient absolument, à maison rurale famille rurale. Il pouvait arriver cependant dans ces contrées

plus riches qu'une même succession comprît des biens différents : alors on appliquait respectivement la règle : l'aîné mâle ou femelle succède aux biens ruraux, le premier mâle succède aux biens nobles.

Nous avons donc ici pour les maisons rurales un droit d'aînesse sans distinction de sexe, mais nous ne l'avons pas comme à Barège et dans le Lavedan sans distinction de biens.

Nous trouvons pour les acquêts dans les coutumes de Sole et de Labourt un système tout autre. Mais que faut-il entendre ici comme acquêts ? Ces deux coutumes ne mentionnent comme acquets que les biens qui proviennent d'industrie ou d'économie, Sole XVII-6. — Labourt V. 8. » Acquests sont dits et censez non seulement en la personne du premier acquérant, mais aussi en la personne de son premier héritier ou succédant, soient acquis par industrie ou des fruits des biens de lignée. »

Cependant ces deux coutumes ne soumettant expressément au fidéi-commis coutumier que les biens avitins, il est probable qu'il faut étendre la définition restrictive qu'elles donnent des acquets et y comprendre tous les biens venus en dehors des biens de lignée, et par suite ceux qui sont provenus de dons ou legs étrangers. On voit, d'autre part, dans le texte que ce système successoral spécial aux acquets ne s'applique pas seulement pour ceux-ci à la succession de leur auteur, mais aussi à la succession de celui qui en

hérîte immédiatement. Ce qu'on appelle d'ordinaire les propres naissants s'y trouvent donc compris.

Ces coutumes, au contraire des coutume de Barège et du Lavedan, soustraient les acquêts aux règles de la succession des propres : Ils sont partagés également entre les enfants, déduction faite des frais des funérailles et des dettes du défunt.

La coutume de Sole porte (XXVII, 22) : « En los biens qui son adquists (1)... au decédit sans far testament, tots enfans de leyau maridadge succeden galledement per equales portions ; sus losquoaux adquists, son pagades las funeralhes, et deutes par le deffunct deguts ».

La coutume de Labourt, dit la même chose (XII-6).

« Es acquests du decédé, sans faire testament, tous enfans de loyal mariage succèdent par égales portions, sur lesquels acquests sont payées les funérailles et debtes, par le deffaut d'eux (2).

Ce système inconciliable avec le système plus ancien de la succession des propres qu'on voit dans les coutumes de Barège et du Lavedan, paraît bien être ici une innovation, un empiètement du droit environ-

1. L'art. ajoute... et aussi de entre soult et soulte de maridadge..., c'est-à-dire les biens des personnes mariées sous un régime de communauté et qui étaient nécessairement des cadets, car les aînés ne connaissaient pas ce régime.

2. Cette expression « le deffaut d'eux », n'a ici aucun sens. Le texte correspondant de la coutume de Sole, prouve manifestement qu'il y a là une erreur de mot ; il faut y suppléer « par le défunt dues ».

nant, l'introduction par les juristes du système de la Nouvelle 118. Il s'explique d'ailleurs par l'importance des acquêts, dans ces contrées ouvertes au commerce, aux entreprises maritimes, et plus propices à la culture. Tandis qu'à Barège et en Lavedan, leur peu de valeur et leur provenance à peu près exclusive du patrimoine avaient dû les faire considérer comme un accessoire du bien familial, ils pouvaient former ainsi, dans la Soule et le Labourt, un puissant élément de richesse, indépendant de la conservation de la maison. Les raisons de l'aînesse ne s'appliquant plus ici, il était juste qu'ils fussent partagés également entre les enfants. Au reste, nous verrons que l'auteur des acquêts en avait la disposition presque complète et qu'il avait le droit de les substituer aux propres, droit dont, paraît-il, il usait fréquemment.

Section II. — En ligne collatérale.

Le droit d'aînesse, que nous venons d'étudier en ligne directe, règne aussi exclusivement en ligne collatérale et avec des distinctions semblables à celles que nous avons vues. Chaque maison, chaque famille a un chef propriétaire des biens, mâle ou femelle, appelé dans l'ordre de primogéniture et qui transmet son droit à ses descendants, selon cet ordre. Si cette branche vient à s'éteindre, la branche immédiatement puinée fournit le chef de famille.

§ 1^{er}. — *Coutumes de Barège et du Lavedan*. — Ce droit d'aînesse s'exerce ainsi, dans les coutumes de Barège et du Lavedan, en ligne collatérale, sans distinction de sexe, mâle ou femelle, sans distinction de biens, propres et acquêts.

La coutume de Barège dit dans son article 6 :

« Quand un héritier de la maison et biens vient à décéder sans enfants de légitime mariage, la succession des biens et maison doit passer à son frère ou à sa sœur, suivant l'ordre de primogéniture ou en leur défaut, au petit-fils aîné ou fille aînée du père du décédé ou autre degré plus éloigné, toujours en ligne descendante et ordre de primogéniture. »

Cette formule qui manque, il est vrai, de netteté, quoique le sens s'en devine aisément, a cependant prêté à la confusion. Ainsi, M. La Ferrière prétend, qu'à Barège, le neveu ne succède jamais, qu'à défaut de frère ou sœur, c'est-à-dire qu'il faut d'abord épuiser le premier ordre des collatéraux pour passer au second ; mais Noguez (p. 152) donne sous cet article 6 l'explication exacte.

« Si ceux, dit-il, qui ont recueilli un héritage par la force de la coutume, viennent à décéder sans enfants légitimes, l'aîné de leurs frères ou sœurs, qui leur survient, doit leur succéder, à l'exclusion de tous les autres, qui n'y peuvent rien prétendre ; et au cas les frères ou sœurs immédiatement puînés, à ceux de la succession desquels ils s'agit, se trouvent avoir prédé-

cédé leurs frères héritiers ; alors, l'aîné de leurs enfants légitimes ou autres descendants, en ligne directe et descendante, s'ils en ont, doivent recueillir le fidéicommis. Ce n'est qu'en défaut de ceux-ci que le fidéicommis doit appartenir aux frères ou sœurs de l'héritier décédé, ou aux enfants de ceux-ci, l'ordre de primogéniture toujours gardé. »

Nous ne pensons pas qu'il soit besoin d'un plus long commentaire. L'examen attentif du texte éclairé par l'idée que la représentation est permise à l'infini, prouve jusqu'à l'évidence, que la succession des biens et maison doit passer à l'aîné des frères ou du *de cujus* ou à leurs enfants, suivant l'ordre de primogéniture, et à défaut de ceux-ci, au deuxième puîné, frère ou sœur du défunt ou à ses descendants et ainsi de suite, en observant le même ordre.

L'attestation du sénéchal de Bigorre sur la coutume du Lavedan, expose dans son article 2 le même usage, mais d'une façon plus explicite :

« Quand lesdits aînés, qui ont recueilli les héritages par la force du fidéicommis coutumier, décèdent sans enfants, l'aîné des frères ou sœurs survivants à l'héritier est appelé à la succession, à l'exclusion de tous les autres frères ou sœurs qui n'y ont aucune part, même, lorsque celui des frères et sœurs, qui était le second par ordre de la naissance, a prédécédé à son aîné, ayant néanmoins ledit second laissé des enfants légitimes, à lui survivants, l'aîné des dits enfants ne-

veux de l'héritier coutumier recueillit la succession de son oncle par la même coutume, à l'exclusion de tous les autres frères et sœurs dudit oncle aîné et qui étaient puînés au père desdits neveux. »

Nous avons cependant une observation à faire sur ce texte. On a voulu lire à tort, dans l'expression « l'aîné desdits enfants neveux, » le fils aîné (1). Rien n'autorise, en effet, à croire que le texte déroge ici, à l'esprit général de la coutume. Il est compréhensible que cette expression, l'aîné desdits enfants neveux, ne spécifie pas et s'applique indifféremment au premier né, fils ou fille.

Dans le système de ces deux coutumes, il n'y a point de succession collatérale, même de frères et sœurs et le neveu ou la nièce qui représente le premier frère puîné du défunt, est préféré à ses autres frères et sœurs. Ainsi, le droit d'aînesse règne exclusivement. Chaque personne n'a qu'un héritier, pris parmi ses descendants, ou à défaut de postérité, parmi les collatéraux de sa maison, c'est-à-dire la maison où elle a le droit d'aînesse ou dont elle relève comme puînée ; cet héritier recueille tout, sauf les propres, qui ne sont pas de son côté et qui retournent toujours au côté d'où ils viennent.

« En défaut d'enfants descendants, dit l'art. 3 *in fine*, de la coutume de Barège, les biens reviennent à

1. La Ferrière, *Histoire du droit*, T. 5. *Coutumes de Barège et du Lavedan*.

la maison d'où ils sont sortis, c'est-à-dire à celui ou à celle qui s'en trouve être l'héritier ou l'héritière.

La même idée se retrouve presque sous la même forme, dans l'attestation du sénéchal de Bigorre sur la coutume du pays de Lavedan, etc. Art. 6 *in medio*. — « Les biens existants, doivent toujours revenir à celui qui se trouve descendant de la maison d'où ils étaient sortis ou de la succession de laquelle il peut être question. »

Le vieux droit coutumier de nos vallées, imposait donc, comme condition essentielle de successibilité, la nécessité d'être de la maison. La conséquence de cela, c'est d'abord, que la règle bien connue *paterna paternis, materna maternis*, s'appliquait dans toute sa rigueur. Jamais les frères consanguins ne succèdent aux utérins, ni les utérins aux consanguins. Ensuite, les pères gendres et les mères brus n'héritaient pas de leurs enfants décédés intestats et sans postérité. Ils ne devaient travailler que pour la prospérité de la maison où ils étaient entrés. Les coutumes de Barège et du Lavedan les excluaient formellement de la succession de leurs enfants décédés sans faire testament. Après la mort de leurs enfants, ils étaient obligés de se retirer avec leur légitime, dans leur famille, et d'abandonner l'hérédité de la maison où ils s'étaient mariés au collatéral, représentant l'ainé. (Barège, art. 19 et Lavedan, art. 5).

Les deux coutumes ne parlaient pas de la succession

des oncles, tantes et de leur postérité. Noguez voulait qu'on y appliquât le droit écrit. Une pareille solution est certainement très-soutenable en droit strict, mais étant donné l'esprit coutumier de la région qui fait prédominer par dessus tout la conservation de la maison, il est impossible de l'admettre. Ces successions suivent la règle commune du retour entre les mains de l'ainé.

Lors de la réforme des coutumes de Barège et du Lavedan, le droit successoral fut également modifié en ligne collatérale (titre 5, art 1^{er}). A défaut d'enfant, les héritiers et les héritières peuvent faire un choix parmi leurs frères et sœurs, ou neveux ou nièces, à défaut petits neveux ou petites nièces. S'ils n'ont point de parents de cet ordre, ils disposent librement de tous leurs biens.

§ 2. *Coutumes de Sole et de Labourt*. — Les coutumes de Sole et de Labourt n'apportent pas plus en ligne collatérale qu'en ligne directe de dérogation au principe de l'ainesse, tel que nous venons de le voir, pour les biens ruraux avitins.

Nous citerons simplement les articles de la coutume de Labourt qui reproduit exactement la coutume de Sole :

Sole XXVII — 31 — Labourt — XII — 16 : « Ce qui est dit que l'ainé fils ou fille selon la qualité des biens avitins succède, a lieu en succession collatérale entre plusieurs étant au même degré.

32-17. C'est à savoir que l'aisné mâle ou femelle

selon la qualité des biens succède au décédé sans enfants et ascendants.

33-18. Aussi ce qui est dit que le descendant de l'ainé ou aînée représente celui aîné ou aînée prédécédés, a lieu quand il est question de succession collatérale en biens de ligne.

Cependant les articles 32 de la coutume de Sole et 17 de la coutume de Labourt soulèvent une question.

Y aurait-il ici contrairement au vieux droit coutumier que nous avons vu, une succession d'ascendants, sans différence de ligne en biens avitins?

M. de Lagrèze (1) prétend que oui, et il cite à l'appui l'art. 23, XXVII, de la coutume de Sole. Mais il est manifeste que cet article concerne uniquement la succession des acquêts qui, il est vrai, est spéciale. La place qu'il occupe et dont nous allons parler le prouve suffisamment. A notre avis, on doit entendre dans les articles susdits par le mot « ascendants », les ascendants de la maison. Or, il était nécessaire de les mentionner, car ces coutumes, contrairement à celles de Barège et du Lavedan, admettent après le mariage de l'héritier une division des biens de ligne. Nous le verrons dans le chapitre suivant. Et ainsi quand le nouvel héritier venait à mourir avant l'ancien, il s'ouvrait à défaut d'hoirs de son corps, une succession de biens patrimoniaux au profit du représentant de la maison qui se trouvait être précisément l'ancien héritier. Cette si-

1. Lagrèze (B. de), *op cit.* p. 186.

tuation n'avait jamais lieu à Barège et dans le Lavedan où le premier héritier restait durant sa vie entière le maître de la maison et de tous les biens. Nous verrons cependant qu'ici le parent adventice avait droit, en échange de sa dot, à une portion des biens de lignée. Mais cette portion de l'époux adventice n'est jamais qu'en jouissance (1). Il serait éminemment contraire à l'esprit de nos coutumes que le conjoint étranger à la maison put y acquérir des droits de propriété et de succession.

On lit, en effet, d'abord dans la coutume de Sole (XXIV-17) : si l'enfant maridat ou à maridar va de vita à trépas sans enfants, frays et sors, losdeits biens tornan au plus prochain habille à succedit « et ailleurs (XXIV, 15), il y est dit formellement à propos de la situation qu'a d'après ce cas l'époux adventice survivant, situation que nous examinerons plus loin : « es tengut de lezar lodict hertadge incontinent que lo successor lo rendra son dot ; » puis dans la coutume de Labourt (IX-15) : « Si l'enfant soit marié on non va de vie à trépas sans enfans, frères et sœurs, iceux biens retournent au plus prochain habile à succéder en restituant seulement le mariage (c'est-à-dire la dot ou donation pour nupces), par le survivant porté ».

Ces articles excluent bien nettement toute idée d'une succession d'ascendants au profit de l'époux dotal survivant. Et nous sommes fondés à affirmer que, non seu-

1. Cordier, *Organisation de la famille chez les Basques*. p. 53.

lement sur ce point, mais aussi sur tout l'ensemble du système de la succession des propres, le droit familial des coutumes de Sole et de Labourt ne différerait pas, du moins pour les maisons rurales, du droit familial des coutumes de Barège et du Lavedan.

C'est, nous l'avons déjà vu, par les acquêts qu'un droit nouveau fit son entrée dans les coutumes de Sole et de Labourt. Et également en ligne collatérale comme en ligne directe, ils dérogent à la succession des propres et échappent au fidéicomis coutumier.

Un tiers doit être employé en frais de funérailles. À défaut d'enfants, les deux autres tiers sont attribués par moitié au père et à la mère, ou si l'un d'eux est mort, au survivant pour la totalité, après eux aux plus proches parents. Dans cet ordre, les frères et sœurs germains et leurs enfants au premier degré sont préférés aux frères et sœurs d'un seul côté, mais ces derniers le sont aux oncles et tantes; si le survivant des père et mère s'est remarié, les germains héritent à sa place. Nous lisons, en effet, dans les textes :

Sole XXVII-23 Labourt XII-7 « Et s'il n'a enfants, ses père et mère succèdent également ou le survivant entièrement en la manière que dessus et en deffaut de père et mère, les plus proches parents du deffunt et en ce cas où il n'y a enfants, par la coustume la tierce partie des biens est employée pour les funérailles du decédé ».

24-8. « En la succession d'iceux acquets est pré-

fére frère ou sœur du décédé, posé qu'il ne soit que d'un côté à tout oncle , mais non pas au fils du frère de tous côstez ains est préféré le fils du frère de tous côstez, au frère ou à la sœur d'un costé.

25-9. « Ce qu'est dit que les père et mère succèdent es acquets à celui qui est décédé sans enfants les frères et sœurs exclus a lieu où les père et mère n'ont convolé à secondes noces, car en ce cas le frère ou la sœur de tous costés est préféré. »

C'est donc bien là un système propre aux acquets. Et nous apercevons clairement qu'on a pu ne s'appuyer qu'à tort sur l'art. 23 de la coutume de Sole ou bien sur l'art 7 de la coutume de Labourt qui correspond au précédent pour croire à la dévolution dans ces coutumes de la succession des biens et maisons aux ascendants adventices. Ils se trouvent placés en effet au milieu de la matière afférente à la succession des acquets après les articles qui parlent de ladite succession en ligne directe (1).

A part cette succession d'acquêts qui semble bien une innovation empruntée presque exactement à la Nouvelle 118, le droit d'aînesse règne donc exclusivement. Dans les coutumes de Barège et du Lavedan il n'y a pas de succession collatérale des biens quels qu'ils soient. Dans les coutumes des pays de Sole et de Labourt il n'y a pas de succession collatérale des biens avitins ou de famille.

1. Soule XXVII-22. Labourt XII-6.

On remarque une corrélation étroite entre ces coutumes qui ne connaissent pas de succession de biens tout au moins de biens propres au-delà du degré de frère et de sœur et la langue primitive des Basques qui n'a pas de racine ou de mot originaire pour la parenté au-delà de frère et sœur. Les dénominations de parenté étaient limitées dès l'origine comme la transmission des biens de famille.

L'aîné fils ou fille était donc de droit héritier de la maison. Les coutumes signalent cependant des cas où ce fait ne se produisait pas.

Ainsi à Barège, pour conserver les familles elles-mêmes c'est-à-dire les perpétuer par le mariage, les impuissants n'héritaient pas parce qu'ils ne sauraient procréer, ni les moines censés morts civilement, ni les prêtres que leurs vœux rendaient inhabiles au mariage. Étaient encore exclus les prodiges, les fous, les imbéciles de sens et de jugement. En somme tous ceux qui par une humeur prodigue ou une infirmité d'esprit étant impropres à la gestion d'un patrimoine auraient compromis les biens de famille. Une fois exclus, ils l'étaient pour toujours. Coutume de Barège, art. 2.

« Le 1^{er} né soit mâle soit femelle ne peut hériter s'il se trouve incapable, comme s'il est justement condamné à mort, aux galères perpétuelles, si de droit il est inhabile au mariage, furieux, prodigue ou imbécile de sens et de jugement qu'on appelle en vulgaire du pays *pec ou taros*, mais tel inhabile, furieux, imbécile ou

taros doit être nourri et entretenu dans la maison natale pendant sa vie, et après sa mort la légitime doit rester dans la maison à la charge de faire ses honneurs funèbres et de faire prier Dieu pour son aîné.

Les coutumes de Sole et de Labourt présentent un cas tout spécial d'exclusion pour l'aîné de la succession familiale : Quand l'héritier a contracté mariage contre la volonté des deux, père ou mère, ou même du collatéral qui est propriétaire du bien de la famille, ce bien peut lui être enlevé, s'il s'est marié sans le consentement requis à l'âge où c'était nécessaire, c'est-à-dire dans la Soule, jusqu'à 25 ans pour les mâles et 18 pour les femelles, et dans le Labourt 28 et 20. Cette exhérédation est facultative dans la Soule et de droit dans le Labourt, mais dans ce dernier pays il peut y avoir rappel à succession. Ces décisions sont contenues dans les articles 26 et 27 du titre XXVII de la coutume de Sole et les articles 10, 11 et 15 du titre XII, de la coutume de Labourt. Nous ne les citerons pas, car ils sont très-longs et non essentiels à notre sujet.

Nos coutumes fixent ainsi d'une façon formelle et irrévocable, les droits des aînés qui passent pour être d'ordre public.

Elles se préoccupent, au contraire, fort peu du sort des cadets et le font dépendre presque entièrement des convenances de leur maison natale. Les père et mère, à défaut de ceux-ci, les proches parents doivent leur

assurer un petit apanage qui avant tout, ne doit point préjudicier à l'ainé, entamer ce qui lui est dû.

Nous pourrions analyser ici la nature et l'étendue du droit des puinés, mais nous estimons préférable de ne pas scinder nos développements sur les cadets et d'étudier tout ensemble leurs droits ainsi que leur rôle dans la famille. C'est ce que nous serons en mesure de faire avec plus de profit à l'un des chapitres suivants.

CHAPITRE III

DES DROITS QUE L'AINÉ A SUR LES BIENS COMME REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ DE FAMILLE.

Un auteur espagnol, Zamacola (1), rapporte que les Basques n'auraient point toujours connu les patrimoines ou fortunes particulières et qu'ils travaillaient tous au profit de la communauté. Il parle aussi d'un antique et égal partage de la terre par petites portions entre les habitants. Il assure enfin que l'indivision territoriale a cessé chez les Basques plus tard que chez les autres peuples. Sans le suivre dans ses développements sur les populations de l'autre côté des Pyrénées, observons

1. Zamacola, *Histoire de las naciones bascas* (Auch. 1818).

simplement que ces constatations répondent bien à ce que nous avons dit de la formation pastorale des habitants des régions dont il s'agit pour nous, formation qui, maintenue par les conditions particulièrement favorables du lieu, a sauvé une large communauté sur la plus grande partie du territoire et a permis une communauté restreinte dans la famille concentrée sur un petit domaine au fond de la vallée.

En effet, à côté de l'art pastoral qui a continué de s'exercer sur une propriété collective, composée d'immenses surfaces presque toujours montueuses, il y avait, comme nous l'avons vu, l'atelier de culture dans la vallée. Un article du fuero de Navarre nous initie à la formation de cet atelier de culture : « Tout individu ayant le droit de conduire ses troupeaux dans les pâturages communs, avait aussi celui de défricher, labourer, cultiver la surface qui lui convenait ; il en restait seul propriétaire pourvu qu'il n'interrompit pas sa jouissance pendant trois ans. Passé ce délai la terre rentrait dans la communauté, le premier venu pouvait la posséder et la travailler à son tour » (1).

D'abord temporaire, l'atelier de culture devint par un progrès naturel du droit, héréditaire entre les mains de la famille qui l'avait entretenu et amélioré. Il fut alors la propriété d'une communauté de famille « la casade » mais réduite, comme nous le savons, à sa plus simple

1. Cénac-Moncaut, *Histoire des peuples et des États pyrénéens*, p. 266.

expression, et soumise à l'autorité exclusive de l'aîné (mâle ou femelle), qui la représente toute entière.

C'est en cette qualité de représentant de la communauté qu'il a seul le droit de demeurer dans la maison avec son ménage et qu'il hérite du patrimoine des ancêtres, au préjudice presque complet des puînés et des puînées. Mais n'étant en réalité qu'un mandataire, il ne doit jouir sur ce patrimoine que de droits de disposition personnelle fort limités.

Cependant à côté de ces propres venus par succession, il peut avoir entre les mains des biens qui lui sont venus par lui-même, des acquêts.

Nous en dirons d'abord quelques mots, puis nous étudierons la matière des propres qui forme le point essentiel de nos coutumes.

Les acquêts.

On appelle ainsi, comme on le sait, tous les biens qui proviennent soit du fait personnel de l'individu, soit d'une libéralité.

On peut dire d'une façon générale que nos coutumes consacrent la libre disposition de ces biens acquêts. Et cela s'explique aisément car « il est naturel, pour me servir d'une expression du commentateur de la coutume de Barège, que l'on puisse disposer à son gré de ce dont on n'est redevable qu'à soi-même »

Coutumes de Barège et du Lavedan. — La coutume de Barège dit en son article 7 « Les pères et mères peuvent disposer des biens qu'ils ont acquis par travail et

industrie, même des biens qui leur sont arrivés par légat ou donation étrangère en faveur de qui ils jugeront à propos, sans toutefois frauder leurs enfants ».

Nous devons faire sur ce texte quelques observations. D'abord nous remarquons que les legs et dons sont déclarés expressément comme disponibles, du moins quand il n'y a pas un lien de succession entre le donateur et le donataire. En effet, dit Noguez, sous cet article (p. 170). « Cette sorte de biens ne nous venant point par le bénéfice de la loi ou de la coutume, et ne nous arrivant que par rapport à nous-mêmes, et pour cause de la libéralité du donateur, il est naturel aussi qu'on n'en puisse pas moins disposer que des biens acquêts ».

De plus, cette faculté de libre disposition est accordée à tous les héritiers qu'ils aient ou non des enfants. Un doute pourrait venir de ce que les héritiers sans enfant ne sont pas mentionnés expressément, mais il est évident que le texte leur accorde implicitement et *a fortiori* le même droit qu'aux premiers dont le pouvoir de disposer doit être et est effectivement plus borné ainsi que nous le verrons.

Enfin, quelqu'un avait prétendu du temps de Noguez, que cet article ne permettant de disposer des acquêts et biens libres, qu'autant qu'on ne fraudera pas les enfants, la disposition de la propriété des acquêts doit être prohibée, puisqu'une pareille disposition en faveur d'autre que de l'aîné des enfants, ne

peut être que préjudiciable et frauduleuse pour celui-ci; la faculté de disposer, accordée par l'article, doit s'entendre de l'usufruit des acquêts et autres biens libres.

Noguez réfute (p. 166) cette manière de voir. On doit entendre les mots « *sans toutefois frauder les enfants* », de manière, non que les père et mère ne puissent disposer de leurs biens libres en pleine propriété, mais qu'en disposant de cette sorte de biens, ils ne doivent pas frustrer leurs enfants de la légitime qui leur est due sur les mêmes biens, ni les priver des acquisitions qu'ils pourraient avoir faites par la vente des biens de souche. Cette légitime, qui, à l'origine, n'était pas réglementée, avait reçu dans la pratique la fixation de la Nouvelle 118. Noguez établit, sous notre article, (p. 174) qu'elle était toujours due aux enfants, quand bien même ils se trouveraient déjà légitimés sur les biens de souche et avitins. Ainsi, même, l'enfant héritier des biens de souche était également en droit d'exiger cette légitime comme les autres enfants; et sa part devait être égale à la leur, indépendamment de ses droits sur les biens de souche, dont au moins les trois quarts étaient indisponibles. Il ajoute plus loin (p. 184). « Les pères, quoiqu'ils fassent, ne doivent ni ne peuvent jamais frustrer leurs enfants de cette légitime, qui doit toujours se retrouver, soit que les biens se trouvent libres, soit qu'on en ait disposé, fût-ce même par disposition entre vifs. » — Au contraire de la coutume de Barège, l'attestation du sénéchal de Bi-

gorre sur la coutume du Lavedan... ne permet pas expressément aux héritiers, chefs de famille de disposer de leurs acquêts. Bien plus, l'article 1^{er} fixe à la quarte des biens leur liberté de disposer et il peut sembler que les acquêts y soient compris. Cependant, il est prouvé qu'en Lavedan comme à Barège les chefs de famille avaient la faculté de disposer de leurs acquêts. La coutume elle-même, dans son article 5, permettant aux héritiers de disposer des acquisitions faites par les gendres et brus, est censée leur accorder aussi, et à plus forte raison, la liberté de disposer des biens qu'ils peuvent avoir acquis eux-mêmes. Dans tous les cas, c'était l'usage ancien. On peut citer à l'appui un article d'un for, dressé en 1306, puis copié en 1497 le for de la vallée d'Azun, aujourd'hui le canton d'Aucun, l'une des six vallées du Lavedan, dont M. de Lagrèze a retrouvé et publié la copie de 1497. Il commence ainsi : « Que tout homme puisse faire héritier de ses acquêts, celui qui lui plaira. (1) » *Que tot homo poscar far hereter en soos bees aquet lo qui a lui plasera* ».

Mais si les parents peuvent disposer de leurs acquêts, c'est en Lavedan comme c'était à Barège, à la condition de ne pas entamer la légitime, qu'ils doivent à leurs enfants, sur tous leurs biens, de quelque nature qu'ils soient, légitime que nous analyserons au chapitre suivant.

Coutumes de Sole et de Labourt. — La libre disposi-

1. Lagrèze (B. de), *Histoire du droit dans les Pyrénées*, p. 190.

tion des acquêts est également reconnue dans les coutumes de Sole et de Labourt, à la seule condition, si l'acte est de dernière volonté, de laisser aux enfants de quoi leur montrer qu'on a pensé à eux.

On entend comme acquêts, ainsi que nous l'avons vu, les biens acquis par industrie, les fruits des propres et même probablement, malgré le silence des textes, les legs et dons étrangers. Tout ce qui arrive ainsi, est réputé disponible entre les mains du premier acquérant, mais lui seul peut en disposer librement ; son héritier ne le pourrait pas. Les biens venus par succession, que ce soit par succession de propres ou par succession d'acquêts, sont indisponibles dans la mesure que nous allons voir. De là, une conséquence curieuse qui indique bien le caractère nouveau du système successoral des acquêts : les propres naissants se trouvent suivre la succession des acquêts et être quand même, sans doute, en mémoire de l'ancien état du droit indisponibles comme les biens avitins.

Sole, XVII-7, Labourt, V. 9. « Et d'iceux acquêts le premier acquérant en peut disposer à sa volonté, nonobstant que le premier héritier marié, ou autrement, soit demeurant avec lui ; si entre eux n'y avoit pactes au contraire lesquels tiendront. »

Et un peu plus loin : Sole, XXVI-3, Labourt, XI. 3 : « Chacun peut disposer de ses acquêts à son plaisir et volonté, par testament ou autre dernière volonté, pourveu que s'il y a enfants, il laisse à chacun d'iceux

quelque chose desdits acquêts, si peu soit-il, sans que les enfants puissent autre chose demander. »

Nous ne nous étendrons pas davantage sur cette partie du patrimoine, qui n'est qu'accessoire dans nos coutumes. Et d'ailleurs nous fournirons plus loin quelques détails complémentaires, quand nous parlerons de la légitime des cadets.

Les biens propres.

Les biens propres sont la règle, tandis que les acquêts ne sont que l'exception. Le patrimoine des diverses maisons se passe d'ainé en aîné, comme un dépôt sacré. Il est rare qu'on fonde un héritage nouveau.

En principe, les biens qui ont été transmis à l'ainé ne lui appartiennent pas en toute propriété. Il n'est en quelque sorte qu'un usufruitier chargé de conserver la maison. Il ne peut rien aliéner ni échanger, sauf en cas de besoin ou de nécessité. Le caractère fidéicommissaire de sa possession est nettement marqué dans nos quatre coutumes. Celle du Lavedan, emploie même le mot de fidéicommis. C'est donc bien là une communauté de famille, c'est-à-dire cet état juridique où la propriété n'est pas encore individualisée et repose sur tous les membres d'une famille. L'ainé n'est que le gardien de la maison, l'administrateur au nom de la communauté du bien de famille qui ne doit jamais se perdre et que les héritiers successifs se passent de main en main.

Mais avant d'entrer dans l'étude de cette indisponi-

bilité des héritages, spécifions ce que nos coutumes entendent exactement par biens propres.

Définition des biens propres. — A Barège et en Lavedan les propres biens avitins, biens de souche comprenaient tous les biens qui avaient passé par plusieurs ou même une seule succession en sorte que, dit Cordier, ce que l'on nomme d'ordinaire les propres nais-sants étaient englobés dans les propres (1).

Noguez (p. 171), tire la même définition par un argument *a contrario* de l'art. 7 de la coutume de Barège que nous avons vu. Il conclut des termes de cet article qui regarde seulement comme biens acquêts, les biens acquis par travail et industrie et ceux advenus par légat ou donation étrangère, « 1° Qu'il faut réputer pour biens de souche ceux avenus par succession soit directe, soit collatérale, quand même ils n'auraient été qu'acquêts en la personne du décédé, car, dans ce cas, ils sont réputés au moins propres, ou biens de souche nais-sants en la personne de l'héritier et il n'en peut par conséquent pas disposer que comme de biens de souche ; « 2° Que les biens avenus par donation consentie par des ascendants à leurs héritiers présomptifs ou à des enfants légitimaires, ne peuvent pas être non plus réputés acquêts en la personne du donataire, mais propres ou de souche : la raison est que de pareilles donations sont toujours regardées, comme faites en avancement d'hoirie et comme une portion de la succession future ».

1. Cordier, *Organisation de la famille chez les Basques*, p. 86.

Les coutumes de Sole et de Labourt ne mentionnent comme biens avitins que les biens provenus d'ascendants, autres que les ascendants immédiats.

Sole XVII, 5 ; Labourt V, 7. « Les biens de lignée, papoaux et avitins sont dits et entendus par la coutume ceux qui proviennent et descendent de l'ayeul, ayeule ou de plus haut degré soient meubles ou immeubles. »

Mais ces définitions ne paraissent pas restrictives et il semble qu'on doive appliquer à nos deux coutumes, la définition complète des fors de la Navarre française « Les avitins, biens de papoadge et de primesse, sont ceux qui ont appartenu successivement à quelque titre ou par quelque moyen que ce soit (par succession, testament, donation, vente), à trois personnes d'un même lignage, héritières l'une de l'autre, soit en ligne descendante, ascendante ou collatérale y compris le propriétaire actuel » (1). De plus, nous avons vu qu'ici les propres naissants suivaient un système mixte : acquêts pour la succession et néanmoins indisponibles.

Indisponibilité des biens propres. — Nos quatre coutumes établissent nettement l'indisponibilité de ces biens propres à moins de nécessités urgentes et reconnues.

Nous y remarquerons cependant un certain ébranlement plus ou moins accentué suivant les coutumes, de l'état d'usufruit rigoureux qui a été certainement dans

1. Basse-Navarre, XX, 8.

ces régions le droit primitif des biens propres entre les mains de l'héritier.

Coutumes de Barège et du Lavedan. — Les règles relatives aux pouvoirs des héritiers sur les biens de souche ou avitins sont exposées dans la coutume de Barège aux articles 4 et 5 que voici réunis :

Art. 4. — « Les héritiers de la maison et biens étant chefs ou pères de famille, ont la pleine administration ou usufruit desdits biens leur vie durant, et s'ils n'ont point d'enfants ou descendants de leur mariage, ils ne doivent disposer desdits biens que tant seulement de la moitié, et l'autre moitié doit revenir de plein à la maison de souche préalablement dettes payées.

Art. 5. — « Les pères et mères héritiers des maisons, encore bien qu'ils constituent leurs aînés héritiers par pactes de mariage, peuvent et ont la liberté d'aliéner ou (lire « et » d'après Noguez p. 109), échanger des biens de la maison en cas de besoin ou nécessité, ou s'il est trouvé convenable pour l'utilité de la maison.

Les droits qu'ont les héritiers des maisons sur les biens de souche et avitins sont donc ainsi fixés :

1° Ils consistent d'abord dans la jouissance et pleine administration ou usufruit de ces biens.

2° *Dispositions à titre gratuit.* — L'héritier chef de famille sans enfants peut disposer de la moitié des biens de souche et avitins, à titre de donation soit entre-vifs soit à cause de mort, car l'art. 4 ne distingue pas entre les dispositions entre-vifs et celles à cause de mort.

L'héritier qui a des enfants ne le peut pas. En effet, l'art. 4 parle taxativement des héritiers sans enfants, de plus l'art. 7 n'accorde que la libre disposition des biens acquêts. Enfin la faveur qui est due aux enfants conduit à refuser ce droit au père.

La coutume de Lavedan ne fait pas de distinction entre les héritiers qui ont des enfants et ceux qui n'en ont pas, elle leur laisse seulement la disposition de la quarte (art. 1^{er} *in fine*) : « Leurs pères et mères héritiers ou héritières coutumiers ne pouvant disposer ni donner que la seule quarte de leurs biens ».

Le même usage fut plus tard généralement suivi en pratique dans la vallée de Barège pour les héritiers ayant des enfants, et quand la coutume fut révisée, le texte (titre III, art. 3) consacra ce principe, à savoir que « le père et la mère lors même qu'il y avait institution d'héritier conservaient la faculté de disposer de la quarte de leurs biens avitins et de souche en faveur de qui bon leur semblerait ».

3° *Dispositions à titre onéreux*. — Les héritiers des maisons qu'ils soient mariés ou non et qu'ils aient ou qu'ils n'aient pas d'enfant de leur mariage, peuvent aliéner et échanger les biens de souche en cas de nécessité, ou dans l'intérêt de la maison. Ainsi les restrictions qui, pour les héritiers ayant des enfants frappaient également la faculté de tester et celle de donner entre vifs ne s'étendaient pas ou avaient cessé de s'étendre aux contrats faits à titre onéreux.

Cette liberté de disposer à titre onéreux, n'est strictement accordée par l'article 5, qu'aux pères de famille ayant des enfants ; mais on doit l'étendre aussi et à plus forte raison aux héritiers n'ayant pas d'enfant, car leur pouvoir de disposition est beaucoup moins limité.

D'autre part, le texte dit seulement : liberté d'aliéner ou (et) échanger *des* biens de la maison. Cette particule *des*, semble naturellement borner cette faculté de disposition à une partie des biens. Mais Noguez estime que cependant cette faculté doit être considérée comme générale (p. 110) et il établit péremptoirement qu'à son époque l'usage était en ce sens (p. 111). Dans presque tous les contrats de mariage, passés dans cette vallée depuis la dernière rédaction de la coutume, l'on voit, dit-il, que les pères et mères héritiers en instituant leurs aînés se sont toujours réservés non seulement la pleine jouissance et usufruit de tous leurs biens, mais encore la libre disposition d'iceux leur vie durant (libre disposition qui doit s'entendre de la faculté d'aliéner, d'hypothéquer, d'échanger, mais non pas de disposer à titre de donation et pure libéralité).

En principe un héritier, chef de famille, ne fût-il pas un bon économe, peut échanger, hypothéquer et aliéner les biens de souche pour son entretien et l'utilité de la maison, pourvu qu'il agisse sans fraude. Mais la difficulté extrême qu'il y a à prouver la fraude

étend singulièrement son droit de disposition. Il est pourtant deux cas où la fraude se montre pour ainsi dire d'elle-même, d'abord, quand un héritier coutumier joint à cette qualité l'avantage d'être donataire universel de son auteur, alors, il est sans contredit en droit de faire casser les ventes des biens compris dans sa donation, parce que, explique Noguez, par cette donation l'héritier donateur s'est lié les mains et qu'il n'a pu rien faire au préjudice du donataire ; ensuite quand un héritier chef de famille ayant des enfants ou non vient à vendre les biens de souche pour acquérir d'autres biens, dont il dispose sous prétexte d'acquets, au préjudice de son héritier coutumier, les acquets doivent toujours représenter les biens de souche aliénés. Cette décision est forcée, conclut Noguez, car sans cela il serait facile de se soustraire au fidéicommis de la coutume, en vendant les biens de souche, ou en empruntant et achetant d'autres biens dont on pourrait librement disposer (1).

Cela ne peut souffrir aucune difficulté dans la coutume de Barège, suivant la disposition des articles 4 et 7 ; et il doit en être de même dans la coutume du Lavedan qui établit le même fidéicommis en faveur du premier-né ou autre héritier présomptif de la maison.

En résumé, l'héritier coutumier peut échanger, aliéner, hypothéquer des biens de souche pourvu qu'il agisse dans l'intérêt de la maison et sans fraude.

1. Noguez, p. 129 et suiv.

La même doctrine résulte pour le Lavedan, de deux arrêts rendus au Parlement de Toulouse et relatés par Noguez (p. 117).

Enfin, les dettes personnelles du dernier possesseur, tout comme ses dispositions entre vifs ou à cause de mort doivent être payées sur la quarte des biens de souche et sur les acquets dont il avait comme nous l'avons vu la libre disposition. Il faut que les autres trois quarts des biens de souche demeurent libres au profit de l'héritier. Cela s'observe dans le ressort de la coutume du Lavedan et en pratique à Barège, à cela près que dans cette dernière vallée pour les héritiers mourant sans enfants, le paiement de leurs dispositions et dettes personnelles peut s'effectuer sur la moitié des biens de souche. Et même pour eux, il y avait une question de savoir s'ils ne pouvaient disposer à titre de pure donation soit entre vifs, soit à cause de mort de la moitié de tous les biens de souche et avitins francs et quittes de toutes dettes passives, et renvoyer les charges et dettes sur l'autre moitié ? (Noguez, p. 146).

La famille s'était ainsi quelque peu dégagée à Barège et dans le Lavedan, de l'antique indisponibilité du patrimoine des ancêtres. Un sentiment plus intense de la propriété personnelle, y avait amené la faculté de disposer, même à titre gratuit, du quart des biens patrimoniaux et de la moitié, au profit des héritiers décédés sans enfant, dans le texte de la coutume de Barège, ainsi que les facilités relativement nouvelles, mises aux dispositions à titre onéreux.

Cependant cette tendance générale rencontrait des résistances de la part des familles, attachées aux très vieilles mœurs. M. Cordier (1) le constate en ces termes : « Il semble que les facultés, plus ou moins étendues, que les deux coutumes laissaient aux parents pour aliéner leurs biens, aient mis leurs enfants en défiance et que tous en commun cherchassent à se prémunir contre l'éventualité d'une atteinte portée à leur fortune. Je lis, ajoute-t-il, dans une foule de contrats de mariage du milieu du XVIII^e siècle, passés à Argelès, que les parents de l'époux héritier (fils ou fille), l'instituent par avance « héritier universel de tous et chacuns leurs biens présents et advenir, s'en réservant néanmoins, l'administration et jouissance pendant leur vie, pour le consommer ensemble à même pot et feu, la disposition de la quatrième partie d'iceux et de légitimer leurs autres enfants, suivant la portée de leurs biens..... » Ainsi, les parents se restreignent à l'administration et jouissance de leur patrimoine. Et lorsqu'en 1768, les deux coutumes étant réformées et fondues en une seule, leur droit d'aliéner est énergiquement constaté par la loi nouvelle, ils sentent le besoin d'ajouter aux garanties qu'ils donnent à leurs enfants et alors, apparaît dans les contrats de mariage une clause qui nous ramène aux plus vieilles traditions : « les parents de l'ainé, fils ou fille, qui se marie, ne pourront vendre ni aliéner leurs biens sans le

1. Cordier, *Orig. de la famille chez les Basques*, p. 87.

consentement exprès du nouveau ménage, sauf le cas de maladie ou autre pressant besoin. »

On rencontrait généralement dans les vallées de Barège et du Lavedan une communauté très étroite, entre le ménage de l'héritier présomptif et celui de ses parents : l'indivision des biens et la vie à mêmes feu et pot. Le partage des biens de ligne que nous verrons imposé dans les coutumes de Sole et de Labourt aux parents qui marient l'aîné de leurs enfants n'y était pas connu. D'autre part, l'autorité attachée à la qualité d'héritier, était absolument prépondérante. L'opinion ancienne, qui, à l'indignation de Noguez, était encore en vigueur de son temps, voulait que l'héritier fût tellement maître des biens et de la maison dont il hérite, que quand il les a recueillis par le décès de sa mère, il en a, après sa majorité, la pleine administration et peut en jouir au préjudice de son père, sans souci des effets de la puissance paternelle si forte dans les pays voisins de droit écrit. J'ai vu, ajoute Noguez, p. 295, des femmes héritières, qui, à l'aide de cette opinion et à l'instigation, sans doute, de leurs maris, s'oubliaient au point, non seulement de dépouiller de la jouissance et administration des biens leur père gendre, mais de le vouloir encore sortir de la maison ».

Cet auteur essaie de réfuter cette opinion, mais il n'y réussit guère. Car la considération de la puissance paternelle qu'il invoque, était ou peu s'en faut, totalement étrangère à ces coutumes. La preuve, c'est que,

comme nous le verrons, le gendre survivant à sa femme, s'il quittait la maison, était tenu d'y laisser ses enfants sous la garde des proches parents de leur mère ; il cessait d'administrer leurs biens et d'en jouir et devait même leur abandonner la moitié de sa dot, enfin, il n'était pas leur héritier *ab intestat*.

Coutumes de Sole et de Labourt. En principe, ici, comme à Barège et dans le Lavedan, le patrimoine familial que nous avons spécifié est indisponible. Et il est probable que de part et d'autre à l'origine, les propres avaient dû être strictement en usufruit dans les mains des chefs de famille. Puis la faculté d'aliéner avait été permise en cas de besoin ou d'utilité manifeste. Enfin, nous avons vu qu'à Barège, le progrès des mœurs avait amené une certaine liberté de disposition à titre gratuit en faveur des personnes sans enfants, et que dans le texte de la coutume du Lavedan et dans la pratique de Barège, la quotité disponible était devenue du quart des biens même pour les héritiers coutumiers qui avaient des enfants.

Dans la Sole et le Labourt, l'indisponibilité des propres est restée générale. Nul héritier ne peut disposer des biens qu'il a reçus de succession coutumière, ni à titre gratuit, soit à cause de mort ou entre vifs, ni même à titre onéreux, à moins de nécessités urgentes et reconnues. Mais une facilité nouvelle apparaît. C'est la possibilité que nous n'avons pas rencontrée à Barège et dans le Lavedan du consentement de l'héri-

tier coutumier du chef de maison qui valide toute disposition et aliénation par ce dernier des biens patrimoniaux.

Cette règle de l'indisponibilité des propres est posée dans l'art. 1^{er} des titres XVII, Sole, et V, Labourt, qui portent la rubrique très générale : *De venditions et autres aliénations* :

Sole : XVII, 1. Labourt, V, 1. « L'on ne peut vendre, hypothéquer ou autrement aliéner les biens papoaux et avitins, si n'est pour assignation de mariage ou urgente nécessité, et aliénations autrement faites son nulles, et de nul effet et valeur, si ce n'est qu'elles soient faites du consentement de l'aisné émancipé, ou du prochain qui par la coustume doit succéder. »

Il résulte de ces articles que deux conditions rendent possible l'aliénation des propres : 1^o le cas de dot ou d'urgence ; 2^o le consentement de l'héritier du propriétaire.

D'abord, les héritiers ne peuvent vendre ni grever les biens que pour garantir des dots ou parer à des nécessités pressantes. — Garantir des dots, c'est-à-dire répondre hypothécairement des dots qui entrent dans les maisons par suite du mariage des héritiers. M. Cordier rapporte que Béla regarde comme également obligatoire « le défrai du festin nécessaire au fait de mariage » ; — faire face à des nécessités urgentes. Les nécessités qu'entend le texte par cette expression sont évidemment celles qui, déterminées par le

droit commun, concernent la vie, la liberté, l'honneur, la subsistance, l'instruction, les pertes arrivées par cas fortuit, comme lorsque le bétail est mort « par maléfice caché ou autrement. » De plus, les créanciers, pour être payés sur les biens avitins, doivent prouver que, dans les cas susdits, le contrat fait avec eux a profité au possesseur des biens.

Le texte dit expressément : Toutes les aliénations autrement faites sont nulles et de nul effet et valeur. Deux autres articles complètent la matière : Sole, XXVII, 35 et 36 ; Labourt, XII, 21 et 22. Ils exigent que les propres soient transmis à l'héritier coutumier sans être grevés des dettes qui pourraient les amoindrir, à moins que ces dettes aient été contractées pour les besoins de la maison ou pour fournir une dot modérée aux enfants.

Voici les textes de la coutume de Labourt, qui sont la traduction exacte de ceux de la coutume de Sole :

Labourt XII, 21. « L'aisné ou aisnée qui succède es-biens de lignée, est tenu payer les debtes que le père ou la mère ont faits, tant à marier fils que filles modérément, ayant regard à la qualité d'iceux biens, et aussi les autres debtes qu'ils ont faits en cas de nécessité et *non autrement*.

22. « Et pour le payement des debtes dessusdites seulement sont iceux bien papoaux et avitins, ensemble les biens par iceux parents acquis, affects et hypothéquez et doivent les acquis préalablement estre dis-

traits et vendus pour le payement des debtes et en défaut d'iceux les biens de lignée.»

Ainsi, toutes les dettes qui avaient été contractées pour tout autre motif que le mariage proportionné aux facultés de la maison de leurs fils et filles et que les dépenses nécessaires n'étaient pas payables par l'héritier sur les biens propres, et encore pour ces dernières on ne pouvait recourir aux propres qu'après épuisement des acquêts.

L'inaliénabilité absolue des biens avitins, remarque un savant auteur, produisait presque constamment une faillite à chaque ouverture de succession (1). Ainsi, en dehors des quelques cas extraordinaires que nous venons d'analyser, l'héritier propriétaire n'a de son propre chef aucun pouvoir de disposition sur les biens avitins. Mais avec le consentement de son héritier présomptif il obtient capacité pleine et entière d'en disposer soit à titre onéreux soit à titre gratuit.

Nous avons vu que ce droit lui était formellement reconnu pour les dispositions à titre onéreux par les art. I, XVII Sole et I, V, Labourt, *in fine*.

Cette même règle (indisponibilité des propres sauf consentement de l'héritier) est aussi formellement exprimée dans nos coutumes pour les libéralités testamentaires.

Sole XXVI, 4 ; Labourt, XI, 4 : Des biens avitins

1. Article de M. Mourot au mot Dot, § 17, dans le *Répertoire de jurisprudence* de Merlin, Paris, 1808.

l'on ne peut tester que du consentement de celui qui doit succéder, et, s'il est fils, faut qu'il soit émancipé. » Mais il n'existe pas de texte précis pour les donations entre vifs. Il n'y a pas de doute cependant qu'on ne doive leur appliquer les mêmes principes.

Ce rôle spécial du second héritier, aussi bien pour les dispositions à titre onéreux qu'à titre gratuit, est une des conséquences directes de la communauté de famille, et il montre sur le vif le but de l'hérédité coutumière.

La propriété ne repose pas sur tel ou tel membre mais sur l'ensemble de la famille, et en principe nul n'en est assez maître pour en disposer librement. On saisit nettement l'évolution qui s'est produite alors : La propriété appartenant à la famille, la disposition en sera possible si celle-ci peut donner un assentiment valable. Or, toute famille se compose d'au moins deux générations et la coutume désignant pour chaque génération un représentant de la communauté, qui reçoit mandat implicite d'agir en son nom, chacun d'eux ne peut pas agir séparément, mais leur consentement mutuel suffira s'il se produit dans les conditions voulues d'indépendance, pour accomplir tous actes de disposition. C'est ainsi que nous avons vu nos coutumes imposer la nécessité de l'intervention de l'héritier présomptif aux libéralités et aliénations du chef de maison et que nous les verrons tout à l'heure exiger l'intervention de celui-ci aux libéralités et aliénations de son héritier.

De plus, les coutumes, pour assurer la liberté d'action de chacun, obligent que cet héritier présomptif, s'il est fils ou fille, soit émancipé.

Il paraîtrait que cette émancipation avait fini par pouvoir se faire devant le magistrat, mais le cas ordinaire et traditionnel, le seul que mentionnent les coutumes, était le mariage de l'enfant aîné et son habitation à pot et à feu séparés.

Citons seulement la coutume de Labourt (V,2) qui reproduit toujours exactement la coutume Sole (XVII, 2): « Et est entendue ladite émancipation par la coutume, quand du consentement du père ou de la mère l'enfant aîné ou aînée est marié, et le père ou mère lui ont donné son partage et demeure à part par soi-même », — condition que nous allons voir maintenant. En effet, cette co-propriété de l'héritier présomptif dans les biens avitins autorisait de très curieux partages entre ascendants et descendants, partages forcés de génération en génération que l'Etat contrôlait et qu'il pouvait, au besoin, étendre ou abolir sans autre considération que celle de la bonne gestion des patrimoines et de l'intérêt général.

Ces partages ne pouvaient avoir lieu qu'après le mariage de l'héritier, fait avec le consentement ou après l'âge, marqués par les coutumes. Nous aurions pu reculer en conséquence au chapitre V nos développements sur ces partages des biens de lignée ; mais il nous semble que leur place est mieux ici, car nous

saisirons par là plus nettement la communauté de famille.

L'héritier une fois marié, les parents doivent aux nouveaux époux la moitié divise des propres de la famille, et ils perdent tous leurs droits sur cette moitié, mais pour cela deux conditions préalables sont nécessaires : 1° La dot du conjoint doit être remise aux parents pour être employée aux nécessités de la maison. Et, c'est en réalité, comme une compensation de cette dot que le nouveau ménage, quand il veut s'établir à part, a droit à une portion des biens de lignée ; 2° Il faut que les jeunes mariés déclarent expressément leur volonté d'avoir habitation séparée. Si, au contraire, ils préfèrent vivre à mêmes feu et pot que les parents de l'héritier, ils doivent néanmoins verser la dot du conjoint, mais ils n'ont plus droit à rien, puisqu'ils vivent aux frais de la maison.

Le partage des biens de lignée s'explique ici par l'importance des patrimoines. En effet, le besoin d'une surveillance plus active, la facilité de s'établir à part sur un domaine qui compte parfois plusieurs habitations, ont contribué à ébranler l'antique communauté que nous avons rencontrée dans les vallées pauvres de Barège et du Lavedan.

Les textes établissent nettement l'obligation de ce partage, tant pour les parents qui vivent tous les deux, que pour le survivant quel qu'il soit, propriétaire ou adventice, la coutume de Sole donnant cependant une condition inférieure à ce dernier.

Cette admission de l'époux adventice à la jouissance d'une portion des biens de lignée montre encore plus nettement ici l'ébranlement de l'ancien état familial qui attachait tant d'importance à la distinction des maisons.

Sole, XXIV, 22 : Labourt, IX, 18 : « L'aisné ou aisnée qui a baillé le mariage à ses père et mère, ou la moitié au survivent (proprietary ou la quoarte à l'adventici distingue Sole) s'il veut demeurer à part, peut si bon luy semble, leur demander ou au survivant partage, et luy doit estre baillé la moitié des biens de ligne à part et divis et porte la moitié des charges qui sont sur iceux, et l'autre moitié demeure à ses père et mère, ou au survivant, proprietary ajoute Sole. Et si lo survivent es adventici, las tres parts demoren audeit filh ou filhe, et la quoarte par audeit adventici survivent ».

L'ainé marié a donc un droit incontestable au partage des biens de ligne, mais ce partage une fois fait, il n'en acquérait pas pour cela la libre disposition.

De même que les père ou mère héritiers ne pouvaient rien aliéner du bien familial sans l'assentiment de leur héritier présomptif, de même l'enfant aîné émancipé, c'est-à-dire marié et établi à part, ne pouvait rien aliéner de la portion de patrimoine qui lui avait été transmise, sans le consentement du parent co-partageant, excepté toutefois dans les cas de nécessité urgente où il est impossible ne ne pas vendre :

Sole XVII, 4 : Labourt V, 6 : « L'ainé ou aînée estant émancipé, comme dessus est déclaré, peut vendre ses biens, si n'est qu'ils fussent de lignée, lesquels ne peut vendre sans le consentement des père et mère.

Le même concours devait être exigé à plus forte raison pour les dispositions à titre gratuit.

Cette nécessité d'une volonté commune chez les aînés représentants de chaque génération, pour rendre disponibles les biens propres est visiblement, comme d'ailleurs nous l'avons montré plus haut, un vestige de la communauté de famille primitive qui a certainement régné dans ces régions. Mais c'est spécialement dans les rapports que nos coutumes établissent toutes les deux entre le chef de famille mâle ou femelle devenu veuf et l'ainé de ses enfants, fils ou fille qui s'est marié, qu'elles ont conservé un caractère plus profondément indigène.

La part des biens de ligne qui est demeurée entre les mains du survivant est rigoureusement indisponible. Et chacun des co-partageants a, par ailleurs, un droit très strict de surveillance sur l'administration de l'autre.

D'abord, indisponibilité de la portion des biens de lignée du survivant : Sole XXIV, 25 ; Labourt IX, 21. « En cas dessusdits, où partage se fait entre le survivant père ou mère, et l'enfant aîné ou aînée des biens de ligne, papoaux et avitins, le survivant ne peut la moitié d'iceux biens, qu'il a eu par partage, aucunement aliéner, hypothéquer, ne obliger ».

Ensuite, droit de surveillance mutuelle. Et ce n'est pas là une simple affaire de bon conseil, c'est au contraire un droit formellement sanctionné dans les textes. En premier lieu, si le père use mal de la portion qui lui est échue par le partage, ou ne l'entretient pas comme il faudrait, l'enfant peut l'obliger à la lui remettre, quitte à le nourrir.

Sole XXIV, 9; Labourt, IX, 25. « Si le survivant commence à mal user de ses biens à lui eschus en partage, et iceux biens n'entretient comme est requis, l'aisné ou aisnée le peut requérir de lui rendre icelle moitié et qu'il renonce à l'usufruit offrant le nourrir. »

On peut même, dans tous les cas, contraindre le survivant qui administre mal à rendre sa portion, sauf s'il donne des garanties qui permettent de la sauvegarder.

Sole 30, Labourt, 26. « Le survivant peut estre à ce contraint, lequel, comme dessus est déclaré, doit être nourri par l'enfant. »

31, 27. « Si n'est que le survivant veuille bailler caution suffisante d'entretenir les biens en l'estat qu'ils estaient au temps du partage ».

En second lieu, par réciprocité, l'héritier, fils ou fille, administre-t-il mal, le parent survivant peut l'obliger à lui rendre les biens qu'il lui a livrés.

Sole 32, Labourt, 28. « Si l'aisné ou aisnée n'entretient comme est requis, la moitié d'iceux biens de lignée, à luy baillez en partage, le survivant, père ou

mère, le peut contraindre, comme est déclaré de l'enfant au survivant ».

Ainsi, surveillance mutuelle, le père ou la mère surveille l'enfant, l'enfant surveille son père ou sa mère. Et nos coutumes, qui ne veulent que la bonne culture et la conservation des biens, donnent la propriété au meilleur administrateur.

De son côté, le père ou la mère survivant peut simplement préférer renoncer au bénéfice du partage et vivre chez l'héritier. Celui-ci est alors obligé de le recevoir et de le nourrir.

Sole, 26. — Labourt, 22. « Si iceluy survivant veut retourner demeurer avec son fils ou fille, et renoncer à l'usufruit de la moitié d'iceux biens à lui baillez ou demeurez par partage, faire le peut ».

Sole 27. — Labourt 23. « Et est tenu le fils ou fille le recevoir, et le nourrir et entretenir selon son estat et qualité de la maison, nonobstant ledit partage ; posé qu'il ait convolé à secondes nopces ».

Nos coutumes restreignent expressément cette obligation à l'époux survivant, père ou mère de l'héritier.

Ainsi, d'après un texte formel, elle ne s'étend ni au conjoint ni aux enfants d'un second mariage du parent survivant.

Sole 28. — Labourt, 24. « Toutesfois iceluy enfant, aîné ou aînée, n'est tenu nourrir la fempne ou mary des secondes noces d'iceluy survivant ne les enfants qui en sont procérez. »

Béla excepte, cependant, pour ces personnes le cas d'extrême pauvreté. L'ainé doit alors subvenir à leurs besoins, s'il a le moyen de le faire commodément, « parce que, dit-il, l'ainé à la garde ou tutelle de telles personnes et telle garde présuppose charge de nourrir(1). »

Le partage obligatoire entre parents et héritier direct que nous venons de voir s'appliquait à la deuxième génération comme à la première et ainsi de suite.

Sole, XXIV, 23; Labourt, IX, 19 : « Si l'aisné ou aisnée a aucun enfant d'aage à marier et de plusieurs enfants l'ainé se marie, soit du consentement de ses père ou mère ou du survivant, ou après l'aage baptisé au titre des successions sans testament, passé, peut venir à partage en la qualité que dessus; s'il veut demeurer à part, doit avoir la moitié d'icelle moitié, qu'iceluy aisné son père a eu par son partage. Et ainsi consécutivement les autres enfants aisnés mariés, qui descendent successivement de degré en degré. »

Sole, 24; Labourt, 20 : « Toutes fois est entendu par la coustume que le dernier marié ne peut quereller ou demander que la moitié en la portion escheue à ses père et mère, ou au survivant, sans ce qu'il puisse autre chose demander à la portion des autres. » Ces partages forcés de génération en génération entre ascendants et descendants sont bien le dernier mot de cet état juridique qu'on appelle la communauté de famille et où la propriété ayant cessé d'appartenir à la cité, à

1. Cordier, *Org. de la fam. chez les Basq.*, p. 55.

la tribu, au peuple, mais pas encore individualisée repose sur tous les membres d'une famille qui peuvent l'invoquer non seulement à cause de mort, mais encore du vivant les uns des autres.

Tout cet ordre d'idées est complété par l'exercice effectif du retrait lignager. Mais nous nous contenterons d'en signaler brièvement la présence pour ne pas sortir de notre cadre.

Le retrait lignager qui fait rentrer dans la ligne les biens aliénés pour de pressants besoins ne pouvait manquer, en effet, dans des coutumes qui attachent tant de prix à la conservation de la maison. Les coutumes de Barège et du Lavedan le consacrent, la première, dans son art. 17, et la seconde, dans son art. 11.

Ces deux textes présentent une différence remarquable au point de vue de l'ordre du retrait. En Lavedan il est le même que celui de succession, tandis qu'à Barège on ne considère que le degré de parenté. En dehors de cela les règles étaient les mêmes dans les deux coutumes d'après les termes de nos articles expliqués par la jurisprudence locale (1). Le retrait lignager n'a lieu que pour les biens de souche et avitins ; il ne peut atteindre les choses mobilières ni les acquêts. Il n'avait également lieu que pour les biens vendus et ne pouvait s'étendre aux biens aliénés à titre gratuit ou par échange. Le droit de retrait ne pouvait être cédé,

1. B. de Lagrèze, *op. cit.*, p. 228.

il était attaché à la personne même du lignager. De plus, ceux qui étaient inhabiles à succéder ne pouvaient exercer le retrait. Enfin, il se prescrivait dans l'an et jour, et la prescription n'était pas, en général, suspendue par la minorité.

Dans la Soule et le Labourt, la faculté de retraire était bien plus étendue. Elle durait 41 ans dans la Soule et toujours dans le Labourt.

Nous n'avons pas à entrer ici plus avant dans les détails de l'exercice du retrait lignager. Remarquons simplement qu'il était très fréquent et que si, dans le pays basque français quelque étranger y acquérait des immeubles toutes les bourses s'ouvraient pour laver par l'exercice du retrait ce que l'on regardait comme une tache nationale (1).

CHAPITRE IV

DU DROIT DES CADETS

Les développements précédents nous ont montré le principe fondamental de l'organisation communautaire qui caractérise ici la famille, dans un droit d'aînesse rigoureux qui fait de l'aîné, sans distinction de

1. Francisque Meihel, *Le pays basque*, p. 199.

sexe, l'héritier du domaine familial et l'administrateur de ces biens au nom de la communauté.

A côté de cet aîné qui a aussi des droits fixés irrévocablement par les coutumes, comme étant d'ordre public, les cadets occupent une place très secondaire. Leur sort était entièrement subordonné à celui de l'aîné et dépendait généralement, du moins à l'origine, des convenances de leur maison natale. Ils n'ont pour tout droit que celui de réclamer une légitime, qui même pendant longtemps resta indéterminée et devait avant tout ne pas préjudicier à l'aîné.

§ 1^{er}. — *Coutumes de Barège et du Lavedan*. — En effet, d'abord, d'après les coutumes de Barège et du Lavedan, une légitime est assurée aux enfants puînés. En quoi consiste-t-elle ?

La coutume de Barège nous dit en son art. 8 : « Les pères et mères doivent bailler les légitimes égales à leurs enfants puînés appelés en vulgaire du pays esclaus et esclaves, gardant en cela le nombre d'enfants et faculté des biens de la maison, et non autrement, s'il n'est trouvé à propos par considération particulière connue par les plus proches parents. Deux observations doivent d'abord être faites sous cet article ; nous les empruntons à Noguez (p. 189), qui a su les mettre très heureusement en relief : 1° Les mots « légitimes égales à leurs enfants puînés », ne signifient pas que les enfants donataires soient obligés de remettre en espèces à la masse ce qu'ils ont reçu et n'aient pas la

liberté de le retenir sur ce qui peut leur compéter de légitime. La coutume veut seulement que les enfants légitimes ne puissent pas être avantagés les uns plus que les autres. Les termes « gardant en cela le nombre des enfants et faculté des biens de la maison » démontrent sensiblement que la coutume n'exige pas autre chose, et en cela, elle a bien moins en vue l'intérêt propre des héritiers légitimes, que celui des héritiers coutumiers dont les droits pourraient être fort ébréchés par les trop grandes donations que les père et mère se porteraient à faire à leurs enfants.

2^o Noguez (p. 191) affirme que la dernière disposition de l'article 8, au sujet de l'intervention des plus proches parents, n'était guère en vigueur de son temps. En effet, d'une part, il n'a trouvé aucun contrat qui prouve cette pratique, et d'autre part, si l'on trouve véritablement des actes où les pères et mères héritiers à la faveur de cette disposition ont constitué à leurs enfants puînés au-delà de ce qui leur était dû, on en trouverait vraisemblablement en aussi grand nombre desquels il résulte que les enfants aînés se sont pourvus contre ces constitutions excessives et ont forcé les légitimes ou leurs ayant cause à les réduire et retrancher à la portion qui pouvait leur compéter de droit.

Et Noguez p. 192 cite des exemples de cela, mais qu'il serait trop long de relater ici. L'article 1^{er} de la coutume du Lavedan consacrait le même droit à une

légitime au profit des cadets : « frères et sœurs cadets qui chacun n'ont que leur légitime telle que de droit à régler suivant le nombre des enfants et portée desdits héritages »..... Cet article, ne fixe pas exclusivement la quotité des légitimes, mais c'était, à cet égard, la loi romaine qui avait prévalu. On appliquait la règle de la nouvelle 18 qu'exprime le distique connu :

*Quatuor aut infra natis dant jura trientem
Semissem vero, fuerint quinque vel ultra,*

c'est-à-dire, si les légitimaires étaient au nombre de quatre ou au-dessous, ils partageaient le tiers des biens par portions égales, s'ils étaient cinq ou plus, ils partageaient la moitié.

Cette latitude était encore bienfaisante pour assurer la conservation de la maison. Mais le vieux droit du pays tel que le rappelle l'article 8 de la coutume de Barège, était plus avantageux à l'héritier coutumier. En effet, la quotité de la légitime était laissée indéterminée, et seulement limitée par les facultés de la maison, ce qui avec les droits de l'aîné à sauvegarder la réduisait beaucoup. D'ailleurs, cette disposition donnait lieu à de nombreuses difficultés, et même déjà dans l'usage on suivait la fixation romaine qui fut adoptée définitivement par la coutume réformée.

Pour fixer les légitimes on fait une masse des biens de souche et des acquets ; on rapporte fictivement les

biens donnés et légués ; puis on les calcule sur cette masse d'ordinaire suivant le nombre des enfants, l'aîné compris, d'après la loi romaine. Les légitimes se prennent tant sur les biens délaissés par les père et mère et autres ascendants et exstans à leur décès que sur ceux dont ils auraient disposé soit par ordonnance de dernière volonté, soit par donation entre vifs, et, soit en faveur de quelqu'un de leurs enfants, soit au profit d'un étranger, distraction préalablement faite des dettes. La contribution se faisait dans l'ordre suivant : 1^o les biens de souche pour une fraction restreinte dépendant du nombre des enfants ; 2^o les acquets libres jusqu'à concurrence de la totalité ; 3^o le $\frac{1}{4}$ libre des biens de souche : 4^o à défaut pour parfaire, les legs ; 5^o et si les legs ne suffissent pas on rapporte réellement les donations en commençant par la dernière.

Dans toute la région de Barège et du Lavedan le tort qu'éprouvaient les cadets dans l'attribution des biens en ligne directe n'était point réparée en ligne collatérale. On sait que le droit d'ainesse absorbait tout et qu'il n'y avait pas de succession collatérale même des acquets.

Enfin le devoir des cadets étant, avant tout, de rester dans la maison, d'y servir, s'ils y manquent, leurs droits périclitent dans une certaine mesure. Ainsi, un puiné qui sort de la maison sans le consentement de l'héritier, chef de famille, doit précompter sur sa légitime ce qu'il gagne au dehors.

C'est ce qu'exprime la coutume de Barège en son article 16 : « Un puiné ou une puinée, appelés en vulgaire du pays esclau et esclabe, qui sortiront de la maison pour travailler, trafiquer ou demeurer valet ou servante ailleurs, sans l'approbation et consentement du père et de la mère ou de l'héritier de la maison, sont obligés de tenir en compte ce qu'ils ont gagné sur ce qu'ils peuvent prétendre de leur maison tant moins de leur légitime. »

Les enfants puinés sont donc, d'après cet article, comptables de leurs acquisitions au chef de famille, quel qu'il soit, non seulement leur père ou mère, mais encore leur frère ou sœur héritier. Ainsi, la subordination des cadets à la maison est telle qu'ils ne peuvent en sortir de leur libre volonté qu'au risque de perdre leurs droits légitimaires.

Noguez (p. 315) explique cette exigence par le motif d'engager jusqu'à leur établissement, les puinés à rester dans la maison pour y travailler les biens et procurer ainsi l'aisance à la famille, « car, ajoute-t-il, les terres ne rapportant pas ici à proportion du travail, s'il fallait recourir aux soins de l'étranger pour la culture des biens de la maison, le revenu serait à peine suffisant pour subvenir aux charges et travaux de culture. » Cette remarque d'un légiste comme Noguez a, étant donné la qualité du commentateur, une importance qui n'échappera à personne. Ainsi, ce serait exclusivement le fait des conditions naturelles du lieu qui aurait imposé ici la loi.

En dehors du texte lui-même, la situation des puinés se trouvait encore aggravée par le sentiment du commun des gens du pays qui leur imposait deux autres obligations : 1° Un puiné est tenu de faire raison de toutes les acquisitions qu'il peut avoir faites par le moyen d'un trafic ou commerce durant le temps qu'il est resté dans la maison natale ; 2° Un puiné qui sort de la maison sans le consentement de l'héritier, est tenu non seulement de précompter sur ses droits ce qu'il peut avoir gagné ailleurs, mais encore de faire exactement compte de ses acquisitions qui excéderont la légitime, en sorte que tout doit appartenir à l'héritier.

De ces deux points, Noguez (p. 319) accorde le premier, mais refuse le second. Il se base, pour admettre le premier point, sur ce que le puiné qui trafique dans la maison est censé le faire des biens de l'héritier. Or, dit-il, il est juste que celui qui fournit le fonds des acquisitions profite aussi de ces acquisitions. A quoi l'on peut ajouter que les puinés étant entretenus par l'héritier de la maison, il est naturel qu'ils travaillent à son profit. Enfin, tel est l'usage. Il refuse le deuxième point, comme ne le trouvant conforme ni à l'équité, ni à l'usage. « Puisque la coutume est muette, dit-il, il faut appliquer le droit écrit, d'après lequel le père seul, en vertu de sa puissance, a l'usufruit des acquisitions faites par son fils du fonds ou par l'industrie du fils, sans en pouvoir jamais prétendre la propriété. Encore faut-il qu'il réclame cette jouissance..... Dans ce cas, ni la

mère héritière, ni les frères ou sœurs héritiers, ne peuvent exercer un droit dérivant exclusivement de la puissance paternelle. » Cette décision puisée dans le droit romain nous reporte très probablement à la jurisprudence du parlement de Toulouse auquel ressortissait Barège. Mais l'esprit de la coutume qui, en réalité, tient peu de compte de la puissance paternelle, est certainement dans ce que Noguez appelle le sentiment du commun des gens du pays. En effet, la coutume se préoccupe si peu de la puissance paternelle qu'il est bien établi que les enfants puinés peuvent, en quittant leur maison de naissance, travailler pour eux-mêmes s'ils ont le consentement de leur mère héritière et que ce droit de consentir ou de s'opposer n'appartient pas au père s'il n'est pas héritier. Dans ce cas, la mère étant morte, il parvient sur la tête de l'aîné de ses enfants devenu chef de famille (1).

Mais le père ou la mère héritier peut léguer à ses enfants puinés la liberté de sortir de la maison et d'acquérir, à leur profit, et l'aîné doit alors leur faire compte de toute leur légitime sans imputer leurs acquets. C'est ce qui se pratique dans l'usage (2).

Cependant, pour jouir du bénéfice de l'art. 16, le père, mère, frère et sœur héritiers doivent déclarer, par acte dûment signifié, de suite ou bientôt après le départ des puinés, qu'ils désapprouvent ce départ et les

1. Noguez, *op. cit.*, p. 326, 331 et 332.

2. Noguez, *op. cit.*, p. 330, 331.

somment d'avoir à rentrer dans la maison. Noguez (p. 326) est d'avis que leur silence équivalait à un acquiescement tacite.

Enfin, suivant l'esprit de la coutume, les puînés sortis de la maison dont on précompte les acquisitions sur leur légitime, ne peuvent pas obtenir de leur côté les intérêts de cette légitime. L'usage de payer les intérêts d'une légitime est presque inconnu dans la vallée de Barège. Noguez (p. 332) pense néanmoins que ces intérêts peuvent être exigés par le légitimaire sorti de la maison et qui rapporte ; car « il n'est pas juste qu'il soit dépouillé de tous côtés. » « Ils seront, ajoute-t-il, calculés sur le pied de la rente du fonds sujet au droit de légitime », les biens fonds ne rendant de son temps à Barège qu'environ trois pour cent.

Il y avait cependant pour le puîné un moyen de s'éviter ou du moins de diminuer le désagrément de compenser ses gains avec sa légitime, c'était à sa majorité, car alors il pouvait valablement recevoir paiement et donner quittance, se faire faire raison de ses droits de légitime ou bien se régler avec l'héritier, celui-ci ne pouvant plus, après ce règlement, obliger le légitimaire à précompter ses acquisitions.

Dans le Lavedan un peu moins de rigueur s'attachait à la condition des cadets. La coutume du Lavedan qui contenait une disposition analogue à l'art. 16 de la coutume de Barège, restreignait cependant au père ou à la mère héritier le droit d'imputer sur la légi-

time les acquisitions des cadets sortis de la maison sans consentement.

Lavedan, art. 9 : « Les enfants légitimaires qui quittent leurs maisons natales, pour aller demeurer en service, valets, servantes, ou autrement, sans avoir le consentement de leurs père et mère héritiers, et pendant qu'ils vivent, sont tenus de rapporter ou précompter sur leurs légitimes les salaires qu'ils ont gagnés et acquets qu'ils ont faits, si leurs père et mère héritier ou héritière ne le leur quittent et relachent. »

Nous avons pas à faire d'observations nouvelles sur ce texte. A part l'obligation pour les légitimaires d'imputer leurs acquisitions sur les légitimes vis-à-vis de leurs frères ou sœurs héritiers, et les difficultés qu'elle soulève, tout ce que nous avons dit sur la coutume de Barège, était en usage dans les vallées du Lavedan.

Les légitimes étant sorties de la maison avaient, même constituées en acquets, le caractère de biens de souche. On se rappelle, en effet, qu'à Barège et en Lavedan les acquets, quand le chef de maison n'en avait pas disposé, faisaient partie du fidéicomis coutumier. Les légitimes suivaient alors entre les mains des légitimaires les mêmes règles que les biens de souche entre les mains de l'héritier. Elles subissaient des restrictions semblables, et étaient soumises également au fidéicomis coutumier et au droit de retour.

Du temps de Noguez, à part le cas que nous verrons de puînés qui, se mariant entre eux pour être communs,

se donnent éventuellement la moitié de leurs légitimes et peuvent, en cas de survie, disposer de la moitié des biens qu'ils ont reçue de leur maison, les légitimes étaient en réalité indisponibles pour les trois quarts.

La coutume de Barège accordait seulement, il est vrai, la disposition à titre gratuit du quart au légitimaire marié qui n'a pas d'enfants ; mais l'usage étendait cette faveur à celui qui a des enfants, aux puînés célibataires et aux prêtres. En Lavedan, la libre disposition de la quarte était permise pour les légitimes exactement comme pour les biens de souche.

La portion indisponible de la légitime est réversible à l'ainé ou à ses successeurs, si les légitimaires meurent sans laisser d'enfants. Le droit de retour est perpétuel. A quelque époque éloignée que s'éteigne la postérité d'un cadet, il s'exerce au profit de la maison de souche.

Barège, art. 9 : « Si les gendres qu'on entend dans ce pays ceux qui épousent les héritiers et brus et nores, celles qui épousent des héritiers n'ont point d'enfants après la mort d'un d'eux le survivant ne peut disposer que (lire d'après Noguez, p. 120, pour donner son véritable sens à cet article : Si les gendres etc., et brus etc., n'ont point d'enfants à leur décès ils peuvent disposer) de la quarte de la légitime, ou constitution qu'il aura portée dans la maison de sa femme, et l'autre partie restante fait retour à la maison d'où elle est sortie, sans que les frères, sœurs, cousins et autres proches

parents des dits gendres ou brus puissent rien prétendre de cette partie restante et du total de ladite légitime ou constitution se distraient les frais funéraires. Et l'article 20 de la même coutume porte que « le paiement du retour des constitutions se fait en pareils termes et espèces qu'il a été fait en conséquence des pactes de mariage.

La coutume du Lavedan dit également en son art. 3 :

« Par la même coutume les légitimes sont reversibles, lorsque les légitimaires et leurs descendants viennent à mourir sans enfants, en sorte que lesdits légitimaires et leurs enfants ne peuvent au préjudice du retour établi par la coutume, disposer que de la seule quarte de leurs légitimes, compris en cette quarte leurs fraix funèbres et tous legs pies ; les trois-quarts desdites légitimes, si elles se trouvent en nature et non mangées ou consommées par les dettes et hypothèques desdits légitimaires devant être rendus aux héritiers des maisons d'où les dits légitimaires étaient sortis, à pareilles espèces et pacts qu'elles avaient été payées ; et si lesdits légitimaires meurent sans avoir du tout disposé, toutes les légitimes font retour aux héritiers des maisons d'où les dites légitimes étaient sorties, sans que les autres frères, ni sœurs, ni autres collatéraux desdits héritiers y aient aucune part. »

Ces deux coutumes admettent donc nettement le retour de la légitime en faveur de l'héritier de la maison quel que soit son degré de parenté, avec la seule diffé-

rence que dans la vallée de Barège les frais funéraires et les legs pies devaient être distraits du total de la légitime, tandis que dans le pays du Lavedan ils étaient pris sur la quarte.

Cette légitime appartient uniquement à l'héritier de la maison en faveur de laquelle se fait le retour, sans que ses frères ou sœurs, ni leurs descendants ou autres parents y puissent rien prétendre. Mais elle peut être diminuée et absorbée même, par les dettes, charges et hypothèques, contractées par le légitimaire et par ses descendants, ainsi que l'établit Noguez, p. 212, et que le dit expressément l'art. 3 de la coutume du Lavedan. — En résumé, le droit au retour des légitimes est reconnu aussi formellement par la coutume de Barège que par la coutume du Lavedan. — Et on ne s'explique pas comment M. La Ferrière a pu commettre l'erreur de distinguer entre elles : « Les coutumes du Lavedan semblables aux coutumes basques rendent, dit-il, les légitimes reversibles aux maisons des aînés, lorsque les puînés ou leurs enfants meurent sans postérité. Les coutumes de Barège qui s'adressent à une population beaucoup moins nombreuse ne contiennent pas cet usage caractéristique. »

La réforme des coutumes de Barège et du Lavedan, titre IV, art. 5, atténua la loi rigoureuse du retour perpétuel ; il dut cesser désormais sur la tête des petits enfants du légitimaire.

Enfin les légitimes ayant, comme nous venons de le

voir, le caractère de biens de souche, les dettes des légitimaires devaient s'imputer selon les mêmes préférences sur les acquêts, la quarte disponible et en cas d'insuffisance, sur les trois quarts réservés de la légitime. Toutefois, d'après Noguez (p. 215), le prélèvement aurait lieu dans la coutume de Barège, sans ces distinctions, sur la totalité des propres et des acquets à l'égard du simple légitimaire en sorte que dans cette matière, s'il faut accepter les décisions du commentateur, la coutume de Barège eût été plus libérale que celle du Lavedan, mais aussi moins fidèle au soin de conserver les patrimoines.

§ 2. *Coutumes de Sole et de Labourt.* De leur côté, les coutumes de Sole et de Labourt ne faisaient pas en réalité aux cadets une situation plus favorable. Sans doute, ceux-ci venaient *ab intestat* sur les acquets au même titre que l'aîné, privilège que ne leur accordait pas les coutumes de Barège et du Lavedan. Mais nous savons d'autre part que « chacun peut disposer de ses acquets à son plaisir pourvu que, s'il y a enfants, il laisse à chacun d'eux quelque chose des dits acquets, si peut soit-il. » Ainsi, tous les enfants, l'aîné compris, n'ont sur les acquets de leurs parents qu'une réserve dérisoire. Or il arrivait fréquemment que le chef de maison substituait ses acquets au profit de l'aîné et par suite au préjudice des cadets.

Le véritable droit des cadets et le seul, c'était le droit au mariage. Mariés et dotés, ils n'avaient plus

rien à réclamer à leurs parents, ni même à prétendre sur leur succession. Et encore leur droit n'était pas absolu non seulement du côté de leur père ou mère, mais aussi de leur frère ou sœurs héritiers. La dot n'était en quelque sorte pour eux qu'un certain paiement des services qu'ils avaient rendus à la maison. Si ces services ont fait défaut, si les cadets ont été se procurer des gains en dehors de la maison, l'héritier n'est pas tenu de les marier.

Sole, XXVII, 34 ; Labourt, XII, 19. « L'ainé ou aînée qui, par la coutume, succède à ses père et mère, ayeul et ayeule, es biens de lignée, est tenu pour toute légitime d'iceux bien marier ses sœurs de père et mère ou du côté dont les biens sont descendus, selon la faculté d'iceux, si elles servent à la maison de l'ainé ou aînée respectivement ou ailleurs, à la volonté du succédant, autrement n'est tenu de les marier. »

Ces deux coutumes ne parlent que des cadettes, mais Béla, dans son commentaire sur la coutume de Sole, dit plus généralement les cadets. Ce sont enréalité des domestiques sans gage dans leur propre maison, tant qu'ils ne sont pas mariés. Et le mariage leur est présenté comme une prime au zèle qu'ils apportent au service de l'ainé.

La coutume de Labourt ajoutait seule :

XII, 20. « Et quant à ses frères puînés de père et de mère et du costé dont les biens viennent, leur est tenu

de bailler la quarte partie seulement de la légitime que de droit leur appartient; et s'ils ont été mariez par les père, mère, ayeul ou ayeule ou l'un d'eux, ne peuvent aucune chose querreller ou demander en la succession. »

La première partie de cet article est difficile à saisir. M. Cordier dit qu'elle signifie peut-être que les puînés qui ne travaillent pas au profit de la maison sont réduits au quart de leur légitime, tandis que les cadettes, dans le même cas, ne sont point dotées en mariage.

Enfin, le calcul, la disposition, la succession et le retour des légitimes sont des points obscurs sur lesquels il serait facile de bâtir des hypothèses très soutenables, mais nous estimons préférable de nous abstenir. Disons simplement un mot du retour des légitimes à la maison d'où elles sont sorties. Nous avons vu combien il était absolu à Barège et en Lavedan, il est vraisemblable que la même rigueur s'est observée dans la Soule et le Labourt, et qu'ainsi que le mentionne encore expressément le for de Basse-Navarre, les légitimes dotales et non dotales même constituées en acquets, ont été regardées comme propres et comme telles, soumises au retour dans leur intégralité.

Béla estime encore que les deniers dotants, ameublements, bijoux, étrennes, etc., suivent les choses avitines en matière de succession. C'est là une trace manifeste de l'ancien droit et une preuve nouvelle de

l'innovation du système spécial aux acquets. Car avec cette succession spéciale aux acquets qui comprenait même les propres naissants, on a dû logiquement faire pour les légitimes la même distinction que pour le patrimoine, et attribuer, en cas de mort du légitimaire sans postérité, les biens de lignée à l'héritier coutumier représentant la maison d'où ils sont venus et les acquets aux successibles ordinaires. Le retour intégral des légitimes qui s'expliquait parfaitement dans les coutumes de Barège et du Lavedan, où les acquets faisaient partie du fideicommiss coutumier, n'a plus ici la même raison d'être, et devait faire place à un retour partiel, le retour intégral ne se produisant que quand le chef de maison substituait expressément les acquets aux propres dans la légitime.

Tout le droit des cadets consistait donc à être établi par la communauté et à ses frais. La légitime plus ou moins importante et dont la quotité avait varié selon les coutumes mais qui à l'origine était universellement proportionnée aux facultés de la maison, n'avait pas eu d'autre but.

CHAPITRE V

INFLUENCE DE L'AINESSE SUR LES DROITS DE MARIAGE

Le mariage le plus habituel, celui qui formait le grand but de nos coutumes était le mariage qui se contractait entre héritier et cadette, entre héritière et cadet. Il y avait à côté les mariages de deux cadets qui unissaient leur destinée pour fonder une maison nouvelle, mais on se rappelle que ces mariages étaient vus avec défaveur et même prohibés dans certaines localités pour ne pas augmenter le nombre des familles. Enfin, les coutumes et l'usage évitaient absolument le mariage entre un héritier et une héritière parce que l'une des deux maisons se fût éteinte. Une alliance de ce genre ayant été une fois contractée dans la Soule, aucun des deux époux ne voulait quitter sa maison pour aller trouver l'autre (1).

Voyons successivement comment chaque groupe de nos coutumes a compris et réglé les divers régimes du mariage.

§ 1^{er}. — *Coutumes de Barège et du Lavedan. Mariage entre héritiers et cadets : Régime dotal.* Comme une suite naturelle du droit d'ainesse, et du droit d'ainesse sans distinction de sexe, le régime dotal est imposé

1. *Revue hist. de dr. fr. et étr.* T. 5, p. 354.

et imposé aussi sans distinction de sexe à celui des époux qui vient avec une dot s'établir sur les biens de son conjoint.

Ainsi, dans ce système familial le mari ou la femme sont en raison de leur situation personnelle et indifféremment époux dotal. C'est au point que nous trouvons le mot dot dans nos coutumes avec cette singularité qu'il est masculin lorsqu'il s'agit de l'apport du mari et qu'il est féminin quand il s'agit de l'apport de la femme(1).

Les droits attachés au mariage dérivent moins du sexe que de la qualité de chaque époux. L'époux qui représente une maison quel qu'il soit, héritier ou héritière, est le maître absolu dans la famille. C'est ainsi que, contrairement au fait ordinaire qui veut que la femme perde son nom en se mariant, quand la maison était représentée par une héritière, c'était, comme on le sait, le mari qui prenait habituellement le nom de sa femme. De plus, l'héritière avait toute liberté d'aliéner dans les cas autorisés par les coutumes, de consentir toutes sortes de contrats, d'ester en jugement pour demander ou défendre, sans l'autorisation de son mari-gendre. Cependant, l'influence des idées romaines qui étaient suivies tout autour avait fait prévaloir, dans la pratique, l'habitude de demander cette autorisation. Mais la plupart des contrats portent qu'elle n'est donnée « qu'en cas de besoin » c'est-à-dire surabondamment et par exubérance de droit (Nog., *op. cit.*

1. Barège, art. 25.

p. 232). D'ailleurs, les principes de droit écrit avaient pénétré peu à peu sous l'action des gens de loi, et l'héritière avait fini par n'avoir exactement que les droits de la femme paraphernale.

En général, l'aptitude civile du chef de maison, qu'il soit mâle ou femelle, est la même. De plus, la puissance paternelle et la puissance maritale semblent s'exercer uniquement au profit du chef de maison quel qu'il soit ; dans le cas d'une héritière elles n'existaient donc pas au sens vrai du mot. Ainsi, dans le plus ancien droit, le consentement au mariage des enfants paraît bien être le privilège sans distinction de sexe de celui des parents qui est héritier. La mère en jouit à ce titre tandis que le père-gendre, n'a pas ce droit. Encore, du temps de Noguez, le mari dotal, sans motif grave, ne peut, s'il lui convient, emmener sa femme de la maison de celle-ci, en retirer les enfants ; la mère, les parents maternels ont, sur ceux-ci, plus d'autorité que lui-même (1). Ensuite, le père gendre ne peut autoriser ses fils puînés à quitter la maison où ils doivent leur travail, mais la mère le peut quand la maison est sienne (2). On doute même qu'il puisse, s'il n'a pas de raisons valables, sortir de la maison du vivant de sa femme. Noguez ne s'explique pas clairement sur ce cas. M. Cordier (*Rev. hist., loc. cit.*, p. 358) présume, cependant, qu'il pouvait s'éloigner, mais en per-

1. Noguez, *op. cit.*, p. 440 et suiv.

2. Noguez, *op. cit.*, p. 331, 332.

dant ses droits. Sa femme, ses enfants, sa légitime, demeureraient au foyer conjugal. Enfin, tandis que, quoiqu'il arrivât, l'époux héritier conservait la maison et avait la maîtrise sur ceux qui l'habitaient, l'époux dotal qui survit à son conjoint doit quitter la maison en cas de convol et y laisser ses enfants sous la garde des proches parents. Le père gendre cesse d'administrer leurs biens et d'en jouir, ce qu'il pouvait continuer sans cela jusqu'à leur mariage ou leur majorité fixée à vingt-cinq ans. Ce droit d'administration et d'usufruit était lui-même évidemment nouveau. Il ne peut, en partant, retirer que la moitié de *son dot*, comme dit le texte ; la mère bru, au contraire, retire toute la sienne (1). Mais l'ancien ordre de choses qui s'atténuait progressivement dans l'usage disparut dans la loi lors de la réforme de nos coutumes devant l'idée romaine de la puissance paternelle : Le gendre qui survit à sa femme héritière garde la libre administration du bien de ses enfants sa vie durant à moins qu'ils ne convole. S'il sort de la maison par incompatibilité d'humeur ou pour raison de convol en secondes noces, il n'est plus tenu d'y laisser la moitié de sa dot. Quant à la bru survivante, son administration cesse au mariage ou à la majorité de l'héritier.

Bref, avant cette époque, l'époux dotal, même le mari, ne jouait auprès de l'époux héritier qu'un rôle très secondaire, considéré simplement comme auxiliaire

1. Bar., art. 25 et Noguez sous cet article.

indispensable au chef de maison pour lui donner des héritiers, conduire son ménage ou travailler son bien. Venu dans la maison de celui-ci avec sa légitime, il ne disposait même pas de ce qu'il apportait. Les dots généralement mobilières étaient versées dans les familles pour entretenir les biens, reconstituer les patrimoines, acquitter les charges et établir les enfants. Mais, ordinairement, les dots étaient remises à l'époux propriétaire ou à ses parents qui en donnaient quittance à l'héritier de la maison de l'époux dotal. Elles étaient garanties, pour le retour éventuel en cas de dissolution du mariage sans enfants, sur tous ou sur quelques-uns des biens des maisons où elles arrivaient (1) ; mais en attendant, ce capital apporté par l'époux se trouvait absorbé, distrait, sans fruit pour lui, et l'on considérait qu'il était assez indemnisé pour être logé, nourri et vêtu chez l'époux héritier sans bourse délier.

D'autre part, le mari dotal ne peut aliéner les biens de sa femme héritière sans le consentement de celle-ci.

Barège, 10. « Les gendres ne peuvent aliéner les biens de leurs femmes si ce n'est pour payer des dettes passives des maisons, ainsi qu'est trouvé convenable pour l'utilité de la maison. »

Cet article ne parle pas des brus, mais Noguez explique ce silence par l'inutilité d'une telle disposition pour des femmes.

1. A Barège, la dernière dot est préférée aux précédentes. La préférence, dit Noguez, *op. cit.*, p. 213, remonte de dot en dot

Ainsi, la coutume interdit, en principe, à l'époux gendre d'aliéner les biens de l'époux héritier, mais il semble qu'elle a adouci ce qui devait être le droit ancien pour tous les cas, en validant les aliénations ainsi faites pour « payer les dettes passives des maisons » et en cas de nécessité ou d'utilité réelle et prouvée.

Le gendre ne pouvait pas davantage obliger sa femme en contractant à son insu, à moins que ses obligations n'eussent tourné au profit de celle-ci ou de sa famille, « ainsi qu'il est décidé dans le droit, dit Noguez, à l'égard des pères de famille et des maîtres pour ce dont ils ont profité par les traités ou contrats consentis par leurs enfants non émancipés et par leurs esclaves » (1).

Les mêmes règles s'observaient dans les usages du Lavedan, bien que l'attestation de 1704 ne contienne pas de disposition expresse à cet égard (2).

La situation très amoindrie qu'avait l'époux dotal dans la maison de l'héritier mâle ou femelle, ressort nettement, à d'autres points de vue, des articles 11 et 19 de la coutume de Barège et de l'art. 5 de la coutume du Lavedan. L'art. 11 de la coutume de Barège ne parle, il est vrai, que du gendre ou mari de l'héritière, mais ce qui y est dit de ce dernier doit s'appliquer nécessairement, comme le font du reste l'art. 19 et la coutume du Lavedan, à la bru ou cadette qui a épousé un héritier.

1. Noguez, *op. cit.*, p. 226.

2. Noguez, *op. cit.*, p. 240.

Voici ces articles *in extenso* :

Barège, art. 11. « Si le gendre vient à décéder plutôt que sa femme sans laisser des enfants ou faire testament ou autre dernière disposition, ceux qui ont droit de succéder audit gendre peuvent retirer l'entière constitution qu'il aura portée dans la maison de sa femme, et non autres choses sous prétexte de améliorations qu'il pourrait y avoir fait. » Noguez se demande, comme cet article ne parle que du cas où un gendre vient à prédécéder son épouse, que penser du gendre qui survit à sa femme et qui, se trouvant sans enfants, est dans le cas de sortir de la maison où il était marié ? Il n'est pas douteux, répondit-il, que le gendre n'a pas plus de droit que son héritier, ainsi que le décide formellement l'art. 19 ci-dessous :

Barège, art. 19 : « Les gendres ou brus, qu'on appelle en langage vulgaire nores, ne succèdent pas aux biens de leurs enfants mourant sans faire testament, mais bien les autres proches parents, héritiers des maisons où les gendres ou nores ont été mariés : et ne peuvent lesdits gendres et nores prétendre sur lesdits biens que tant seulement la répétition de leurs dots et légats si l'on leur en a fait. »

La coutume du Lavedan est aussi rigoureuse.

Lavedan, art. 5. — Les pères qui sont allez gendres épousant des héritières ne succèdent pas à leurs enfants ni ès-hérités, ni ès-légitimes qu'ils ont reçu soit de leur mère héritière, aïeul, aïeule et autres

leurs parents maternels. Non plus que les mères brus ou *nores* qui ont épousé des héritiers ne peuvent non plus succéder ès-dits lieux de coutume aux hérédités et légitimes advenues à leurs enfants du chef de leur père, aïeuls et autres leurs parents paternels. Mais tels gendres et brus *sive nores* sont obligés, après le décès de leurs enfants et descendants de leurs mariages, de se retirer avec leurs légitimes qu'ils ont porté ès-dites maisons où ils sont allez mariés, et laisser l'hérédité au collatéral qui se trouve l'ainé ou représentant l'ainé ou l'ainée desdites maisons et toutes les acquisitions que tels gendres ou brus ont fait dans lesdites maisons, où ils ont épousé des héritiers et des héritières, cèdent et appartiennent aux dits héritiers ou héritières qui peuvent toutefois en disposer, comme il leur plaît, de même que de la quarte de leurs héritages ; et tous les acquêts passent à l'ainé mâle ou femelle qui se trouve de l'estoc ou race desdites maisons. »

Ainsi les gendres et brus sont littéralement dotaux. Ils n'ont point de part aux acquêts du mariage et ne profitent pas des fruits de leur industrie ; la maison seule en profite ; s'ils ont des enfants et que ceux-ci meurent sans postérité, ils ne leur succèdent pas. S'ils survivent sans enfants, ils n'ont droit qu'à la répétition de leur dot ; il ne leur est dû aucune indemnité pour les améliorations qu'ils ont faites aux biens de leur conjoint héritier. L'époux dotal doit travailler uniquement pour le bien et avantage de la maison où il est établi.

Cependant, la coutume elle-même, toute favorable qu'elle est pour les héritiers du sang, accorde aux femmes et maris des gendres et brus la liberté de leur donner ou léguer ce dont il est permis de disposer. « C'est le sens, dit Noguez sous l'art. 19, Barège, qu'il faut donner à ce qui est dit en l'article 19 cité, que « les gendres et brus ne peuvent prétendre que la restitution de leurs dots et légats qu'on leur aura consentis. » La même faveur semble nettement accordée, en termes différents, par l'art. 5 de la coutume du Lavedan, qui permet aux héritiers et héritières de disposer *toutefois* comme il leur plaît des acquisitions de leurs femmes brus et de leurs maris gendres, de même que de la quarte de leurs héritages. Qu'on relise attentivement le texte, et il en ressortira clairement par suite de l'expression « *toutefois* » que ce droit de disposition des héritiers peut s'exercer à l'égard des époux dotaux.

Mais notre commentateur de « la coutume de Barège » constate qu'en pratique il arrive rarement que les héritiers et héritières usent de cette liberté avec discrétion, — il s'en indigne — comme si ce n'était pas un devoir qu'exige d'eux, autant l'humanité que la religion, de ne pas laisser manquer des personnes avec qui ils ont été si intimement unis, avec qui, selon l'expression de l'Écriture, ils n'ont dû faire qu'un même esprit et qu'un même cœur : « *Duo in carne unâ.* »

Nous avons tenu à citer la remarque de Noguez et l'appréciation dont il la fait suivre. Car, en montrant

combien les héritiers et les héritières se préoccupaient davantage de l'intérêt de leur maison que des devoirs ordinaires de l'association conjugale, elles peignent sur le vif le rôle ici tout puissant des mœurs qui continuent à maintenir souvent avec plus de rigueur que la loi adoucie par des influences étrangères l'antique état de la famille dans sa subordination aux principes de la conservation des biens et du droit d'ainesse, conséquence de son organisation communautaire nécessitée et maintenue par les conditions naturelles du lieu.

Cependant la réforme de nos coutumes allégea, par une innovation équitable, la position du mari dotal et de la femme dotale, en leur accordant, dans les biens acquis, la part à laquelle ils sont censés avoir contribué par leur travail : Ils profitent de la moitié des acquêts faits durant leur union par leur travail et industrie et non à tout autre titre, et du quart en cas de vie des père et mère du conjoint héritier.

Le mariage normal entre héritiers et cadets ne comportait aucun autre régime des biens que le régime dotal, avec une situation très secondaire pour le cadet, époux dotal, de quelque sexe qu'il fût, le tout strictement réglé par la coutume.

Au contraire les unions entre cadets comportaient moins de fixité et plus de liberté. Elles s'étaient en quelque sorte organisées en dehors de la coutume. A Barège comme en Lavedan, leur régime matrimonial dérivait uniquement des contrats. Aussi pouvaient-ils

se marier entre eux sous les régimes les plus divers ; tantôt l'un d'eux, le mari ou la femme se déclarait héritier, et l'autre conjoint devenait seulement dotal. C'était alors le régime dotal avec toutes les conséquences que nous avons vues ; tantôt les deux époux restaient sur le même pied chacun avec sa légitime et sans communauté ; tantôt enfin, ils se mariaient sous un régime de société d'acquets.

Régime de communauté. La communauté est le régime ordinaire que contractent ensemble les puinés. Quelques-uns ont même pensé que cette communauté était de coutume à Barège. Mais Noguez est d'avis contraire et il cite à l'appui de son opinion un grand nombre de contrats, où la communauté est déclarée d'une manière explicite (1).

La communauté dont il s'agit ici était surtout une société de profits et de pertes dans laquelle chacun des contractants prenait la moitié des acquets en supportant la moitié des dettes (2).

Le cadre restreint de cette étude nous interdit d'analyser au fond cette communauté.

Notons simplement que le mari en était toujours le chef, qu'il avait seul l'administration des biens communs, qu'il pouvait les vendre ou les obliger de sa propre autorité et que sa femme ne le pouvait point (3).

1. Noguez, *op. cit.*, p. 256 et suiv.

2. *Rev. histor. cit.*, T. 5, p. 392.

3. Noguez, p. 289 et suiv.

Ensuite, indépendamment des acquêts, les légitimes constituées aux époux tombaient dans leur société, en ce sens qu'en cas d'insuffisance des acquêts, elles devaient contribuer aux dettes, par égalité, sans égard à leur quotité respective, « étant juste que les pertes fussent réparties de la même manière que l'eussent été les profits s'il y en avait eu ».

A la mort de l'un d'eux le survivant partageait les acquêts avec l'héritier du décédé, tandis que pour les légitimes, il se faisait un règlement spécial. Elles demeuraient distinctes ; l'époux survivant reprenait d'abord la siennæ ; et de plus, s'il n'y avait pas d'enfants de son mariage, il retirait encore la moitié de la légitime de son conjoint décédé. L'héritier coutumier de celui-ci, n'en reprenait alors que l'autre moitié, au lieu des trois quarts qui différemment étaient sa réserve ordinaire, les légitimes étant traitées comme biens de souche. Néanmoins l'intervention de l'héritier coutumier au contrat qui diminuait ainsi ses droits n'était point nécessaire bien que cela eût fait question, dit Noguez (p. 292).

D'autre part, le survivant qui reprenait toute sa légitime retenait la faculté d'en disposer pour moitié.

Quant à la coutume du Lavedan, elle ne parlait pas du tout des puînés mariés ensemble, ni de la communauté de biens à contracter entre eux. Cependant, il était ordinaire en fait de voir, au témoignage de Noguez, dans ce pays de puînés mariés ensemble et gène-

ralement comme communs. Leur régime matrimonial, la communauté de biens ou tout autre, y était donc entièrement de pacte, et c'était le contrat de mariage qui faisait la seule loi des époux.

La coutume réformée déclara communs les puinés mariés entre eux sans qu'il fût besoin de contrat, aux acquêts tant industriels qu'autres par eux faits durant leur union.

En résumé à Barège comme dans le Lavedan le régime dotal et le régime de communauté existaient côte à côte, mais dans des sphères différentes. Suivant une loi qui se vérifie d'ordinaire, le premier était suivi par les ménages d'héritiers où il s'harmonisait avec l'inégalité de condition des époux ; et le second était généralement établi par contrat dans les ménages de puinés où il s'adaptait naturellement à la similitude d'état des deux conjoints, au caractère identique de leurs apports, à leur médiocrité commune et à leur commun labeur.

§ 2. — *Coutumes de Sole et de Labourt. — Régimes des mariages.* — Or, en passant à l'examen des coutumes de Sole et de Labourt, où le droit successoral est, comme nous l'avons vu, sensiblement le même qu'à Barège et en Lavedan, nous avons été vivement surpris de trouver, en tête du titre des droits de mariage, cette communauté de biens qui ne convient, en réalité, dans l'esprit général de ces coutumes, qu'à des cadets, dont le sort les préoccupe d'ordinaire fort peu.

L'importance qui est donnée ainsi à la communauté dans la Soule et dans le Labourt est un des signes manifestes de l'ébranlement du vieil état de la famille que nous savons s'être produit dans ces contrées plus ouvertes aux influences extérieures et où les familles étaient plus riches, moins subordonnées à l'art pastoral et aux conditions particulières de l'établissement sur le sol que dans les vallées pauvres de Barège et du Lavedan. De fait, on saisit très bien la voie par laquelle le régime de la communauté a dû entrer dans le vieux mariage basque. Ce régime, qui naissait naturellement pour les puinés de leur égalité réciproque de situation, est devenu bientôt pour eux d'un usage général. C'est le point où nous l'avons vu ci-dessus. Ici, un pas de plus a été fait. Les puinés restent moins groupés autour de l'héritier que dans les régions précédentes et se marient davantage entre eux, car les facilités de vivre et de s'établir à part sont plus grandes dans ces contrées relativement basses que dans les pays de hautes montagnes. Or, le nombre des mariages entre puinés étant plus considérable que celui des mariages d'héritiers, puisqu'il n'y avait jamais qu'un héritier par famille, leur régime en acquit une telle importance qu'il prit une place prépondérante dans la coutume.

La coutume de Sole l'a écrit ainsi dans son art. 1^{er} du titre des droits de mariage :

« Home et fempne, qui vulgarement son apperats

soult et soulte, conjoints en maridadge, son comuns en biens, tant en so que portan lun à l'autre, pert support deu maridadge; que aussi parellement en so qui conquistan durant lo maridadge. Deusquoaus lo marit a l'administration, et pot disposar au profit commun, tant de l'un come de l'autre à son plaisir et voluntat, sens demandat consentement à la molher. »

Si la place de cet article marque la prédominance dont jouit le régime matrimonial qu'il expose, ses termes formels établissent néanmoins qu'il ne s'applique qu'à des puinés qui ne sont pas liés par le fidéicomis coutumier et qui s'appellent soult et soulte.

Ici, le régime de communauté d'acquets est plus étendu qu'à Barège. Il comprend aussi les biens que les époux se portent l'un à l'autre. On ne trouve pas un règlement spécial pour les légitimes. M. Cordier excepte cependant de la communauté les biens dont ces puinés ne peuvent disposer, c'est-à-dire les biens substitués ou assujettis au retour qui, en succession, suivent la loi coutumière (1).

La coutume de Labourt reproduit toutes les clauses de ce régime de communauté aux acquets, à part deux exceptions. Elle n'y fait entrer que les biens qui sont acquis durant le mariage et n'en restreint pas expressément, comme la coutume de Sole, l'application à une catégorie d'époux.

Labourt, IX, 1 : « Homme et femme, conjoints par

1. Et cela par argument des articles 6 et 7 du titre XXIV.

mariage, sont communs en biens conquets meubles et immeubles, faits par eux durant le mariage, desquels le mari peut, comme seigneur d'iceux, disposer entre vifs à son plaisir et volonté. »

Cet article ne distinguant pas entre les mariages d'ainés et les mariages de cadets, on en a induit que la société d'acquêts était, dans le Labourt, le droit commun du mariage. Cependant, en opposition à cela, nous verrons un peu plus loin, au même titre, qu'ayant à traiter des unions entre aînés et cadets, la coutume s'explique, aux art. 15 et 16, dans des termes qui excluent tout à fait la communauté. Néanmoins, l'indécision est très grande. Nous pensons, comme nous l'avons déjà dit, que le régime dotal, calqué sur l'organisation spéciale de la famille, a dû s'atténuer et disparaître à mesure que les conditions anciennes de l'établissement sur le sol se sont transformées. Et ce changement s'est produit en raison directe de l'éloignement des montagnes et par suite de l'affaiblissement de l'art pastoral et de l'extension de la culture, causes qui ont amené la fusion des deux ateliers en un seul, l'unité de direction et la prédominance exclusive du mari. On s'explique alors aisément comment le régime de communauté, qui ne convenait primitivement qu'aux ménages de cadets soustraits ordinairement à ces influences, puisqu'ils s'adonnaient le plus souvent à de petits métiers, gagna successivement les ménages d'héritiers en suivant une ligne de progression à laquelle la vue d'une carte de

géographie donne son vraisens et qui correspond exactement à la législation de nos coutumes. A Barège et dans le Lavedan, pays de hautes montagnes, la coutume pose un régime dotal très strict et s'occupe peu ou point du régime de communauté. Dans la Soule encore influencée par la présence de la montagne, le régime de communauté est toujours réservé aux cadets, mais l'apparition des côteaux et des vallées basses qui, donnant lieu à une culture plus abondante, à une petite industrie et à un petit commerce, favorise l'établissement des ménages de cadets, lui fait prendre la première place. Enfin, dans le Labourt, où la montagne recule de plus en plus, le régime de communauté gagne tellement de terrain que c'est une question de savoir s'il n'est pas le droit commun du mariage. Il est probable qu'il ne l'était pas complètement. Les articles 15 et 16 de la coutume nous montrent qu'il y avait des ménages d'héritiers qui suivaient encore les pratiques anciennes. Le dernier terme de cet ordre d'idées nous est donné par le for de la Basse-Navarre région la moins élevée de toutes celles que nous venons de voir, et qu'il nous sera permis de citer à l'appui de notre thèse, bien que nous ne l'étudions pas ici. Il a inscrit, en effet, le régime de communauté d'une manière décidée, pour les aînés comme pour les cadets, dans sa rubrique des mariages. Mais nous ne saurions dire toutefois comment ce régime où le mari est le maître, s'accommodait de la position dominante que les mœurs

et la loi faisaient en principe à la femme lorsqu'elle était héritière.

Spécifions maintenant, d'un mot, les règles principales de ce régime dans les coutumes de Sole et de Labourt :

Les époux mariés sous le régime de communauté étaient de moitié dans les acquets. Les biens assignés au mariage ne pouvaient être aliénés que de consentement mutuel. Au contraire, les acquêts se trouvaient entièrement dans la main du mari qui « comme seigneur d'iceux pouvait en disposer à son plaisir et volonté. La femme peut néanmoins s'obliger seule, mais elle n'oblige pas le mari et ne peut être poursuivie sur ses biens propres qu'à la mort de celui-ci.

Nous estimons ne pas devoir insister davantage ni citer les textes. Nous renvoyons simplement à la lecture des premiers articles du titre des droits de mariage dans chacune de nos coutumes (1).

A côté de ce régime de communauté qui a pris de plus en plus une place prépondérante dans le vieux mariage basque, le régime dotal subsistait dans ses grandes lignes pour les mariages d'héritiers, tel que nous l'avons vu à Barège et en Lavedan.

Les droits attachés au mariage dérivaien moins du sexe que de la qualité de chaque époux. Celui des deux qui représentait une maison s'appelait propriétaire, l'autre qui portait une dot s'appelait adventice.

1. Sole, XXIV, 1 à 10. Labourt IX, 1 à 11.

La dotalité de ce dernier est parfaitement établie dans nos coutumes. Sa dot devait être remise ici comme à Barège et dans le Lavedan, aux parents de l'héritier pour servir à l'utilité de la maison. Mais en cas de prédécès d'un des parents, le survivant propriétaire était moins bien traité dans la Soule et le Labourt que dans les autres contrées puisque, comme nous les avons, il ne recevait plus que la moitié de la dot du conjoint de l'héritier, le survivant adventice, au contraire, était plus avantagé puisqu'il recevait dans la Soule le quart et dans le Labourt la moitié de la dot.

Les textes sont formels :

Sole XXIV, 21 ; Labourt, IX, 17 : « L'aisné ou aisnée qui est marié du vouloir de ses père et mère ou du survivant, ou après l'aage de vingt-huit (Sole : 25) ou de vingt (Sole : 18) ans respectivement, est tenu leur bailler si tous deux sont en vie, entièrement ou la moitié au survivant (Sole : si es proprietari, et la quoarte part si es adventici) du mariage qui luy est apporté et l'autre moitié (Sole : lo surplus) employer au profit et utilité de la maison. »

Mais pour déterminer exactement la position de l'époux adventice, il faut l'envisager à la dissolution du mariage et dans deux hypothèses différentes, soit qu'il ait des enfants, soit qu'il n'en ait pas.

Dans la première hypothèse, il ne recouvre pas sa dot, qui demeure dans la maison où il est établi. Seulement il obtient des compensations. Il jouit d'abord

des biens du décédé jusqu'à ce que l'aîné des enfants se marie ; puis, quand cet événement s'est accompli, nous savons qu'il a droit à une part variable avec les coutumes de la dot qui est apportée au jeune ménage, enfin, si après ils viennent au partage, l'adventice garde le quart ou la moitié des biens de ligne, les immeubles en jouissance et les meubles en propriété. On ne dit point qu'il ait part aux acquêts du mariage.

Sole, XXVII, 11, Labourt XII, 12 : « Le mary ou la femme survivant, qui a porté dot ou donation pour nopces vulgairement appelé mariage, par lequel les biens de l'autre lui sont assignés, s'il y a enfants du mariage, tient et possède lesdits biens jusqu'à ce que l'enfant soit d'âge et marié, auquel cas le survivant prend la moitié du douaire du mariage de l'enfant, et l'autre moitié qui devait appartenir au décédé s'il vivait est pour l'enfant.

Sole : « auquoal cas lo survivent prend la quoarte part deu douari de maridadge de l'enfant et las tres parts son per l'enfant propriitari. » Sole, 12 : « Et si volen venir à partage deusdeits biens, ladventice aura la quoarte part, so es la joyssance deus biens immobles de ladeite quoarte part durant sa vita per usufructar, et deus biens mobles, pot far sas propres voluntats de sa deite quoarte part. »

Labourt, 13 : « Et s'ils veulent venir à partage desdits biens partiront par moitié comme dessus. »

De plus ce survivant qui, en échange de sa dot, a la jouissance d'une portion des propres qui doivent revenir à l'enfant peut, s'il se remarie, établir, en principe, sur la part dont il jouit, son nouveau conjoint, mais comme ce n'est qu'un pur usufruit, après sa mort, ce dernier n'y a plus aucun droit (Sole, XXIV, 13 ; Labourt, IX, 14).

Cependant la coutume de Sole, XXIV, 14, apporte une exception à ce droit du survivant. S'il existe un ascendant de la maison, aïeul ou aïeule, son consentement est nécessaire.

2° Seconde hypothèse. — L'époux adventice survit sans enfant. Il a alors le droit qu'il n'avait pas précédemment de retirer sa dot.

La coutume de Sole (XXIV-15 et 16) entre à ce propos dans des explications très détaillées sur la situation qui est faite à cet adventice survivant immédiatement après la mort de son conjoint. Il obtient la maison et l'héritage qui servent de garantie à sa dot, tant que l'héritier coutumier ne lui a pas rendue celle-ci tout entière et sans rien retenir comme compensation des fruits que le survivant aurait recueillis des biens du décédé. Art. 15 : « Et fey lo fructs sons tant entro que lo successor deusdeits hertadges laura pagat, et tendut lodeit dot entièrement, sens rabatre aucune cause in sortem deus fructs, qui a recebut, et es tengut de lezar lodict hertadge incontinent que lo successor lo rendra son dot....

La coutume de Labourt toujours plus abrégée, dit beaucoup plus simplement : IX, 15 : « Si l'enfant marié ou non, va de vic à trépas sans enfans, frères et sœurs, iceux biens retournent au plus prochain habile à succéder, en restituant seulement le mariage par le survivant porté ».....

Outre le droit de retirer sadot, l'adventice survivant pouvait reprendre diverses choses spécifiées par nos deux coutumes (Sole, XXIV, 16; Labourt, IX, 15, *in fine*) comme les lits et habillements, etc... qu'il avait apportés, s'ils sont en nature.

En dehors de ces avantages, la coutume de Sole concédait dans ce cas de veuvage sans enfans à l'époux dotal survivant, une part dans les acquets du mariage moitié au mari, tiers à la femme (1).

La coutume de Labourt quoique généralement plus favorable à l'époux adventice ne mentionne pas ce droit de partager les acquets.

Cette différence entre les deux coutumes est-elle le résultat dans la coutume de Labourt d'une lacune que devrait combler la communauté décidément admise d'une manière générale entre époux? M. Cordier ne croit pas qu'on doive remplacer cette part d'acquets que la coutume de Sole accorde au conjoint dotal survivant par ce qui est dit au début du titre IX, de la coutume de Labourt sur les droits de mariage d'une communauté entre époux qui ne lui paraît applicable

1. Soule XXIV 18.

qu'à ceux qui se sont portés respectivement une dot. « Les termes, dit-il, sont à peu près les mêmes que ceux du titre correspondant de la coutume de Sole laquelle déclare expressément n'avoir en vue que cette catégorie d'époux ».

Il me semble, au contraire, que le fait d'avoir omis cette mention a été voulu dans la coutume de Labourt, parce que c'est la communauté qui doit suppléer à tout, en cas de besoin. La disposition est générale, et d'après nous, c'est avec intention. On n'a pas le droit de la restreindre. L'évolution inverse du régime dotal et du régime de communauté que nous avons mise en relief le prouve suffisamment. En effet, dans la coutume de la Soule, le régime de communauté est encore formellement réservé aux unions des cadets, mais le vieux mariage basque est plus ébranlé qu'à Barège et dans le Lavedan où la distinction des fortunes est si tranchée et où l'époux dotal survivant n'a aucun droit aux acquets du mariage.

L'importance plus considérable des acquets qu'explique la situation des lieux a fait sentir davantage l'injustice qu'il y avait à en priver l'époux dotal.

Et nous voyons cette coutume admettre l'époux adventice quand il survit sans enfant au partage des acquisitions du mariage, dans l'article 18 (XXIV) qui commence ainsi : « Item, ont y a biens des adqists per lo proprietari et adventici..... »

M. Cordier prouve très nettement, que cette admis-

sion de l'époux dotal aux acquisitions du mariage a tous les caractères d'une innovation. C'est d'abord une raison de texte : L'article 18, qui l'énonce, est le seul article précédé d'un item dans un titre aussi long. Ensuite, il en trouve la preuve absolue dans les restrictions pratiques que Béla apporte à cette faveur : car, d'après cet auteur, les acquets que fait l'époux propriétaire tôt après son mariage des biens de ses ancêtres lui demeurent propres ; seuls les acquets très postérieurs qui dérivent de l'économie et industrie des deux époux sont communs entre eux : et il est bon que les actes, constatant ces acquisitions, mentionnent que l'un et l'autre y ont pris part tant est forte la prévention des mœurs en faveur de l'époux propriétaire. Ce droit accordé, à l'époux dotal, dit-il, est une concession aux idées coutumières, en général, plus spécialement peut-être à celles qui régnaient à Bordeaux dont le Parlement avait juridiction sur la Soule.

La coutume de Sole, mentionnant ainsi, pour l'époux adventice un droit aux acquets du mariage, il est bien certain que la coutume de Labourt qui est à un point plus avancé de l'évolution et qui ne perd aucune occasion de favoriser l'époux adventice, doit contenir pour celui-ci un avantage semblable, et du moment qu'il n'y est pas exprimé, c'est que la communauté le remplace.

En réalité, la coutume de Labourt admet pour les ménages d'héritiers une combinaison du régime dotal et du régime de communauté. Mais au fond, dans l'une

comme dans l'autre coutume, c'est le régime dotal qui, de temps immémorial, accompagnait le droit d'ainesse chez les Basques, qui survit encore.

Deux textes du titre des droits de mariage, Sole 20, Labourt 15, ne laissent aucun doute à cet égard.

Ils s'occupent du règlement des dettes de l'adventice survivant et établissent à ce point de vue très nettement sa dotalité. Il paie sur sa dot toutes ses dettes personnelles et la moitié des dettes communes. Quant aux dettes faites pour l'entretien des enfants de quelque manière qu'elles aient été contractées, elles tombent à la charge de l'héritier coutumier. Voici les textes en question :

Sole XXIV, 20. Labourt IX, 16 : « Si le survivant du consentement du décédé a fait aucuns debtes durant leur mariage, doit payer la moitié d'iceux sur son mariage, qui luy doit estre rendu par le plus proche habille à succéder ; et en outre iceluy survivant doit payer entièrement tous les debtes, qu'il a faits auparavant, après ou durant le mariage, sans le consentement du décédé, si ce n'est qu'ils fussent faits pour nourrir les enfants d'iceluy mariage ; car en ce cas se payent par iceluy plus proche. »

En résumé, l'époux dotal qui n'était, à proprement parler, à Barège et en Lavedan que le premier domestique de sa femme et qui, simplement venu avec sa légitime, s'en retournait de même, quand il sortait de la maison, et ne profitait nullement des améliorations

qu'il pouvait y avoir fait, jouissait dans la Soule et dans le Labourt d'une situation plus favorable. Le vieux mariage basque avec la prédominance absolue de l'époux propriétaire quel qu'il fût y était entamée.

CONCLUSION

L'organisation des familles rurales pyrénéennes que nous venons d'analyser d'après les antiques coutumes de Barège, du Lavedan, de la Soule et du Labourt, s'est perpétuée de nos jours, comme on l'a vu par notre Introduction, au travers des obstacles que la loi moderne leur oppose. Cependant un instant toute l'économie du pays fut troublée, quand les lois de la Révolution vinrent proclamer d'une manière absolue l'égalité des enfants et défendre toute disposition en faveur des héritiers en ligne directe (loi du 7 mars 1793) puis étendre cette égalité des partages aux collatéraux.

« L'aîné, petit propriétaire, obligé de payer les parts des cadets, dut, dit M. Cordier, emprunter ou vendre : vendre les prés nourriture du troupeau, ou le troupeau lui-même, du moins le partager. L'industrie pastorale qui veut des moyens suffisants et une échelle donnée fut frappée d'impuissance. Les bras manquèrent quand

les cadets s'en furent. La maison fut déserte et la terre hypothéquée (1) ».

Après la Révolution, le Code civil apparut comme un bienfait parce que, grâce à la quotité disponible qu'il permettait, il fut possible d'instituer des héritiers et de maintenir l'ancien état de la famille.

De fait, au cours de ce siècle et même encore à l'heure actuelle, les paysans ont conservé sur bien des points des Pyrénées leurs pratiques traditionnelles.

Deux monographies, la première prise par Le Play dans le Lavedan et la seconde prise par MM. de Saint-Léger et Delbet dans le Labourt, permettent, comme on l'a vu, de se rendre exactement compte de quelle façon et dans quelle mesure l'organisation des familles rurales que nous avons étudiée dans les coutumes s'est perpétué jusqu'ici.

Le droit d'aînesse se maintient comme un fait issu de la volonté des parents et de l'entente commune des enfants. On connaît les causes générales qui permettent la conservation de l'organisation communautaire de la famille. Dans les Pyrénées, elle est due à la prédominance restée exclusive du travail pastoral comme autrefois, et au rôle demeuré également secondaire de la culture. Les cadets ne sont pas excités à réclamer leur part en nature, car ils savent que la pauvreté du sol les obligerait à vivre dans la misère, tandis que, grâce à la coutume, chacun peut arriver à se débrouiller.

1. Cordier, *Droit de famille aux Pyr.*, p. 116.

L'aîné (fils ou fille), est assez avantagé pour se tirer d'affaire et, au besoin, pour en tirer ses frères et sœurs. Il reste à la maison où il surveille la culture, tandis que le mari gendre ou les cadets célibataires sont chargés des travaux extérieurs, de l'exploitation nomade et vivent ainsi appuyés, pour leur part, sur le bien de famille. Les autres cadets, qui sortent de la maison, se servent de l'argent qu'ils ont reçu en légitime, les filles pour se marier, les garçons pour s'établir dans le pays comme petits industriels ou, le plus fréquemment, pour émigrer, notamment dans l'Amérique du Sud. Les uns et les autres savent, qu'en cas de malheur, ils ont un refuge assuré au foyer familial.

De plus, l'isolement au milieu des montagnes et, jusque dans ces derniers temps, le manque des communications rapides, ont longtemps retardé l'invasion des idées et des intérêts qui conduisent à la désorganisation de la communauté. Les familles se maintenaient assez facilement dans leur état traditionnel, grâce au consentement de tous leurs membres, à la tolérance des officiers publics, aux conseils du clergé et à la facilité d'attribuer à l'héritier-associé la quotité disponible à titre de préciput et hors part.

Mais le nombre de ces familles qui gardent les antiques coutumes se restreint de plus en plus. Tout commence à se renouveler aux Pyrénées, hommes et choses, sous les influences que voici :

1° La législation générale de la France, en matière de succession.

Le préciput de moitié qui avait été adopté finalement, comme nous le savons, par les populations pyrénéennes sous l'empire du droit écrit, a fait place, dans le Code civil, au préciput du quart de la valeur des propriétés ; il devient alors plus difficile à la communauté de doter les enfants et de conserver le bien sans le grever d'hypothèque. De plus, les enfants qui, avec la coutume, ne pouvaient jamais exiger qu'une légitime mobilière, ont maintenant le droit de réclamer leur part en nature. La conservation du bien de famille, qui était la base de cette organisation sociale, reste désormais complètement subordonnée au hasard des volontés individuelles. Sans doute, beaucoup de chefs de famille considèrent l'obligation du partage égal des biens comme une cause de destruction pour les familles et même n'hésitent pas à solliciter l'émigration de la plupart de leurs enfants pour assurer à l'héritier la transmission intégrale du domaine. Ils vont même jusqu'à éluder la loi par des manœuvres compliquées et frauduleuses.

Mais, malgré ces efforts, les anciennes unités territoriales qui passaient de génération en génération, se détruisent peu à peu, car il est dans la nature des choses que l'esprit public cède peu à peu à la direction qu'une loi de succession lui imprime.

Les réclamations pressantes des cadets qui veulent avoir leur part d'héritage, les craintes de procès, l'impossibilité pour l'ainé, qui n'a pas assez d'avantages

pour faire face à toutes les dépenses qui sont ainsi occasionnées à la maison, de payer les dettes dont les immeubles sont grevés et les soultes dues à ses frères et sœurs, obligent finalement celui-ci à vendre successivement les biens, puis même la maison. L'intégrité du domaine se détruit de cette façon, alors même que les cadets n'exigent pas leur part en nature. C'est ainsi que M. Cheysson, dans une étude fort intéressante, nous a fait assister progressivement à l'agonie, puis à la dispersion de la célèbre famille Mélouya décrite par Le Play, et qui, sous l'empire de la coutume du Lavedan, s'était perpétuée pendant 400 ans sur un même domaine.

Cependant la législation seule ne suffirait pas à expliquer le profond changement qui s'opère dans les classes populaires des Pyrénées et les résistances de plus en plus vives que beaucoup d'enfants opposent à la coutume. Le sentiment de l'intérêt commun amenant l'entente des enfants pourrait continuer à maintenir l'état séculaire de la famille, si à leur tour les mœurs des paysans pyrénéens n'avaient pas été transformées par les conditions nouvelles de l'existence.

Le Play disait que l'ancienne tradition devait se modifier inévitablement à mesure que le progrès de l'instruction publique et des moyens de communication mettrait ces régions en contact plus intime avec les besoins qui dominent dans les autres parties de la France », c'est-à-dire plus exactement, à mesure que ces

régions offriraient un champ favorable à l'application des idées d'individualisme, d'indépendance et d'instabilité qui caractérisent actuellement en France la famille rurale. En effet, l'organisation familiale évolue aux Pyrénées par une pente naturelle de la communauté qu'avait maintenue jusqu'ici un art pastoral prédominant au type du simple ménage favorisé par l'extension de l'industrie, du commerce et d'une culture moins arriérée.

Plusieurs causes ont produit cette évolution.

Il faut mettre en première ligne la vogue des eaux thermales dans la partie la plus montagnaise des Pyrénées et notamment dans les vallées de Barège et du Lavedan, vogue qui n'a cessé de s'accroître depuis surtout la construction d'un réseau très complet de chemins de fer. Grâce à l'influence de plus en plus considérable des baigneurs, grâce aussi à l'exécution de travaux publics considérables, l'élément agricole et pastoral s'y efface au profit des entreprises ou des industries motivées par le séjour des étrangers. Les cadres anciens se rompent nécessairement. L'antique communauté qui, abritant sous son ombre protectrice tous les membres d'une famille, qu'elle n'établissait pas au dehors, leur permettait de vivre ainsi plus aisément du bien et du troupeau communs, et qui servait de refuge à ceux qui ne réussissaient pas, a aujourd'hui beaucoup moins de raison d'être puisque chacun peut trouver des ressources dans une foule de métiers qui n'existaient pas autrefois.

L'état séculaire de la population se trouve ainsi modifié de plus en plus par l'accroissement progressif de personnes vivant plus ou moins directement des profits que donne le séjour des étrangers tels que bourgeois-logeurs, aubergistes, marchands, artisans, loueurs de chevaux, porteurs et guides. Cette circonstance favorisant une tendance naturelle vers l'indépendance, tendance qu'on a pu saisir sur le vif dans notre introduction, multiplie les petits ménages qui vivent momentanément des ressources offertes par les étrangers et détruit peu à peu sous l'influence de la législation, les anciennes communautés de famille. Il n'en restera bientôt plus que quelques-unes qui, habitant des domaines ou des villages éloignés des stations thermales sont moins détournées des traditions anciennes.

En seconde ligne, dans les contrées de montagnes peu élevées, de coteaux et de vallées basses qui composent la plus grande partie des anciens pays de Sole et de Labourt, l'art pastoral déjà en retraite recule de jour en jour devant une industrie plus active, un commerce plus étendu, une culture plus intense. Les traces de l'organisation séculaire de la famille, organisation qui se trouve soutenue dans les régions basses par l'exploitation encore rudimentaire du sol, par l'espace énorme des landes incultes (1) et par l'étendue immense des propriétés communales, — pâturages et bois pres-

1. 317.000 hectares dans le département des Basses-Pyrénées. Ce

que toujours livrés également à l'élevage des bestiaux, — remontent cependant de plus en plus vers les montagnes qui forment l'axe de la chaîne pyrénéenne.

Ailleurs, les familles plus détachées de l'état originaire du sol éprouvent de moins en moins le besoin de s'appuyer sur la communauté et le bien patrimonial. La possibilité de se suffire par son travail personnel sur des terres morcelées excite chacun à s'établir pour son compte et à réclamer sa part en nature de l'héritage paternel. Les résistances à la transmission intégrale sont de plus en plus fréquentes. Elles viennent ordinairement des cadettes mariées au pays et représentées par leurs maris. On a constaté que les divisions et les ventes de propriété dues à cette cause étaient devenues très nombreuses.

Au contraire, les cadets trouvant plus d'avantage à émigrer qu'à rester, préfèrent une soulte en argent et laissent leur part à l'ainé, qui demeure leur soutien et leur appui en cas de besoin. C'est par ce moyen que l'organisation traditionnelle de la famille a pu se perpétuer. Le département des Basses-Pyrénées est celui qui fournit au Nouveau-Monde l'émigration la plus forte. Néanmoins, à mesure que par l'extension des voies de communication, les progrès de l'industrie, du commerce et de la culture pénètrent au sein des famil-

sont les « touyas » garnis d'une épaisse végétation de genêts épineux qu'on fait manger aux bestiaux l'hiver et de fougères qu'on emploie pour faire les litières.

les rurales, celles-ci soutenues par la loi sortent naturellement de leur cadre primitif. La culture encore très arriérée dans ces régions commence cependant à triompher de l'art pastoral, la vigne, les céréales, le maïs remplacent les champs de touyas. Et plus ce mouvement s'accroîtra, plus la famille se dégagera, d'après la loi que nous connaissons de la communauté.

Sans doute, les populations ne renouvellent pas leur esprit en un jour, et tendent d'abord à maintenir leurs usages en dépit même des conditions nouvelles de l'existence, puis l'évolution se fait plus ou moins vite suivant que le mouvement économique les porte seul en avant ou qu'il marche d'accord avec une législation déjà établie. En raison stricte, l'évolution économique doit précéder et préparer l'évolution légale. Les lois ne doivent venir qu'au fur et à mesure des besoins du peuple.

Les familles rurales pyrénéennes ont été tirées de leur immobilité pastorale dans les Hautes-Pyrénées par l'exploitation des eaux thermales et aussi des mines et des carrières de marbre qui y a jeté une richesse inconnue ; dans les Basses-Pyrénées, par une culture plus intense et surtout par un développement considérable de l'industrie des transports qui y est aujourd'hui le moyen de s'élever dans la hiérarchie sociale.

Sous l'empire d'un tel mouvement les coutumes se seraient certainement modifiées peu à peu.

Au contraire, la loi de succession en venant briser

d'un coup l'ancien cadre familial a pu jeter par le fait d'un cadet indiscipliné ou d'un gendre mécontent le trouble et la division dans des familles encore soumises aux conditions anciennes de l'existence, et que le préciput du quart n'arrive pas à sauver de la ruine.

C'est pour celles-là que nous voudrions la loi assez libérale pour ne pas les obliger à la frauder dans un but de justice et de salut. Et ainsi la conclusion pratique de cette étude se trouve consister dans l'expression d'une réforme bien simple, réforme, que tous les hommes d'expérience réclament, qui ne sacrifierait pas comme aujourd'hui la liberté à l'égalité, mais unirait, au contraire, ces deux grands principes sur lesquels reposent la société moderne : c'est-à-dire l'extension de la quotité disponible, dans tous les cas, à la moitié des biens, et l'égalité du partage seulement en valeur et non en nature.

VU :

Le Président de la thèse.

GÉRARDIN.

VU :

Le doyen de la Faculté.

GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	I
Origine du principe communautaire en France	1
Dans l'ancien droit.	10
Communautés souches.	14
Communautés taisibles	27
Familles en simple ménage	42
Au XIX ^e siècle.	55
CHAPITRE I. — Des causes générales de l'organisation réelle des familles rurales aux Pyrénées, d'après les cou- tumes de Barège, du Lavedan, de Sole et de Labourt.	66
I. Origine historique	67
II. État du lieu et du travail.	72
CHAPITRE II. — Du principe de l'aînesse.	85
Section I. — En ligne directe.	85
§ 1. — Coutumes de Barège et du Lavedan.	85
§ 2. — Coutumes de Sole et de Labourt.	98
Section II. — En ligne collatérale	104
§ 1. — Coutumes de Barège et du Lavedan.	105
§ 2. — Coutumes de Sole et de Labourt	109
CHAPITRE III. — Des droits que l'aîné a sur les biens comme représentant de la communauté de famille	116
Acquêts	118
Biens propres.	123
Leur définition.	124
Leur indisponibilité.	125
I. — Coutumes de Barège et du Lavedan	126
II. — Coutumes de Sole et de Labourt.	133

CHAPITRE IV. — Du droit des cadets	146
I. Coutumes de Barège et du Lavedan.	147
II. Coutumes de Sole et de Labourt.	159
CHAPITRE V. — De l'influence de l'aînesse sur les droits de mariage	163
§ I. — Coutumes de Barège et du Lavedan.	163
I. Régime dotal	163
II. Régime de communauté.	173
§ 2. — Coutumes de Sole et de Labourt	175
Régimes des mariages	175
CONCLUSION.	188

